

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1936

THÈSE 240 N°
POUR LE
DOCTORAT EN MÉDECINE
(Diplôme d'État)

PAR

GUY HAUSSER

Né le 8 Septembre 1912, à ROUEN (Seine-Inférieure)

Ancien Interne des Hospices Civils de Caen
Diplômé de Médecine Légale et Psychiatrie Criminelle
de la Faculté de Médecine de Paris

Diplômé de Police scientifique de l'Institut de Criminologie
Préparateur du Laboratoire de Médecine Légale
de la Faculté de Médecine de Paris

LE MÉDECIN-EXPERT ET LA RÉVISION
EN MATIÈRE
D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Loi du 9 Avril 1898)

Président : M. V. BALTHAZARD, Professeur

Rouen. — Imp. WOLF, 13, rue de la Pie

1936

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1936

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

GUY HAUSSER

Né le 8 Septembre 1912, à ROUEN (Seine-Inférieure)

Ancien Interne des Hospices Civils de Caen

Diplômé de Médecine Légale et Psychiatrie Criminelle
de la Faculté de Médecine de Paris

Diplômé de Police scientifique de l'Institut de Criminologie
Préparateur du Laboratoire de Médecine Légale
de la Faculté de Médecine de Paris

LE MÉDECIN-EXPERT ET LA RÉVISION

EN MATIÈRE

D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Loi du 9 Avril 1898)

Président : M. V. BALTHAZARD, Professeur

Rouen. — Imp. WOLF, 13, rue de la Pie

1936

LE DOYEN..... ROUSSY

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESCREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie médicale et générale	BAUDOUIN.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	LOEPER.
	CARNOT.
	CLERC.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale	CUNÉO.
	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
Clinique ophtalmologique	LENORMANT.
	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
	BRINDEAU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	N...
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.



	MM.
Clinique de la Tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
	HOVELACQUE.
	MULON.
Professeurs sans chaire	OLIVIER.
	VERNE.
	MOCQUOT.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

	MM.
BÉNARD (Henri)	Pathologie médicale.
BERNARD (Etienne)	Pathologie médicale.
BESANÇON (Justin)	Hydrologie.
BOULIN	Pathologie médicale.
BULLIARD	Histologie.
CATHALA	Pathologie médicale.
CHEVALLIER	Pathologie médicale.
DOGNON	Physique.
FEY	Urologie.
GALLIARD	Parasitologie
GASTINEL	Bactériologie.
DE GAUDART D'ALLAINES.....	Pathologie chirurgicale.
GAYET	Physiologie.
GIROUD	Histologie.
HAGUENEAU	Pathologie médicale.
HALPHEN	Oto-rhino-laryngologie.
HAZARD	Pharmacologie.
HUGUENIN	Anatomie pathologique.
JOANNON	Hygiène.
LABBÉ (Henri)	Chimie biologique.
LACOMME	Obstétrique.
LANTUÉJOL	Obstétrique.
LAROCHE (Guy)	Pathologie médicale.
LEMAIRE	Pathologie expérimentale.
LEVEUF	Pathologie chirurgicale.
M ^{lle} J. LÉVY	Pharmacologie.
LÉVY-VALENSI	Neurologie et Psychiatrie.
MOREAU	Pathologie médicale.
MOULONGUET	Pathologie chirurgicale.
MOUQUIN	Pathologie médicale.
OBERLING	Anatomie pathologique.
PETIT-DUTAILLIS	Pathologie chirurgicale.
PIÉDELIÈVRE	Médecine légale.

MM.

PORTES	Obstétrique.
RICHET	Physiologie.
SANNIÉ	Chimie biologique.
SÉNÈQUE	Pathologie chirurgicale.
TROISIER	Pathologie expérimentale.
TURPIN	Pathologie médicale.
VIGNES	Obstétrique.
WILMOTH	Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE pour le service des examens

MM.

ALGLAVE	Pathologie chirurgicale.
BUSQUET	Pharmacologie.
CHAILLEY-BERT	Physiologie.
LEROUX	Anatomie pathologique.
NEVEU-LEMAIRE	Parasitologie.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

à titre permanent

MM.

ABRAMI	Clinique médicale.
ALAJOUANINE	
AUBERTIN	
BRULÉ	
CHABROL	
CHIRAY	
DONZELOT	
DUVOIR	
LIAN	Clinique chirurgicale.
PASTEUR-VALLERY-RADOT	
SÉZARY	
BASSET	
BROCQ	
CADENAT	
GATELLIER	
HEITZ-BOYER	
MOURE	
QUENU	
SCHWARTZ	
VELTER	

MM.

ECALLE	}	Clinique obstétricale.
GUÉNIOT		
LE LORIER		
LÉVY-SOLAL		
METZGER		

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.

CHAILLEY-BERT, agréé	Education physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions, émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR V. BALTHAZARD

Professeur de Médecine Légale

Doyen honoraire de la Faculté

Membre de l'Académie de Médecine

A MONSIEUR LE DOCTEUR F. DERVIEUX

Chef des Travaux Pratiques de Médecine Légale
Médecin-expert près le Tribunal de la Seine

*Qui a bien voulu nous inspirer le sujet de notre
thèse.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR PIÉDELIÈVRE

Professeur agrégé à la Faculté

A MONSIEUR LE DOCTEUR DUVOIR

Professeur agrégé à la Faculté

Médecin des Hôpitaux de Paris

A MONSIEUR LE PROFESSEUR A. ROUAST

Professeur à la Faculté de Droit
de Paris

*Respectueux hommage ; qu'il veuille bien trouver
ici l'expression de notre sincère gratitude pour
nous avoir facilité notre travail et guidé nos
premiers contacts avec les sciences juridiques.*

A MES MAITRES DE L'HOPITAL DE CAEN :

MONSIEUR LE DOCTEUR HISSARD;

MONSIEUR LE PROFESSEUR CHAPERON;

MONSIEUR LE DOCTEUR MAUGEAIS;

MONSIEUR LE PROFESSEUR LECORNU;

MONSIEUR LE DOCTEUR COLIN;

MONSIEUR LE PROFESSEUR GUIBÉ;

MONSIEUR LE DOCTEUR A. MORICE.

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX DE PARIS,

PARTICULIÈREMENT

A MONSIEUR LE DOCTEUR SÉZARY

Professeur agrégé à la Faculté

Médecin des Hôpitaux

*En hommage de respectueuse gratitude pour la
bienveillance qu'il nous a témoignée en nous
accueillant dans son Service.*

A MES MAITRES DE LA CLINIQUE SAINTE-ANNE :

MONSIEUR LE PROFESSEUR CLAUDE ;

MONSIEUR LE DOCTEUR CEILLIER.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BRINDEAU

Professeur de Clinique Obstétricale à la Faculté
Accoucheur des Hôpitaux

*Respectueux hommage pour la bienveillance qu'il
nous a témoignée en nous accueillant dans son
Service.*

AUX MIENS,

A MES AMIS.

LE MÉDECIN-EXPERT
ET
LA RÉVISION
EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL
(Loi du 9 Avril 1898)

INTRODUCTION

Le rôle du médecin, actuellement, tend à s'élargir de plus en plus. Autrefois, « médecin de famille », confident et confesseur, son activité était en quelque sorte bornée à l'exercice pur et simple de l'art médical. Avec la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e, on vit l'éclosion de nombreuses lois sociales concernant la protection de la santé des masses ouvrières. De ce fait, le médecin devenait l'auxiliaire indispensable tant du législateur que de la justice.

Le prodigieux développement économique de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'accroissement considérable du bien-être matériel des couches supérieures de la population, le besoin de protéger la grande masse des consommateurs, et parfois des considérations humanitaires, ont amené le législateur à s'intéresser à la vie et à la santé de l'ouvrier :

— Loi sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures (1874-1892) ;

— Travail des mines (1890) ;

- Assistance médicale gratuite (1893) ;
- Hygiène et sécurité des travailleurs (1893) ;
- Enfin, protection du sort des ouvriers victimes d'accidents à l'occasion du travail (1898).

Pour toutes ces lois, la collaboration du médecin s'impose et, en particulier, pour la dernière. Aussi, afin de mieux remplir son mandat, est-il nécessaire de préciser le rôle exact du médecin, de définir sa mission, afin qu'il puisse la remplir convenablement.

CHAPITRE PREMIER

ETUDE DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

Paragraphe 1

Par son originalité, par son importance, par l'extension qu'elle a prise, elle marque une grande date dans l'histoire du Droit français. Continuant en quelque sorte les Grandes « Ordonnances » de Colbert, qui furent l'embryon du Droit commercial, la loi de 1898 constitue le point de départ d'un véritable Code industriel ou Droit industriel.

Pour mieux permettre de comprendre le progrès qu'elle a permis, nous citerons la conclusion du projet de loi déposé à cet effet en 1884 par MM. MARTIN-NADAUD et Alfred GIRARD :

« Le projet réalise-t-il un progrès pour l'ouvrier d'industrie ? Oui, à un triple point de vue :

« D'abord, le projet permet à l'ouvrier d'obtenir la réparation du préjudice souffert dans les cas où, auparavant, il ne l'obtenait jamais, quoiqu'elle lui fût due parce qu'il ne parvenait point à faire la preuve de l'imputabilité.

« Ensuite, le projet le soulage (lui comme tous les autres dans la même situation) de tout ce qui pouvait être retranché des lenteurs et des frais de procédure actuelle, sans sacrifier aucune des garanties de maturité et d'impartialité de la décision à intervenir ; garanties qu'il est indispensable de conserver à l'ouvrier comme à tous autres, et à défaut desquelles le droit périliterait.

« Enfin, le projet lui concède ce que jamais encore par

« aucune loi d'aucune époque il n'avait eu : un secours (une indemnité réduite pourrait-on dire) dans le cas même où l'imputabilité de l'accident ne peut à aucun titre refluer jusqu'à l'employeur. »

Eh bien ! cette belle loi, dont la promulgation était si vivement désirée, mit dix-sept ans à voir le jour.

Le premier projet date du 29 mai 1880 (MARTIN-NADAUD) ; amendements, contre-projets, etc., se firent jour à foison : en mai 1888, le droit de révision fut accepté, mais limité à un an et dans le seul cas où le tribunal l'aurait mentionné expressément lors du premier jugement.

Supprimée le 27 janvier 1890 (Sénateur BARDOU) par le Sénat, rétablie par la Chambre le 28 juin 1890 (sur demande de Jules ROCHE, Ministre du Commerce), sans aucune restriction.

Nouveau projet DE MUN, comte DE MONTALEMBERT, qui propose de porter le délai de révision à cinq ans, réduit à trois ans et adopté tel quel par la Chambre le 13 juin 1893 et le Sénat le 3 avril 1895. Enfin, un amendement Félix MARTIN, du 26 novembre 1895, fut adopté et devint la base de l'article 19 : « Le délai de révision court non seulement du jour de la décision définitive, mais aussi de la date de l'accord intervenu entre les parties. »

D'abord prévue pour les ouvriers d'industrie, la loi fut précisée par une loi de 1905 et étendue progressivement aux entreprises commerciales (12 avril 1906), aux exploitations forestières (15 juillet 1914), à l'agriculture (15 décembre 1922), modifiée légèrement le 30 avril 1926. Enfin, l'extension de la Législation du Travail a été faite aux domestiques et gens de maison (loi du 2 août 1923).

La loi de 1898 elle-même a été précisée et parfois même étendue juridiquement à plusieurs reprises (22 mars 1902, 31 mars 1905, 17 octobre 1919).

Territorialement, l'Algérie bénéficia de la loi le 25 septembre 1919, la Tunisie le 15 mars 1921 (décret beylical) et le Maroc (dahir du 25 juin 1927).

La Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane (19 juillet 1925), la Nouvelle-Calédonie (15 mai 1930) [sauf pour les indigènes]. L'Afrique-Occidentale Française (28 octobre 1932) [application limitée]. Enfin, l'extension est à l'étude pour l'Indochine et Madagascar.

Paragraphe 2

Quatre innovations typiques caractérisent la loi de 1898 :

- 1° Le risque professionnel;
- 2° Le forfait;
- 3° Fonds industriel de garantie;
- 4° Simplification de la procédure.

Nous n'examinerons que les deux premières de façon détaillée.

1° Le risque professionnel :

« La cause de danger permanente indépendante des mesures « de sécurité qui peuvent être prises », tel était le premier sens du risque professionnel ; depuis 1898, ce sens a changé, aux termes de la loi, *le risque professionnel n'est plus le risque couru par l'ouvrier, mais le risque du patron*. Celui-ci doit prévoir dans ses frais généraux les accidents de ses ouvriers.

Remarquons cependant que la jurisprudence tend à accorder des indemnités pour « tous risques », et non seulement pour les risques inhérents au métier. (Ex. : un ouvrier en courses, qui se fait blesser par un véhicule quelconque, est indemnisé au titre des accidents du travail.) C'est pourquoi M. le Professeur CAPITANT considère qu'en réalité il ne faut pas envisager isolément le « risque professionnel ». A celui-ci, il ajoute le « risque d'autorité » ; en effet, le patron commande l'ouvrier, soit directement,

soit indirectement. Cette autorité est source de risques, elle doit donc comporter responsabilité.

En résumé, il semble qu'à l'heure actuelle on tende de plus en plus à admettre que ces deux risques : professionnel et d'autorité, doivent coexister.

2° *Le forfait :*

Sauf les accidents de force majeure étrangers au travail, les accidents donnent droit à une réparation partielle dont le taux est fixé d'avance et proportionnellement au montant du salaire.

L'étude des statistiques permet de démontrer que la proportion d'ouvriers accidentés était à peu près constante, de sorte que, dans une industrie donnée, on put tenir compte de ce risque dans l'évaluation des frais généraux. La loi vint consacrer ce que quelques rares entreprises avaient ainsi réalisé, obligeant le reste du patronat à s'y conformer ; les patrons devant tenir compte des risques et s'assurer puisque « la prévoyance et l'humanité du patron ne suffisent plus à l'Etat de qualité morale pour se « courir toutes les infortunes de la classe ouvrière ». (SACHET, p. 4.)

Ces études statistiques ont montré que les accidents industriels pouvaient être dus à cinq causes distinctes (SACHET) :

- La faute du patron ;
- La faute de l'ouvrier ;
- Le cas fortuit (explosion de chaudière, rupture de volant, etc.) ;
- Le cas de force majeure (inondation, foudre, tremblement de terre, etc.) ;
- Le fait inconnu.

Or, il résulte des calculs que 25 % des accidents sont imputables au patron, 25 % à l'ouvrier, le reste pour les trois dernières causes.

Or, dans le droit commun (article 1383 du Code civil),

pour obtenir une indemnité, l'ouvrier devait prouver la faute patronale. Il en résultait que celle-ci était démontrée une fois sur quatre; trois fois sur quatre l'accident était à la charge de la victime et même le sénateur CHOVET (Sénat, séance du 14 juin 1904, C. R., p. 540) déclara que : « Dans 80 à 85 % des accidents, l'ouvrier est dans l'impossibilité absolue de faire un procès et de le gagner faute de produire des preuves suffisantes. »

La loi de 1898 essaya de concilier dans la plus grande mesure possible les intérêts des patrons et des ouvriers. Le législateur décida que l'ouvrier tué ou blessé par le fait de son travail *aurait toujours droit à réparation*, mais que cette réparation au lieu d'être intégrale serait forfaitaire (demi-salaire, délais plus brefs, etc...).

3° *Garantie du paiement :*

En France, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, Autriche et Norvège, l'assurance des patrons n'est pas obligatoire. Cependant l'ouvrier a deux sortes de garantie :

a) Un des privilèges généraux de l'article 2101 du Code civil;

b) Le cautionnement d'une « Caisse nationale » alimentée par toute l'industrie à l'aide de taxes spéciales.

4° *Simplification de la procédure :*

Compétence du juge de paix, réduction des délais d'appel, gratuité de la procédure, etc...

Paragraphe 3

Le rôle du médecin est capital dans la loi de 1898.

« Le médecin est la véritable cheville ouvrière dans l'exécution de cette loi », disait le professeur THOINOT.

En effet, en France, dans toutes les étapes de l'application de la loi, le médecin intervient : pour le *certificat initial*, à ce moment, c'est le médecin et lui seul qui est juge; *lors de la reprise*, lors d'une rechute, etc., etc... Enfin, le médecin peut être commis comme expert soit par le juge de paix (litige sur incapacité temporaire), soit par le tribunal civil (fixation d'une incapacité permanente partielle ou décès), soit enfin en cas de revision.

Remarquons que la loi n'a pas défini l'accident du travail. Pour le définir, nous prendrons cette phrase du professeur THOINOT : « Toute blessure externe, toute lésion médicale, « tout trouble nerveux ou psychique résultant de l'action soudaine d'une violence extérieure intervenant pendant le travail, « ou à l'occasion du travail, et toute lésion interne déterminée « par un effort violent. »

On voit donc que le médecin est bien celui sur qui repose essentiellement la loi de 1898. Il est donc nécessaire de bien préciser son rôle, en particulier pour le cas que nous étudierons plus en détail plus loin, lors de la révision. De la meilleure connaissance de ce qu'on lui demande, résultera une grande amélioration dans l'accomplissement de sa mission.

Paragraphe 4

(Législation Internationale comparée)

Avant d'entrer dans l'étude plus détaillée de notre sujet, il nous paraît utile de jeter un coup d'œil sur les législations étrangères en matière d'assistance ouvrière. Ces législations (SACHET) peuvent se répartir en trois groupes :

1° *Groupe germanique :*

Dans ce groupe, l'assistance est obligatoire de même que l'assurance; il existe une contrainte administrative et une juridiction spéciale.

a) *Allemagne*. — L'émancipation ouvrière devenant une menace pour l'autorité impériale, le chancelier BISMARCK résolut de lutter contre les idées socialistes en prenant pour son compte les revendications ouvrières. L'assurance contre la maladie fut votée le 15 juin 1883; l'assurance contre les accidents du travail le 6 juin 1884, etc...

De toute une série de lois est né un code unique des assurances de l'Empire voté le 19 juin 1911 et comportant 1.805 articles. Dans les accidents industriels, ceux dus à la faute lourde de l'ouvrier sont inclus (seul le dol est une cause de déchéance).

b) *Autriche*. — L'Autriche a suivi de près les réformes sociales allemandes, en particulier contre les accidents : loi du 18 décembre 1887 modifiée par la loi du 21 août 1917.

c) *Norvège*. — L'assurance y est obligatoire par les lois du 23 juillet 1894 et 12 juin 1906, étendues enfin les 30 juin 1908 et 10 décembre 1920.

d) *Danemark*. — Une série de lois de 1898 à 1908 ont été réunies en un code unique (6 juillet 1916) complété en 1920, qui rappelle grandement le code allemand.

e) *Luxembourg*. — D'une large inspiration allemande, les lois datent de 1901 et 1902.

f) *Roumanie*. — Un code industriel a été formé par la réunion des lois du 7 février 1912, 13 mai 1913 et 2 juillet 1924.

g) *Portugal*. — Egalement organisation d'Etat (10 mai 1919, 9 mars 1924).

h) *Pologne*. — Assurance obligatoire depuis la loi du 19 mai 1920, complétée les 18 juillet 1924, 26 novembre 1925.

i) *Yougoslavie*. — Loi du 14 mai 1922 analogue aux lois allemandes.

k) *Lettonie*. — Codification voisine de celle allemande depuis 1922.

l) *Japon*. — Loi du 22 avril 1922.

m) *Bulgarie*. — Assurance contre les accidents obligatoire et à la charge exclusive des employeurs (6 mars 1924).

n) *Tchécoslovaquie*. — Assurance obligatoire depuis le 9 octobre 1924.

o) *Chili*. — Groupe de lois de 1924.

2° Groupe anglo-saxon :

C'est celui du libéralisme intégral, où les ouvriers libres depuis longtemps ont fait reconnaître leurs droits. Aussi, dans ce groupe, il n'y a aucune obligation d'Etat.

Trade-Unions et Friendly Societies organisèrent progressivement des assurances pour leurs membres et devinrent ainsi de vastes mutualités ouvrières (réglementées par plusieurs lois votées successivement en 1875, 1876 et 1888). C'est sous l'influence des Trade-Unions que fut votée la loi du 6 août 1897 sur les accidents du travail, complétée les 30 juillet 1900, 21 décembre 1907 et 16 novembre 1923. Le principe du risque professionnel y est admis, et tous les accidents industriels (même le cas fortuit ou la force majeure) donnent obligation à réparation. Enfin, les maladies professionnelles sont assimilées aux accidents du travail.

b) *Canada*. — Particulières pour chaque province, celles d'Alberta (5 mars 1908) et de Manitoba (15 février 1913) se rapprochent de la législation anglaise.

c) *Australie*. — Il en est de même pour l'Australie : loi du 24 décembre 1912 et différentes lois particulières à chacun des Etats de la Confédération.

d) *Etats-Unis*. — Chaque Etat a une législation spéciale,

la plupart suivent la législation anglaise. Quelques-uns (Washington, Californie, Ohio-1911, New-York, Arizona) ont l'assurance obligatoire.

e) *Brésil* (décret du 15 janvier 1919). — Les indemnités sont à la charge du chef d'entreprise.

f) *Islande*. — Loi du 27 juillet 1922 pour les accidents des marins.

g) *Colombie*. — Loi du 18 novembre 1921.

h) *Rodhézie*. — Ordonnance du 4 août 1922.

3^e Groupe français :

Intermédiaire entre les deux précédents. « Le régime corporatif, anéanti entièrement par la Révolution Française, y a été suivi d'une période assez longue pendant laquelle le droit d'association n'étant pas reconnu, les œuvres d'assistance et de prévoyance ne s'y sont développées qu'avec l'aide des patrons et ont pris une certaine importance qui a fait hésiter à leur substituer le monopole de l'Etat. » (Les nations de ce groupe adoptèrent par ailleurs les principes de notre droit civil.) (SACHET, p. 30.)

Dans ce groupe, les législations sont en réalité assez variables suivant les régimes politiques tantôt faits de liberté, tantôt d'autorité qui s'y sont succédés.

a) *Italie*. — Des caisses privées furent fondées dès 1863. L'assurance fut rendue obligatoire, mais sans monopole d'Etat par la loi du 17 mars 1898, complétée par celles du 31 janvier 1904, 17 novembre 1918 et 20 mars 1921. Seuls, les chefs d'entreprise en supportent les charges.

b) *Belgique*. — Au début, on avait modifié l'interprétation des articles 1382 et suivants du Code civil, de sorte que la loi, analogue à la loi française, n'y fut votée qu'en 1903, appliquée

le 1^{er} juillet 1905 et modifiée par les lois du 27 août 1919 et 7 août 1921.

c) *Finlande*. — Première loi le 1^{er} janvier 1898 étendue à de nouvelles catégories de salariés le 18 août 1917.

d) *Espagne*. — Loi du 30 janvier 1900, modifiée le 10 janvier 1922 avec assurance facultative. Remaniée et aggravée en quelque sorte le 8 octobre 1932.

e) *Salvador*. — 12 mai 1911, comparable à la législation espagnole.

f) *Hollande*. — Une série de lois s'étendant de 1901 à 1923 ont rendu l'assurance obligatoire contre les accidents.

g) *Suède*. — L'assurance facultative contre les accidents du travail a été instituée par la loi du 24 avril 1901 et rendue obligatoire par la loi du 17 juin 1916.

h) *Grèce*. — Code du 24 juillet 1920 à la charge des chefs d'entreprise et des assurés.

i) *Russie*. — Un premier projet de loi déposé en 1881 par le Conseil de Commerce et des Manufactures était analogue à la future loi française et prévoyait en particulier la révision, lorsque les circonstances du jugement se sont modifiées. Une loi d'assurance fut instituée en 1912. Depuis la révolution, le Gouvernement soviétique a publié en 1922 un code des lois du travail comportant les allocations en cas d'incapacité temporaire ou définitive du travail. Les entreprises en supportent tous les frais.

j) *Esthonie*, le *Pérou*, la *République d'Argentine*, ont des lois se rapprochant de la législation française, ainsi que l'*Uruguay*.

k) *Suisse*. — C'est la Suisse qui, la première, a modifié sa législation sur les accidents du travail. Dès le 25 juin 1881, elle obligeait non plus l'ouvrier, mais le patron, à faire la preuve de l'imputabilité de l'accident. Critiquée, cette loi fut modifiée, un referendum fit rejeter un code de quatre cents articles en 1879,

mais en 1911 une loi fédérale institua l'assurance obligatoire contre les accidents de toute nature et une assurance facultative contre la maladie, avec institution d'une caisse nationale d'assurance établie à Lucerne, qui ne fonctionne réellement que depuis la fin de la guerre (1919).

On peut ainsi se rendre compte que, depuis une trentaine d'années, l'immense majorité des pays dits civilisés ont institué une législation sociale de protection ouvrière. Actuellement, les différents codes industriels tendent à s'unifier. Dans la plupart d'entre eux, on pourra retrouver le principe de la révision de l'incapacité que nous allons désormais étudier.

Paragraphe 5

Pour bien étudier la révision, il nous paraît indispensable avant toute chose de se référer aux textes législatifs en vigueur actuellement. On trouvera dans les annexes (p. 79) les dispositions législatives complètes existant en France sur ce sujet.

Paragraphe 6

Avant la promulgation de la loi du 9 avril 1898, quelques tribunaux avaient déjà tenté de faire admettre plus facilement le droit des ouvriers à la réparation de dommages subis pendant et à cause de leur travail. Nous rapportons ici ces quelques arrêts qui figurent par ailleurs aux annexes du Rapport 2634 de la Chambre des Députés (1884) que nous avons mentionné ci-dessus.

Ces arrêts s'appuyaient pour la plupart sur l'article 1384 du Code civil concernant la responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde.

ARRÊT I

Cass. Req., 8 février 1875, S. 75.1.204.

« LA COUR :

« Sur l'unique moyen du pourvoi, tiré de la violation des art. 1382, 1383 Code civil, de l'art. 122 par. 2 du règlement de la C^{ie} :

« Attendu qu'il résulte des constatations en fait de l'arrêt attaqué, intervenu après une enquête régulière, que la manœuvre dont il s'agit s'effectuait à l'époque de l'accident d'une manière dangereuse; et, en outre, qu'elle était non seulement tolérée, mais ordonnée même par un des principaux employés de la gare;

« Qu'en conséquence, un fait d'imprudence ou de négligence a pu être relevé contre la C^{ie}, et sa responsabilité être reconnue engagée;

« Attendu que *vainement on oppose que de la part de C., victime de l'accident, il y aurait eu aussi un fait d'imprudence grave;*

« Que la *faute de C. ne fait pas entièrement disparaître celle de la C^{ie}*; que d'ailleurs il a été tenu compte de la faute de C. par les juges d'appel, puisque, à raison même de l'imprudence imputable à ce dernier, ils ont réduit le chiffre de la condamnation prononcée par les premiers juges;

« Qu'en conséquence, les textes susrappelés n'ont été ni violés, ni faussement appliqués;

« Rejette...»

ARRÊT II

Cour de Paris, 4 février 1870, D. P. 70.II.111.

« LA COUR :

« Considérant qu'il résulte des enquêtes judiciaires auxquelles il a été procédé que, le 4 mars 1865, F., ouvrier employé dans les ateliers de Belleville et C^{ie}, constructeurs de machines, a eu le bras gauche broyé dans les engrenages d'un tour à tarauder, et qu'il a subi l'amputation du bras à la suite de cet accident;

« Que, *s'il est certain que l'accident a été causé en partie par la propre imprudence de F.*, il n'est pas moins établi qu'il doit en même temps être attribué à l'installation vicieuse, sous plusieurs rapports, de la machine par laquelle l'appelant a été blessé;

« Considérant, en effet, que la courroie...

« Considérant qu'il suit de ce qui précède que le *préjudice souffert par l'appelant est imputable en partie à la faute des intimés; qu'il y a lieu seulement de modérer la réparation due en raison de l'imprudence personnelle de la victime de l'accident;*

« Que la Cour possède les éléments nécessaires pour apprécier... »

ARRÊT III

Cour de Douai, 5 mai 1871, Recueil Douai.

« LA COUR :

« Considérant que le 21 décembre 1869, M., ouvrier de la filature de Delesalle, fut enlevé par une courroie de transmission qui flottait en dehors de sa poulie, et jeté sur l'arbre de couche, d'où il retomba mutilé du bras gauche;

« Que l'amputation s'ensuivit, puis diverses opérations très douloureuses pour n'aboutir à une guérison complète qu'en septembre 1870;

« Considérant que *cet accident reconnaît pour causes diverses imprudences imputables, les unes à M. lui-même, les autres à Delesalle, ou à ceux dont il est tenu de répondre;*

(suit la description de l'accident)

« Que, comme chef d'un établissement où les périls sont inhérents au travail, Delesalle avait le devoir de veiller par lui ou ses représentants à ce que ses ordres et ses inhibitions tutélaires fussent observés et maintenus effectifs et pratiques;

« Considérant que le préjudice doit être évalué à...., oblige Delesalle à concurrence de la 1/2;

« Réforme la sentence, condamne Delesalle... »

Enfin ce jugement qui nous paraît capital :

ARRÊT IV

Trib. de Douai, 3 mars 1865, Recueil Douai.

« LE TRIBUNAL :

« Attendu, en fait, qu'il est constant et même reconnu au procès que, par suite de la chute sur le pied du demandeur d'un contrepoids mal

scellé servant à la manœuvre de la cloche à gaz dans l'usine du défendeur, le demandeur se trouve, si pas complètement incapable de tout travail, du moins réduit à ne travailler que d'une manière insuffisante pour vivre;

« Attendu, en droit, que la responsabilité du préjudice souffert par des ouvriers préposés à un travail naturellement dangereux est encourue par le maître qui, pouvant prévenir le danger par des mesures de précaution, a négligé de le faire;

« Attendu que *la négligence du maître et sa responsabilité ne sauraient être couvertes par l'imprudence de l'ouvrier victime de l'accident, que si cette imprudence était la seule cause du préjudice souffert;*

« Attendu que D. eut-il, comme il le prétend, recommandé à ses ouvriers de ne pas manœuvrer le contrepoids défectueux dont la chute a été si fatale au demandeur, devrait encore s'imputer de s'en être reposé sur la fidélité de ses ouvriers à suivre sa recommandation, sans rien faire d'ailleurs pour en assurer l'exécution par sa surveillance et pour prémunir efficacement ses ouvriers contre le péril auquel il les exposait;

« ...Condamne... »

Consulter également comme exemple de cette décision vraiment remarquable les arrêts suivants :

Cass. Civ., 28 août 1882, D.P. 83.1.239.

Caen, 17 mars 1880, D.P. 81.11.79.

Cass. Civ., 20 août 1879, D.P. 80.1.15.

Cour de Bordeaux, 19 août 1878, S. 79.11.13.

Cass. Req., 1^{er} juillet 1878, D.P. 79.1.254.

Cour d'Aix, 10 janvier 1877, D.P. 77.11.204.

Cour de Nancy, 9 décembre 1876, D.P. 79.11.47.

Cour de Paris, 16 novembre 1871, D.P. 71.11.208.

Cass. Crim., 12 janvier 1849, D.P. 49.1.39.

Etc., etc...

CHAPITRE II

DE LA RÉVISION. — GÉNÉRALITÉS

Paragraphe 1. — Fondements juridiques

Une des bases du Droit se trouve contenue dans le principe suivant : « La réparation doit rester égale au dommage « subi. » Chose assez facile à appliquer tant qu'il s'agit des biens, mais lorsqu'il s'agit des personnes beaucoup plus difficile à apprécier équitablement.

En effet, « tout le préjudice qui résulte de la faute doit être « réparé (1) » sans que la victime puisse en tirer bénéfice ou en garder dommage. C'est le « principe de l'équivalence de la « réparation et du préjudice (2) ». Ceci est tout à fait dans l'esprit de l'article 1382 du Code civil ainsi conçu :

« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un « dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le « réparer. »

Il est donc indispensable pour « réparer » de bien connaître le préjudice. Deux éléments sont importants à préciser pour l'appréciation de ce préjudice : l'intensité, la durée. On doit donc tenir compte non seulement : d'un préjudice actuel ou d'un préjudice passé, mais aussi « d'un préjudice futur ».

Si, parfois, on peut apprécier sans trop de peine un préjudice passé, il n'en va pas de même pour l'évaluation d'un préjudice futur, car, à ce moment, il faudrait alors admettre que

(1) H. et L. MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile*, n° 2360.2361.

(2) L. RIPERT. — *La réparation du préjudice dans la responsabilité délictuelle*. Thèse Droit, Paris, 1933, n° 56 et suiv.

le préjudice « puisse être réparé avant d'être complètement « réalisé », et ce, afin d'éviter dans une même affaire des procédures répétées, des jugements successifs (1).

Malgré la thèse de M. le Conseiller PILON, qui pense que pour être réparé le préjudice doit être direct, actuel (réalisé), certain, afin d'éviter l'encombrement des tribunaux à juger la même affaire tous les trois mois, on fera une *estimation*, qui n'est qu'une probabilité et que les événements peuvent démentir.

Notons également en passant la difficulté d'apprécier la valeur exacte de la réparation quand il s'agit d'un préjudice causé à la personne humaine. Tant bien que mal, on peut fixer un certain taux pour des lésions d'un membre par exemple, mais comment trouver l'équivalent en argent des douleurs physiques et morales subies ou encore de certains préjudices esthétiques ?

Paragraphe 2. — De la révision en général

Nous allons examiner maintenant des cas où le préjudice variera lui-même, puis accessoirement des cas où il y aura eu variation dans la valeur de l'équivalent alloué à titre de réparation.

A. — Le préjudice a varié.

a) Distinction entre « révision » et recours — autorité de la chose jugée.

Il s'agit en quelque sorte d'obtenir une « révision » de l'indemnité allouée *et non de réviser un premier jugement qui a l'autorité de la chose jugée.*

Le même mot désigne malheureusement deux choses différentes : il s'agit de la révision de « l'état », et non de celui du jugement. Une révision de jugement s'obtiendra par les moyens de recours légaux (appel, pourvoi en cassation, etc.). Ici, NOUS

(1) Rapport de M. le Conseiller PILON sous Req. Rej.; 1^{er} juin 1932. D.P., 1932.1.102.

N'ENTENDRONS PAR RÉVISION que les moyens par lesquels il sera possible de tenir compte de *modifications d'un état* survenues après un premier jugement. Ces modifications constituant en quelque sorte un « fait nouveau », qui permettra, dans certaines conditions que nous aurons à examiner, de réajuster une réparation dont le principe a été, une fois pour toutes, admis antérieurement.

« En effet (1), l'on ne peut songer soumettre à nouveau, « sous couleur de la faire interpréter ou rectifier, cette décision « aux juges qui l'ont rendue, car ceux-ci ne peuvent, sans mé- « connaître l'autorité de la chose jugée, y ajouter quoi que ce « soit ni rien en retrancher. »

Répétons encore, car c'est essentiel, qu'il n'y a que le nom de commun avec l'action en révision de la loi du 8 juillet 1895 (articles 443 à 446 du Code d'Instruction criminelle), ici, on supposera toujours le premier jugement exact; cette disposition législative de la loi de 1898, au contraire, n'aura pour but que de faire obtenir un jugement basé sur des faits postérieurs au premier et alors encore inexistants.

Rappelons enfin qu'il y a présomption légale attachée à certains actes ou faits par l'autorité que la loi attribue à la chose jugée (article 1350 du Code civil) et que :

(Article 1351) « l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à « l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la « chose demandée soit la même; que la demande soit fondée « sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes « parties, et formée par elles et contre elles en la même qua- « lité. »

ARRÊT V

« La demande en supplément de dommages-intérêts, fondée sur « l'aggravation survenue dans les conséquences préjudiciables d'un quasi-

(1) J. CORDIER. — *Thèse Droit*, Paris, 1933.

« délit après le jugement qui en avait ordonné la réparation, peut être
« rejetée par le motif que l'aggravation alléguée n'est pas une suite du
« quasi-délict sur lequel il a été statué lors de la première action, sans
« qu'une telle décision viole l'autorité de la chose jugée résultant du
« premier jugement, les deux demandes ne reposant pas sur la même
« cause (C. C., 1351).

« La partie qui, en recevant le paiement de dommages-intérêts à elle
« accordé en justice pour réparation d'un fait dommageable, déclare,
« par voie de transaction, renoncer à toute répétition ultérieure, est-elle
« non recevable à réclamer un supplément de dommages-intérêts à raison
« d'une aggravation postérieurement survenue dans les conséquences
« préjudiciables du même fait, et, par exemple, dans les souffrances que
« ce fait lui a causées ?

« En tout cas, l'admission purement hypothétique de cette fin de
« non-recevoir dans une décision qui, en même temps, rejette la demande
« par appréciation du fond, ne peut donner ouverture à cassation. »

(Cour de Cassation, Ch. des Req., 10 déc. 1861.)

β) La question de « l'état antérieur ».

En étudiant, comme nous venons de le faire, la variation du préjudice subi, nous sommes amenés à admettre la nécessité de la révision, telle que nous l'avons définie.

Cependant, ce problème est beaucoup plus complexe qu'il ne le paraît à première vue, et, en réalité, il faudrait le scinder en deux parties juridiquement et médicalement opposées. *Dans une première partie*, comme nous le verrons plus bas, en manière d'accidents du travail (p. 34), il s'agit de la révision pour aggravation du préjudice. Ici, il s'est produit en quelque sorte un fait nouveau : l'aggravation. Ce fait nouveau, sur lequel les juges de l'instance originaire n'ont pas délibéré, puisqu'il n'existait pas à ce moment, est véritablement spécial à la loi de 1898. Il n'y a donc pas là à faire intervenir l'autorité de la chose jugée. Ce qui sera, au contraire, très important à prouver, c'est : la *filiation*, la causalité entre l'accident et le fait d'aggravation. Juridiquement, il est admis que si la filiation est prouvée, on doit ensuite réparer le complément de dommage. Médicalement, bien qu'il

s'agisse presque toujours de cas d'espèce, il faudra que l'expert prenne bien soin de préciser la *filiation médicale* entre l'accident et l'incapacité supplémentaire.

Dans une deuxième partie, il s'agit, au contraire, de la révision pour *atténuation* du préjudice subi. Cette révision est beaucoup plus discutable que l'autre. Elle appellerait de plus longs commentaires juridiques. En effet, s'il est acceptable de réparer le dommage causé *directement* par l'accident, il devient, au contraire, plus discutable de réparer le dommage éprouvé à l'*occasion* de cet accident. Nous nous expliquons : un individu sain reçoit un choc sur la colonne vertébrale, les conséquences directes de ce choc doivent être indemnisées. Si ce même individu était atteint de tuberculose de la colonne vertébrale, les conséquences physiologiques n'étant plus les mêmes, évidemment, que précédemment, le blessé doit-il être indemnisé pour les lésions qui seraient réellement imputables à la tuberculose ? La jurisprudence l'admet généralement (voir exemples p. 49). Elle nous semble se baser sur la théorie suivante, qui est autant philosophique que juridique : la réparation doit avoir lieu à la suite d'un accident, même si *occasionnellement* cet accident a *aggravé ou révélé* une tare physiologique (tuberculose, syphilis, cancer, etc., etc...).

Cette théorie des « causes occasionnelles » semble bien défendable en ce qui concerne la première instance, mais au moment de la *révision*, il nous paraît qu'il est très souvent bien difficile de l'admettre. Dans l'exemple que nous trouvons plus bas (p. 49), s'il peut sembler juste d'indemniser un blessé qui, presque aussitôt après l'accident, voit se déclarer une paralysie générale (de nature syphilitique indiscutée), qui a pu se révéler à l'*occasion* de cet accident, il l'est beaucoup moins d'indemniser sa mort qui est due, non pas à l'accident proprement dit, mais à la tare physiologique préexistante.

Il faudrait donc, à ce sujet, exposer longuement les conceptions médicales au sujet « de l'état antérieur » du blessé. Il

semble, à cet égard, que la plupart des médecins soient d'accord pour accepter de faire entrer en cause l'état antérieur lors de l'accident originaire, mais, au contraire, au moment de la révision, l'appréciation des conséquences de l'état antérieur devra être précisée et *déduite* alors de l'incapacité globale du blessé à cette époque.

Mais cette discussion sur l'état antérieur nous entraînerait trop loin et rentrerait plutôt dans le cadre d'une étude générale plus complète de la loi de 1898.

Ceci étant dit, il faudra en tenir compte en ce qui concerne la révision pour atténuation, et préciser inversement que l'amélioration est bien due aux conséquences naturelles physiologiques de l'accident et non à l'accoutumance ou à la rééducation professionnelle.

Nous retrouverons ces problèmes lorsque nous examinerons, rapidement d'ailleurs, les actions où entrent en jeu des tiers responsables. Là, nous serons non plus en loi de 1898, mais dans le droit commun, et c'est à ce propos que les discussions juridiques reprendront place sur ce point.

B. — *La révision après jugement.*

Il est évident que la révision ne peut avoir lieu qu'après une fixation première du dommage. Cette fixation aura pu être faite soit par jugement, soit par transaction.

S'il s'agit d'un jugement antérieur, il faut que l'étendue du préjudice soit d'abord mesurée *le jour* de ce jugement.

ARRÊT VI

« Si, en principe, les jugements sont déclaratifs de droits, il ne s'en-
« suit pas qu'en matière d'accident le préjudice doive être déterminé au
« jour de l'accident ou au jour de la demande; en effet, les conséquences
« d'un accident ne sont pas immuables, elles peuvent, par suite de diverses
« circonstances, s'aggraver ou s'atténuer, et les dommages-intérêts doivent
« compenser le préjudice existant au moment où le juge est appelé à

« l'apprécier et non celui, plus ou moins grave, qui a pu exister antérieurement. »

(Cour d'Appel de Nancy, 1^{re} Chambre, 11 mars 1933.)

Notons également (CORDIER) que : « En cas d'accident corporel survenu à une personne dont l'état s'est amélioré, ce n'est pas l'état de la victime au moment du jugement qui sera seul pris en considération, on tiendra compte de l'état antérieur plus grave, les pertes d'argent, les souffrances physiques et morales que cet état a entraînées. De sorte qu'au moment du jugement, la victime aura tout de même droit à indemnité. »

En résumé, nous avons étudié la révision, c'est-à-dire l'action par laquelle il sera possible de tenir compte de *modifications d'un état* survenues après un premier jugement. Les juges, donc, doivent tenir compte de *tout le dommage* qui était réalisé et certain au jour de la première décision. Remarquons qu'il existe contre premier jugement des voies de recours telles que : appel pour faits nouveaux (à condition que ces faits soient bien dus à la même cause), pourvois en cassation (effet non suspensif, la nouvelle Cour désignée en cassation pouvant juger également des faits écoulés depuis le premier jugement cassé). Mais ces voies de recours ne peuvent s'exercer que dans des délais très brefs et ne peuvent servir qu'une fois contre la même décision.

Au contraire, la révision telle que nous l'avons admise et définie pourra servir en cas de pension alimentaire, pension après divorce, et en matière d'accident de travail (Art. 19). Cependant, dans ce dernier cas, on pourra se considérer vraiment hors du droit commun en raison des faits que nous avons énoncés, en particulier quand nous avons étudié les particularités de la loi de 1898 : la présomption de responsabilité pour le chef d'entreprise ; le nombre et la qualité des ayants droit ; les règles de compétence et la procédure spéciale ; la tendance de plus en plus marquée à interpréter la loi en faveur de l'ouvrier.

C. — *La révision après transaction.*

Elle s'exerce surtout en matière de pension alimentaire, et désormais fort rarement en matière d'accident du travail (cf. ci-dessous, chapitre suivant).

Il faudra se préoccuper des conditions de validité de la transaction : le consentement (Trib. civ. de Rennes, 17-2-1905 ; D. P., 1906, II, 79) et la capacité des parties (Art. 467, 484, 509, 2045 du Code civil).

On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit, mais la transaction n'empêche pas la poursuite du Ministère public ; cependant, dans ce dernier cas, la victime qui a transigé ne peut plus ni porter plainte ni se constituer partie civile.

Enfin, pour que la transaction soit valable, il faudra constater l'existence de *concessions réciproques*.

Notons, pour terminer, qu'en cas de transaction on n'a plus à se préoccuper de la règle « de la chose jugée », mais de celle de l'autonomie des conventions (Art. 1134 du Code civil).

D. — *La réparation a varié.*

Il s'agit ici de la révision lorsque le coût de la vie a varié. En principe, la variation du salaire ou du coût de la vie ne constitue pas un moyen de révision de l'indemnité accordée (cf. Art. 10 de la loi de 1898) et ce, même si le coût de la vie a augmenté (Trib. civ. de Narbonne, 11 mars 1931, D. H., 1932, Somm. 12).

Pour tenir compte de ces variations, des *lois spéciales* ont permis d'élever les rentes, en particulier celles des : « 15 juillet 1922, 11 juillet 1925, 15 juillet 1926, 15 juillet 1927, 24 mars 1928, 15 août 1929, 30 avril 1931 ».

Cependant, certains tribunaux n'en ont pas moins tenu compte de l'augmentation de l'indice économique et en particulier l'arrêt suivant (n° VII) du Tribunal civil de la Seine (4^e Chambre), du 24 décembre 1927 :

« Pour évaluer le préjudice intégral résultant d'une incapacité de
« travail permanent, en se basant sur le salaire de la victime, il y a lieu
« de tenir compte de la variation de l'indice économique de la vie. Spé-
« cialement, pour réparer intégralement en l'évaluant en une monnaie
« au pouvoir d'achat actuel par l'indice 500 un préjudice subi lorsque
« l'indice était de 306, il convient de porter le salaire de base, etc., à... »

Paragraphe 3. — Résumé

Malgré les objections qui ont été formulées contre la révision (augmentation considérable du nombre des affaires et encombrement des tribunaux), il semble qu'il faille vraiment la maintenir si l'on veut, comme nous le disions plus haut, réparer intégralement le dommage subi.

A l'étranger, la Suisse, la première, admit en 1881 la révision (uniquement si le tribunal faisait mention de la possibilité d'une révision).

L'Italie, le 17 mars 1898, admit la révision dans un délai de deux ans à dater du jour de l'accident.

L'Angleterre, le 6 août 1897 : un an après le jugement (ou la transaction amiable avec fixation d'un plafond pour la rente).

La Suède (10 mai 1901), la Russie (1889, et 14 janvier 1904, art. 45) admirent le délai de deux ans.

Enfin, l'Allemagne (29 juin 1900) et la Belgique (1^{er} juillet 1905) adoptèrent le délai de trois ans.

CHAPITRE III

LA RÉVISION EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

Paragraphe 1. — Jurisprudence avant la loi de 1898

Quelques arrêts, tant de la Cour de Cassation que de la Cour d'Appel de Paris et de certaines Cours de province, appliquèrent en quelque sorte avant la lettre le principe de la révision en matière d'accident. En particulier la Cour de Cassation, Chambre des Requêtes, 28 novembre 1855 (Arrêt VIII) :

« La simple constatation de l'imprudence, qui a été la cause d'un « dommage, suffit pour justifier la responsabilité prononcée contre l'au-
« teur du dommage, sans qu'il soit nécessaire que les circonstances parti-
« culières d'où résulte cette jurisprudence soient exprimées dans la déci-
« sion (C. C., 1382, 1383, L. 20 avril 1810, art. 7).

« L'allocation, à titre de dommages-intérêts, prononcée notamment
« pour blessures, d'une somme à payer annuellement pendant un temps
« déterminé *après lequel il sera fait droit*, ne contient ni excès de pouvoir,
« ni déni de justice, mais une simple réserve des droits à exercer dans un
« temps ultérieur par la partie lésée s'il y a lieu (C. C., 4).

« La suspension d'une instance pendant un temps déterminé ne peut
« être considérée comme un déni de justice (C. C., 4; C. Pr., 506;
« C. Instr., 153; C. Pén., 185). »

Egalement cet arrêt de la Cour de Paris, 4^e Chambre, du 16 juillet 1870 (Arrêt IX) :

« La transaction par laquelle la victime d'un accident a renoncé à
« poursuivre les personnes responsables de cet accident ne met pas obstacle
« à la *réclamation ultérieure* d'un supplément d'indemnité, motivée par
« une aggravation de maladie survenue depuis la transaction (C. C.,
« 2048, 2052).

Et enfin cet arrêt de la Cour d'Appel de Nancy, 1^{re} Chambre, du 10 juillet 1875 (Arrêt X) :

« L'auteur d'un accident condamné à payer une rente viagère à la victime n'est pas recevable à demander à en être déchargé en prouvant que la victime est complètement guérie (C. C., 1351, 1352)... Alors même que la condamnation serait le résultat d'une erreur du juge qui s'est fondé sur un rapport médico-légal déclarant la blessure incurable.

« L'action ne serait recevable que dans le cas où le tribunal aurait décidé que la rente serait servie seulement jusqu'à la guérison et se serait ainsi réservé, le cas échéant, un droit de révision ou de rétractation. »

Telles sont les principales décisions antérieures à la loi où il commence à être fait mention du droit de révision.

Paragraphe 2. — Le droit de révision dans la loi de 1898

Ce droit, modifié, précisé et complété par la loi du 31 mars 1905, est inclus dans l'article 19 de la loi du 9 avril 1898.

(Voir ce texte aux annexes : Dispositions législatives, p. 79.)

Rappelons que le droit de révision envisagé ici est transactionnel, puisque sa validité est conditionnée par un certain délai fixé à trois ans (paragraphe 4).

Paragraphe 3. — Conditions générales pour introduire l'instance

La révision partant du principe de la modification de l'état des lésions depuis le jour du jugement peut reconnaître comme cause l'aggravation (Cassation civile, 18 mars 1912, D., 14. 1.101, Arrêt XI).

L'atténuation.

Le décès de la victime.

Enfin, peuvent agir la victime ou ses ayants-droit, le patron ou l'assureur.

a) *Plusieurs demandes* peuvent être introduites successivement si elles correspondent chacune à une variation nouvelle de l'état de la victime (Arrêt n° XII, Cass., Requêtes, 1908).

b) Le fait qu'une première demande a été rejetée faute de justifications, n'empêche pas qu'une demande suivante soit recevable, si la justification peut alors être fournie (Arrêt n° XIII, Arrêt n° XIV), en particulier ce dernier arrêt :

« Pendant trois ans, l'état des victimes des accidents du travail peut
« demeurer incertain et peut donner lieu à des révisions successives et à
« des décisions différentes répondant à des situations également différentes.

« En conséquence, l'ouvrier débouté d'une première demande en
« révision est recevable à reproduire cette demande au cours des trois ans.

« Et il en est ainsi encore, bien que l'aggravation d'incapacité qu'il
« allègue fut déjà un fait accompli lors du premier arrêt qui avait rejeté
« sa demande, si la manifestation n'en a été appréciable qu'à une époque
« postérieure, le premier arrêt n'ayant pu statuer que sur la situation telle
« qu'elle apparaissait au juge à ce moment. »

c) La révision *ne peut viser que la rente allouée* et ne contient aucune disposition qui s'applique aux frais médicaux et pharmaceutiques faits à l'occasion de l'aggravation ou à l'indemnité journalière pour le temps de maladie qui l'a précédée (Arrêt XXXV, Cour de Cassation, C. des Requêtes, 12 juillet 1932. R.S.A.T., p. 232, cf. p. 40).

d) La révision est possible, même si la rente a été (Art. 21 de la loi de 1898) remplacée par un capital.

Paragraphe 4. — Le délai de révision

Le droit de révision peut être exercé pendant un délai de trois ans. Ce délai court à partir du jour auquel cesse d'être due l'indemnité de demi-salaire (consolidation), s'il y a eu accord amiable entériné par le Tribunal (chose nécessaire). Sinon, ce délai court de la date de la décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Rappelons qu'il ne s'agit pas en réalité d'un délai de prescription, mais bien plutôt d'un délai de déchéance; d'un délai qui, expiré, fait éteindre un droit.

Rappelons également qu'au cours du délai, comme nous le verrons plus loin, un médecin inspecteur peut être nommé par le Tribunal pour visiter le blessé tous les trois mois.

Le point de départ du délai est compté à dater du jour de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire définitive. (R.S.A.T., décembre 1935, arrêt n° XV).

Le délai doit être considéré comme étant de trois ans pleins, ainsi qu'en témoigne l'arrêt suivant (Cour de Cass., Ch. des Req., 19 mars 1934. *Revue Générale Ass. Terr.*, p. 660) :

« Une demande en révision ne doit pas être rejetée comme tardive lorsque le rapport des experts fixe la date de l'amélioration à une date antérieure à l'achèvement du délai de trois ans et alors même que le point de départ de la nouvelle rente a été fixé, après l'achèvement de ce délai. »

Egalement dans ce sens Cour de Cass., Req., 5 juillet 1909, D. P. 1910.1.500, 8° espèce.

Les Compagnies d'assurances profitaient de cette disposition, faisaient dans les derniers jours du délai une demande en révision pour atténuation; les blessés, pour la plupart ignorants de leurs droits, se voyaient tout à coup amenés de nouveau en justice sans pouvoir faire de demande reconventionnelle, étant alors forclos. Dans ce sens, on peut citer une série d'arrêts : arrêt XVI (Cass. Req., 15 novembre 1931), arrêt XVII (Cass. civile, 4 décembre 1934); en particulier cette décision très récente (Arrêt XVIII, 30 janvier 1935) :

« Une demande reconventionnelle en révision formée par un ouvrier contre l'assureur du patron pour aggravation est irrecevable si elle a été introduite plus de trois ans après le jugement ayant alloué la rente primitive. Il en est ainsi même si la demande principale en révision pour amélioration a été formée par l'assureur contre l'ouvrier dans le délai légal. »

Ce désavantage, ainsi causé aux ouvriers, peu au courant de leurs droits, vient d'être compensé par une jurisprudence relativement nouvelle de la Cour de Cassation (1) ; non seulement la demande en révision doit être faite dans le délai de trois ans, mais il faut, en même temps, que l'expert précise si l'amélioration, ou l'atténuation, s'est bien produite *pendant* ce délai.

Il en résulte le plus souvent, pour que l'expert puisse donner cette précision, que l'expertise devra être faite avant la fin du délai. Ainsi, l'instance devra être introduite également un certain temps avant l'expiration des trois ans.

Cette mesure est avantageuse pour l'ouvrier puisqu'en l'alertant, la révision ainsi demandée lui permet d'opposer une demande reconventionnelle recevable.

Dans les cas où l'expertise médicale a lieu après les trois ans, l'expert *devra* dire, non seulement s'il constate une aggravation ou une atténuation, mais encore que ces modifications se sont bien produites *pendant* les trois ans et non après.

Le délai de trois ans ne peut être modifié en aucune façon. Toutefois, à dater du 10 août 1914, il avait été suspendu pour toute la durée des hostilités. Enfin, dans certains cas, « la Cour de Cassation décide que la prescription ne court point toutes les fois que le créancier peut raisonnablement, et aux yeux de la loi (mineur, interdit), ignorer l'existence du fait qui donne naissance à son droit et à son intérêt, et par suite ouverture à son action ». (Cassation, 17 mai 1857, D. 57.1.290; 19 juillet 1869, D. 70.1.75), etc., etc...

(1) Cass. Req., 19 mars 1934 (R.S.A.T., 1934, p. 292). Arrêt XVII, Cass. Civ., 4 déc. 1934 (R.S.A.T., 1935, p. 72).

Sur ce dernier arrêt : « ...Attendu que, pour qu'elle soit recevable, il ne suffit pas « que l'action en révision soit intentée dans le délai de trois ans imparti par l'art. 19 « de la loi du 9 avril 1898, qui en fixe, suivant le cas, le point de départ; qu'il faut « encore que la modification de l'état de la victime, qui sert de fondement à l'action, « se soit produite *avant* l'expiration du délai; qu'il appartient au juge du fond de « déterminer la date de la modification d'après les documents et les circonstances de « la cause... »

Ainsi, en ce qui concerne les mineurs, les interdits... le délai de révision peut être interrompu en vertu des articles 2244 C. civ., 2246 C. civ. et 57 du C. pr. civ. Mais à la vérité, ces cas sont assez rares.

Paragraphe 5. — Mission de l'expert

Avant de voir plus en détail les révisions, tant en atténuation qu'en aggravation, il convient de rappeler à cet endroit la mission de l'expert. Il y a nécessité de bien se la pénétrer, afin que le Tribunal puisse suivre les conclusions apportées par l'expertise.

En matière de révision, la mission est strictement limitée : « L'expert n'a pas, comme on pourrait le croire, à examiner si le degré actuel d'incapacité correspond bien à la rente précédemment allouée, mais simplement à rechercher si, depuis l'expertise qui a servi de base à l'instance originale, une atténuation ou une aggravation est survenue, et en quoi elle consiste. » (MILNE, p. 59.)

Il ne suffit pas d'évaluer le nouveau degré de modification, mais également d'en établir la cause, d'établir exactement, autant que cela sera possible, la *filiation* avec l'accident initial.

Ici, rappelons — car cela est nécessaire — qu'il ne doit s'agir que d'une révision *de l'état*, et non d'un taux d'invalidité alloué.

Il faut s'élever vigoureusement contre l'interprétation de trop nombreux médecins, fonctionnaires dans des Compagnies d'Assurances qui veulent assigner à l'expert la mission de réviser, en se basant uniquement sur des valeurs différentes d'incapacités permanentes partielles.

Pour préciser ce dont il s'agit, supposons un blessé auquel il a été alloué, par exemple, 20 % d'incapacité permanente partielle pour raideur de l'articulation d'une épaule. Pour ces médecins, le chiffre 20 indique le résumé de toute l'observation

détaillée des troubles que l'expert aura constatés lors de l'instance originaire. Pour l'instance en révision, la constatation de raideurs articulaires de la même épaule ne valant plus, par exemple, que 10 %, la rente devrait être abaissée en proportion, sans qu'il soit besoin de préciser exactement si les lésions primitivement constatées ont ou non persisté.

En somme, pour ces médecins, la révision peut être effectuée par *comparaison des taux d'I. P. P.* et non par *comparaison des états dans le temps*.

Sous une apparence de logique, cette conception nous paraît entièrement fausse et s'éloigner complètement de l'esprit de la loi de 1898. En effet, une fois pour toutes (autorité de la chose jugée), une indemnité est accordée pour une lésion donnée, si cette lésion est immuable (amputations), il n'y a aucun lieu de modifier le taux sous prétexte d'une adaptation fonctionnelle quelconque (cf. ci-dessous). Tant mieux si le blessé a pu se rééduquer dans une certaine mesure, mais il n'en reste pas moins que le fait ayant donné lieu à indemnité étant inchangé, l'indemnité accordée doit, elle aussi, demeurer fixe.

Dans l'exemple donné plus haut, si l'on n'a point précisé les raideurs articulaires de l'épaule lors de la première expertise, il nous paraît impossible de modifier le taux alloué puisque la comparaison clinique ne peut se faire en l'absence de documents. Pour éviter de tels faits, une simple mesure s'impose qui, elle, respectera l'esprit de la loi : *demande aux experts de l'instance originaire* de bien décrire et préciser les lésions qu'ils constateront, afin que les experts en révision puissent accomplir exactement leur mission.

Ainsi, s'il y a une erreur lors de la première expertise, elle ne peut à aucun titre servir de base à une demande en révision (Cour de Bordeaux, 31 juillet 1902. Recueil Ministère du Commerce, 1902, p. 129; Cour de Nancy, 11 février 1904. R.S.A.T. 1904, p. 160, Arrêt n° XIX) :

« Affaire Leustch contre Malnati.

« LA COUR,

« Attendu que, suivant l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, la demande en révision de l'indemnité doit être fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ; qu'elle est ainsi strictement limitée à ces deux cas visant une modification dans l'état du blessé qui a obtenu une indemnité ;

« Attendu que Leustch, pour faire aboutir son action, n'invoque pas une atténuation de l'infirmité reconnue par le jugement du Tribunal de Remiremont, qui a accordé à Malnati une pension annuelle et viagère de 300 francs ; qu'il conteste, en réalité, son droit à toute indemnité en soutenant que le jugement du 31 janvier 1901 est basé sur une *erreur consistant en ce qu'il a considéré comme d'origine traumatique une infirmité qui serait d'origine constitutionnelle* ; qu'en d'autres termes, sans prétendre que le blessé ait bénéficié d'une modification ayant atténué les conséquences de l'accident, il conteste la relation de cause à effet entre la lésion et l'accident qui, suivant le Tribunal, l'aurait produite ; qu'il est donc certain que sa demande tend à faire revenir sur une décision qui a acquis l'autorité de la chose jugée, sans rentrer dans l'un des cas strictement délimité par la loi ; qu'il s'ensuit qu'elle n'est pas recevable et qu'elle doit être écartée comme contraire aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 ;

« Par ces motifs : rejette... »

La mission de l'expert étant ainsi précisée, nous allons maintenant étudier les révisions en aggravation, en atténuation et en cas de décès.

CHAPITRE IV

LES RÉVISIONS EN AGGRAVATION

Les révisions en aggravation sont moins fréquentes que celles pour atténuation (cf. statistiques). Cela tient à deux causes : d'abord, assez souvent, le maximum de gravité est atteint au début pour s'atténuer dans les années suivantes; et secundo pour une bonne part également, il faut tout de même le dire, à l'ignorance de ses droits dans laquelle est trop souvent tenu le blessé.

Il est évident que seul le blessé peut introduire l'action en révision pour cause d'aggravation, puisqu'elle tend au relèvement du chiffre de sa pension ou à la fixation d'une pension nouvelle. Puisqu'il s'agit d'une révision, il faudra que le blessé apporte la preuve d'une décision définitive ou d'un accord antérieur lui allouant une indemnité. Soit qu'il s'agisse d'un jugement du Tribunal, ou bien qu'il s'agisse d'une transaction. En cas de transaction, il faut que celle-ci soit mentionnée dans un procès-verbal suivant lequel le Président du Tribunal donne acte en conciliation aux parties de ce que, depuis l'accident, l'ouvrier a touché l'intégralité de son salaire et que plus rien ne lui est dû. Il faut donc que la convention passée ne soit pas entachée de nullité (par exemple : convention passée irrégulièrement). Arrêt n° XX, Cassation civile, 31 juillet 1935. *Gaz. du Pal.*, 18-19 octobre 1935.

« Toute convention passée en dehors des prescriptions de la loi du
« 9 avril 1898 est nulle de plein droit, d'une nullité d'ordre public, qui
« peut être invoquée par tout intéressé et que le juge a le devoir de pro-
« noncer d'office.

« Est atteinte d'une pareille nullité l'ordonnance du Président du Tribunal qui donne acte aux parties de leur reconnaissance de l'application à la cause de la loi du 9 avril 1898, à l'occasion d'un accident régi par les dispositions de cette loi.

« La durée de la prescription de cette action en nullité d'une convention contraire à la loi n'est soumise qu'à la prescription de droit commun de trente ans, la loi du 9 avril 1898 ne contenant sur ce point aucune disposition spéciale et la prescription de l'article 1304 du Code civil ne pouvant être appliquée à une nullité absolue d'ordre public qui ne saurait être couverte par une confirmation ou ratification postérieures. »

La loi de 1898, complétée et précisée en 1905, est précise sur ce point : pour que l'instance en révision soit recevable, il faut, soit qu'une *rente ait été précédemment allouée*, soit encore qu'une certaine *indemnité temporaire* ait été versée.

En particulier, on ne saurait assimiler à une indemnité le paiement de frais médicaux et pharmaceutiques : Arrêt XXI, Cassation, Ch. des Requêtes, 17 novembre 1932. Il s'agit d'une victime qui ne reçut aucune indemnité temporaire, mais qui, blessée le 3 août 1925, présenta dix-huit mois après des troubles dyspeptiques réellement imputables à l'accident (choc abdominal). La prescription annale étant acquise, il ne fut pas possible de lui faire allouer une indemnité : « L'action en révision n'est recevable qu'autant que la victime a obtenu antérieurement l'allocation d'une indemnité. On ne saurait assimiler au paiement d'une indemnité le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques et permettre la révision lorsque la victime n'a pas eu d'autre allocation. »

Cette jurisprudence est constante, on peut encore citer sur ce point : Arrêt XXII (*Revue Gén. Ass. Ter.*, 1932, p. 607). Cass. Req., 22 fév. 1932.

Nous allons diviser l'étude de la révision en aggravation en trois sections, la première : révision lorsqu'une rente aura déjà

été précédemment allouée; la seconde : lorsqu'une simple indemnité temporaire aura été perçue par le blessé; enfin, une 3^e section pour la révision après décès.

1^{re} Section. — *Révision sur rente préexistante*

Nous avons admis qu'il fallait faire la preuve de la décision antérieure (cf. ci-dessus).

Paragraphe I

Il faut, en outre, faire la preuve d'une aggravation *non prévue* et *postérieure* au premier jugement.

Arrêt n° XXVIII, *Mon. Jud. de Lyon*, 1^{er} mars 1932.

« Si la loi du 31 mars 1905, complétant la loi du 9 avril 1898, « ouvre la voie de la révision au blessé dont l'accident paraissait au « début n'avoir entraîné qu'une incapacité temporaire, mais dont l'état « s'est aggravé au cours des trois années qui ont suivi, encore faut-il « que l'aggravation soit postérieure au jour de la consolidation de la « blessure et à celui où l'ouvrier a repris son travail. »

De même Arrêt n° XXIX, *Cass. civ.*, 14 mai 1912 :

« ...Il convient de concilier le droit des parties avec le respect dû « à la chose jugée et, par suite, de distinguer entre la révision d'une « rente précédemment accordée et celle de l'indemnité temporaire; que « si l'une et l'autre révisions se fondent sur une aggravation ou une atté- « nuation de l'accident, il faut, dans le premier cas, que la modification « survenue dans l'état de la victime soit postérieure à l'accord des parties, « sanctionné par le président du tribunal ou à la décision passée en « force de chose jugée qui a fixé la rente; que dans le second cas, au « contraire, le seul fait que l'indemnité temporaire ait été accordée ouvre « au bénéficiaire le droit d'en demander la révision à quelque époque, « que depuis l'accident, son incapacité de temporaire soit devenue per- « manente... »

A) Cette preuve est à la charge du demandeur. Ceci est évident, il suffira pour cela que le blessé produise un certificat

médical constatant son aggravation. S'il n'y a aucune modification, l'instance est irrecevable. XXIII^e Arrêt, Douai, 1^{re} Chambre civile, 9 mai 1928.

« L'ouvrier victime d'un accident de travail qui, à l'appui d'une
« action en révision, n'apporte aucune allégation propre à établir aucune
« modification survenue dans son état, dans les trois ans, depuis la conso-
« lidation de sa blessure, n'est pas recevable en son action en révision. »

B) Il faut que l'aggravation soit une *conséquence directe* de l'accident. Arrêt n° XXIV, 15 février 1910, Cass. Req.

« Une aggravation d'incapacité ne constitue pas une base légale à
« l'action en révision si elle n'est pas la conséquence normale de l'évo-
« lution du traumatisme, mais a pour cause (par exemple) la négligence
« de l'ouvrier et son refus injustifié de se prêter à une opération..., alors
« du moins qu'il s'agit d'une opération tout à fait bénigne, insignifiante
« et sans danger aucun. »

C'est le problème de la *filiation* qui est ainsi soulevé.

Si l'aggravation est bien en relation avec l'accident, mais que l'ouvrier s'est mal soigné, la révision est irrecevable. Arrêt n° XXV, Aix, 17 janvier 1903.

« Attendu que du rapport de l'expert désigné par la Cour, dans son
« arrêt du 6 juin 1902, il résulte que l'état de D. s'est bien aggravé,
« mais que l'aggravation lente et successive qui s'est produite est due à
« des causes étrangères à l'accident et tient surtout à la façon défec-
« tueuse avec laquelle il a cru devoir se traiter lui-même et qu'elle ne
« peut être considérée comme une conséquence normale de l'accident.

« Par ces motifs, déboute... »

Dans certains cas les magistrats veulent bien admettre le droit de l'ouvrier à refuser une intervention chirurgicale pouvant peut-être réduire l'incapacité si cette intervention semble leur présenter trop d'aléas [ce qui est maintenant de jurisprudence constante]. Arrêt n° XXVI, Cass. civ., 16 décembre 1912.

« Les chefs d'entreprise ne peuvent, la blessure consolidée, obliger
« leurs anciens ouvriers à se soumettre à des expériences chirurgicales,
« pouvant améliorer leur situation, et par suite diminuer la rente à la-

« quelle leur donnent droit leurs incapacités actuelles, expériences que
« l'aléa de toute opération rend toujours dangereuses. »

Au contraire : Arrêt n° XXVII, Cass. Req., 8 janvier 1918.

« ...Si le patron, après le règlement de l'indemnité, ne saurait être
« fondé, pour obtenir une réduction de la rente qu'il est condamné à
« servir, à exiger que la victime subisse une nouvelle opération, il n'en
« est pas ainsi lorsque c'est la victime elle-même qui intente l'action et
« fait valoir une aggravation survenue dans son état; que, dans ce cas, le
« patron a le droit d'opposer à la demande de l'ouvrier le refus de
« celui-ci, de subir un traitement sans gravité qui supprimerait l'aggra-
« vation; qu'en conséquence, l'arrêt attaqué qui a constaté le caractère
« de bénignité de l'intervention jugée nécessaire a pu, à bon droit,
« rejeter la demande de l'ouvrier en raison de son refus de se prêter à
« cette intervention... »

C) Il faut en outre qu'il s'agisse d'une *incapacité supplémentaire* et dire dans quelle mesure; cette aggravation étant évidemment survenue après le jugement.

D) Cependant, bien qu'il faille que l'aggravation se soit produite postérieurement à la décision antérieure, cette règle souffre plusieurs exceptions :

a) Si les lésions constitutives d'aggravation, tout en existant déjà au moment de l'instance, n'avaient pas pu être prises en considération car elles n'étaient ni contrôlables ni perceptibles à l'aide des moyens habituels d'investigation. (Citation *in...* CORDIER. Arrêt n° XXX, Cass. civ., 4 janvier 1926.)

Egalement, XXXI^e Arrêt, Cour d'Appel de Paris, 7^e Ch., 26 octobre 1931 :

« L'aggravation d'une blessure doit être réputée nouvelle s'il est
« constant que les médecins qui ont examiné le blessé à l'époque de
« l'accident, ne disposant pas d'appareil de radiographie, n'ont pu per-
« cevoir la fracture qui existait déjà, mais qui était inappréciable à la
« seule palpation, et invisible à l'examen minutieux de la région et que
« seule la radiographie a pu révéler. »

b) Lorsque le jugement ou l'accord n'ont réglé qu'une incapacité temporaire (Cass. civ., 21 avril 1931.1.112, et Arrêt n° XXXII, Cass. Req., 8 juin 1931):

« Le juge saisi d'une demande de révision de l'incapacité temporaire
« qui peut être formée à quelque époque que depuis l'accident, l'incapa-
« cité de temporaire soit devenue permanente, a toute liberté pour consta-
« ter l'état de la victime au jour où il statue et lui accorder une rente
« déterminée par la loi si son incapacité est devenue permanente (voir
« ci-dessous, 2^e Section), et le demandeur n'est pas tenu d'établir que
« son aggravation est postérieure au procès-verbal de conciliation alors
« que, lors de la comparution des parties devant le président du tribunal,
« rien n'a été convenu ni jugé relativement aux conséquences ultérieures
« de l'accident. »

A moins que, avant l'instance en révision, une demande en allocation de rente ait été rejetée par une décision passée en force de chose jugée. Arrêt n° XXXIII, Rouen, 30 octobre 1930:

« Le seul fait qu'après un accident du travail l'indemnité temporaire
« a été allouée ouvre au bénéficiaire, pendant le délai prévu par la loi,
« le droit d'en demander la révision à quelque époque, que de temporaire
« l'incapacité soit devenue permanente et encore, bien que l'aggravation
« soit antérieure, à une demande en allocation de rente rejetée comme
« tardive.

« Il n'en serait autrement que si la demande en allocation de rente
« avait été repoussée par le motif que le blessé n'aurait pas été atteint
« d'une incapacité permanente. Dans ce cas, comme dans celui où une
« rente aurait été allouée, il serait dans l'obligation d'établir que l'aggra-
« vation d'incapacité était postérieure à la décision. »

E) Il faut qu'il s'agisse enfin, en outre, d'une *augmentation du degré d'incapacité de travail*. L'état d'un blessé pouvant s'aggraver (SACHET) sans qu'il en résulte une inaptitude plus grande au travail; par exemple, un ouvrier perdra un œil et deux bras et sera classé dans la catégorie des victimes totalement invalides; s'il perd par la suite son deuxième œil, bien qu'il y ait

aggravation, l'action en révision ne peut être ouverte, puisque le degré d'incapacité de travail n'est pas modifié.

Les deux derniers arrêts cités nous précisent déjà ce que sera la révision sur incapacité temporaire. Avant de l'étudier, nous examinerons enfin une dernière condition, pour satisfaire dans la première section, à l'action en révision.

Paragraphe 2

Il faut que l'action tende soit à l'obtention d'une rente, soit à l'augmentation d'une rente précédemment allouée, elle ne peut donc avoir pour objet ni le remboursement des frais médicaux ou pharmaceutiques, ni le paiement du demi-salaire.

Arrêt n° XXXIV, Cass. civ., 1^{er} juin 1932 :

« ...La révision de l'indemnité ne peut être ouverte qu'en se fondant
« sur l'atténuation ou sur l'aggravation de l'indemnité et ne vise que la
« rente allouée ou à allouer, et ne contient aucune disposition qui
« s'applique ni à l'indemnité journalière, ni aux frais médicaux ou phar-
« maceutiques faits à l'occasion de l'aggravation de l'infirmité... »

De même, Cass. Req., 12 juillet 1932, Arrêt n° XXXV :

« ...La faculté de demander la révision de l'indemnité, en se fondant
« sur l'atténuation ou l'aggravation de l'infirmité, ne vise que la rente
« allouée ou à allouer et ne contient aucune disposition qui s'applique
« aux frais médicaux et pharmaceutiques faits à l'occasion de l'aggra-
« vation ou à l'indemnité journalière pour le temps de maladie qui l'a
« précédée..., etc., etc... »

Il nous semble toutefois que si ces deux dernières décisions sont justes en droit, elles ne le sont pas en fait, car, la plupart du temps, c'est à la victime qu'incombe la charge de payer ces frais. Or, celle-ci est trop souvent dans le dénuement, se fait soigner à l'hôpital et en définitive c'est le contribuable qui paie les frais. Sur ce point, peut-être y aurait-il lieu à envisager une participation obligatoire par les assurances ou les patrons afin

de soulager les hôpitaux et que ceux-ci puissent revenir à leur véritable destination qui est celle de soigner les indigents.

Quoique cette question du remboursement des frais médicaux et de la révision à leur sujet soit l'objet d'une jurisprudence constante de la Cour de Cassation, il faut noter que les Cours d'Appel y opposent une assez grande résistance. Nous pouvons citer sur ce point un arrêt de la Cour de Caen du 23 mai 1935 (D. H. 1935, 483. *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1935, p. 113). La solution de cette Cour est d'ailleurs préconisée par M. SACHET (T. II, n^{os} 1376 *bis* et *ter*), mais sera probablement encore une fois rejetée par la Cour de Cassation, bien qu'équitablement un amendement de l'art. 19 de la loi de 1898 devrait intervenir pour permettre le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques (1).

2^e Section. — Révision sur incapacité temporaire

Paragraphe 1

Il s'agit de l'instance en révision pour aggravation du préjudice causé par un accident du travail, lorsque cet accident n'a déterminé primitivement qu'une incapacité temporaire. Le blessé a reçu pendant une certaine période le « demi-salaire », à la suite de quoi la blessure a été considérée comme consolidée sinon guérie. On appelle encore parfois improprement cette sorte de révision : « révision sur demi-salaire ». Il nous semble plus juste et plus précis de l'appeler « révision sur incapacité temporaire » (en abrégé, révision sur I. T.).

Nous verrons au chapitre statistique sa fréquence. Dès maintenant, cependant, nous pouvons dire qu'on la rencontre dans 10 à 15 % des instances en révision pour aggravation. Il nous semble que ces chiffres doivent s'accroître dans les années à venir,

(1) Voir également sur ce sujet ROUAST et GIVORD, n^o 452.

car de nombreux ouvriers, pour les moindres blessures, se font mettre en I.T., de façon à pouvoir bénéficier ultérieurement du délai de trois ans au lieu de la prescription annale.

Remarquons, ici, que nous sommes bien en dehors du droit commun, où la prescription, pour obtenir la réparation d'un dommage, est de trente ans. En loi de 1898, pour obtenir réparation d'un dommage subi au cours ou à l'occasion du travail, le blessé n'a qu'un an. Ce court délai s'explique par le caractère forfaitaire de la loi, comme nous l'avons exposé au commencement de cette étude. Cependant, peut-être, serait-il utile de porter ce délai à deux ans, les blessés, trop souvent, laissant éteindre leurs droits par ignorance, ou même par le fait que les complications de la blessure ne se sont pas encore fait jour.

La révision sur I. T. soulève d'ailleurs d'assez nombreuses controverses et, primitivement, n'a pas été admise par la loi du 9 avril 1898.

Sa nécessité se fit rapidement sentir, ainsi que le disait M. PABON dans le *Journal des Juges de Paix*, 1905, p. 246 : « Quel est le sort, en cas de rechute, du malheureux ouvrier blessé au cours de son travail — s'il a été précédemment débouté d'une demande en indemnité sur un rapport d'expert constatant sa complète guérison, ou s'il y a plus d'un an depuis la cessation de paiement de l'indemnité journalière ? » Justement, avant 1905, ce sort était des plus incertains, selon le tribunal auquel il s'adressait. Certaines Cours, telles que Douai (15 novembre 1902), Dijon (15 décembre 1902), Amiens (12 juillet 1904), etc., etc..., admettaient la révision sur I.T. Au contraire, Paris (20 novembre 1903), Bordeaux (9 février 1903), etc., en donnaient une interprétation restrictive, ainsi que la Cour de Cassation, qui n'autorisait pas la révision lorsque la demande de rente était prescrite. Cette dualité de conception, ainsi d'ailleurs que d'autres conceptions, amenèrent progressivement à modifier la loi de 1898 dans un sens plus favorable aux blessés.

Le 12 mars 1903, un premier projet MIRMAN fut adopté

à la Chambre; un second, présenté par M. F. DAVID, 9 juin 1903, fut fondu avec le premier sur rapport du sénateur CHOVEL, le 21 juin 1904. Le texte, voté définitivement, fut promulgué le 31 mars 1905.

Sur le point qui nous occupe, le texte de 1898 était *expliqué* d'une manière non équivoque et définitive : la révision sur I. T. était admise pendant un délai de trois ans à dater du dernier jour de l'I. T.; et *modifié* sur les points suivants :

a) La révision n'est pas écartée par le fait du remplacement initial d'une pension inférieure à 100 francs par un capital;

b) Délai d'un mois à l'expiration du délai de révision pour demander l'attribution du capital de rente, etc.

Donc, depuis 1905, le droit de révision sur I. T. est inscrit formellement dans la loi (cf. citation du 1^{er} paragraphe de l'arrêt XXXIII, p. 39).

Pendant un certain temps, il y eut transition ainsi qu'en témoigne le curieux arrêt de la Cour de Cassation du 4 février 1908 (arrêt n° XII des Annexes), où l'on voit, à quelques mois d'intervalle, la Cour de Bordeaux se déjuger magistralement, sans qu'il soit porté atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée. La jurisprudence de cette Cour était nettement contraire au principe de la loi, comme le montre par ailleurs l'arrêt n° XIII (Cass. civ., 6 novembre 1906, 7^e espèce) où ladite Cour eut son arrêt cassé pour avoir violé l'art. 19 de la loi (lire cet important arrêt aux Annexes).

En somme, le droit de révision sur incapacité temporaire, et ce, pendant un délai de trois ans, semble désormais nettement acquis, ainsi qu'en témoigne une jurisprudence constante de la Cour de Cassation depuis 1905, entre autres arrêt XXXVI, Cass. civ., 12 avril 1905, et arrêt XXXVII, Cass. civ., 13 février 1906 :

« L'indemnité journalière, tout aussi bien que la rente allouée pour cause d'incapacité permanente, est susceptible de révision au cas d'aggravation de l'incapacité. »

Il y a lieu de préciser que la prescription annale et l'action en révision sont deux instances complètement distinctes et soumises à des règles propres, bien qu'elles tendent toutes deux à l'obtention d'une rente viagère. Voir sur ce point arrêt XXXVIII et arrêt XXXIX.

La révision sur incapacité temporaire ne diffère donc pas outre mesure de la révision sur rente déjà allouée, ce sont deux révisions en aggravation soumises aux mêmes règles, du moins pour la majeure partie des juridictions (nous mentionnons à la fin de ce chapitre deux arrêts de la Cour de Paris, qui nous semblent sur ce point nettement en contradiction avec l'esprit de la loi).

Cette révision ne contient aucune disposition qui s'applique aux frais médicaux et pharmaceutiques.

Le délai est de trois ans, à compter du jour de la consolidation.

La demande reconventionnelle ne peut être accueillie que si elle est faite avant l'expiration de ce délai.

Il faut faire la preuve de l'accident antérieur ainsi que la preuve que l'aggravation est bien postérieure à la date de consolidation, arrêt XL (Cour de Paris, 8 janvier 1934).

Comme pour la révision sur rente, cette aggravation doit être une conséquence directe de l'accident, qu'elle augmente l'incapacité de travail et tende à l'obtention d'une rente.

Paragraphe 2

La question de la révision sur incapacité temporaire, bien que nous l'ayons juridiquement admise, est encore assez discutée. En effet, supposons un sujet blessé. Qu'il soit consolidé ou guéri au bout d'un certain temps, et qu'à ce moment-là, on lui trouve une I. P. P. de 0 %. Donc, pas de rente. Comment peut-on alors parler de révision puisque on part sur une base nulle. On ne peut réviser le néant semble-t-il ? Telle est la thèse soutenue par certains médecins. Il nous semble qu'il faille la

rejeter, car on peut dire, avec les magistrats, qu'en réalité il y a eu un premier fait : la blessure. Cette blessure a pu sembler guérir à un certain moment et, dans ce cas, on lui attribue une rente de 0 %. Si son état s'aggrave par la suite, cette rente sera augmentée, étant entendu que les conditions exigées par la loi sont respectées. Ces aggravations tardives ne sont pas aussi rares que veulent bien le dire les Compagnies d'assurances. Nos statistiques en font foi et, par ailleurs récemment, il nous en a été donné d'en observer plusieurs cas. Nous n'en citerons qu'un typique que nous devons à l'obligeance de M. le D^r DERVIEUX :

« R... a été victime d'un accident le 24/12/32; il est tombé
« dans un escalier. Le certificat initial porte le diagnostic d'en-
« torse; des massages sont pratiqués qui n'amènent pas de séda-
« tion de la douleur. Cependant, R. reprend son travail le
« 19/1/33 sans qu'il soit parlé d'infirmité permanente.

« Tout en se livrant à ses occupations habituelles, R. cons-
« tate que la sensibilité de son pied augmente, il se décide alors
« à déposer une demande en révision sur demi-salaire. L'expert-
« tise a lieu au début de janvier 1936. La commission d'expert
« est la suivante : « Dire depuis la date où le demi-salaire a
« cessé d'être dû, si une aggravation s'est produite, dans l'état du
« blessé, comme conséquence de l'accident et, dans le cas de
« l'affirmative, évaluer le taux que cette modification fait subir
« à la réduction de capacité de travail. »

« L'examen clinique montre un épaississement du coup de
« pied en avant et au-dessus des malléoles. Les mouvements
« tibo-tarsiens sont réduits. Les mouvements sous-astragaliens
« sont à peu près nuls, les tentatives de mobilisation de l'arrière-
« pied sont douloureuses.

« Des radiographies montrent alors une fracture du sca-
« phoïde dont un fragment a été déporté en haut et en arrière.

« Il y a abaissement de l'astragale, dont le bord supérieur
« correspond au milieu du scaphoïde, et il existe des signes

« d'arrachement au bord supérieur de la face antérieure de
« l'astragale. Ces lésions peuvent remonter à plusieurs années,
« car la calcification est normale et la réparation au niveau de
« la partie fracturée est très dense.

« Le taux de la réduction de capacité est de 12 % . »

En l'espèce, la révision n'a été possible que parce qu'il s'est produit une aggravation. Elle n'aurait pu aboutir si l'état était demeuré le même qu'au moment de la guérison acceptée sans I. P. P. La preuve de l'aggravation est donnée par l'examen radiologique, qui a montré un abaissement de l'astragale, cet abaissement n'ayant pu être que progressif puisque le pied n'a jamais été immobilisé dans un appareil plâtré; et puisque la marche n'a jamais été interdite. D'autre part, il s'est formé un cal très dense qui a fait que l'astragale et le scaphoïde ont fini par se fondre en un bloc osseux empêchant les mouvements de l'arrière-pied et rendant ceux-ci douloureux. Enfin, dans ce cas, peut-être serait-il juste de faire partir la rente d'I. P. P. du jour où la demande en révision a été déposée.

Paragraphe 3

Dans ce paragraphe, nous citerons un arrêt récent de la Cour de Paris, qui nous semble être complètement en dehors de l'esprit de la loi.

Voici ce dont il s'agit :

« Un sieur M., blessé le 6 juillet 1929, perçoit un demi-
« salaire jusqu'au 1^{er} janvier 1930, date de la reprise du tra-
« vail et de la consolidation de la blessure sans I. P. P. Le
« 12 janvier 1931, il introduit une instance pour obtenir l'allo-
« cation d'une rente. Il est débouté, car il est forclos. Il fait
« aussitôt une demande en révision pour aggravation. Un expert
« est commis et « déclare que l'état du blessé M. ne s'est pas
« modifié depuis la date de consolidation, 1^{er} janvier 1930, et
« le taux de 15 %, qui avait été fixé, doit être maintenu. »

Tels sont les faits, mais, comme le dit la Compagnie d'assurances, si la demande du sieur M. est régulière dans la forme, elle ne l'est pas quant au fond, puisqu'il n'apporte point de preuve d'aggravation. Cependant, par un arrêt de la Cour de Paris, rendu en mars 1935, cette Cour donne droit à la demande du blessé.

ARRÊT XLI

Cour de Paris, 7^e Chambre, 10 mars 1935 :

« ... LA COUR...

... il n'y a pas de contestation sur le fait que l'I. T. ait été servie...

« Considérant que l'indemnité temporaire a été accordée ou allouée, ouvre au bénéficiaire le droit d'introduire une action en révision, lorsque, depuis l'accident, son incapacité, de temporaire, est devenue permanente;

« Considérant que les premiers juges ont été saisis de l'action en révision de l'I. T.; qu'ils avaient donc faculté de constater l'état de la victime au jour où ils ont statué, et de déterminer la rente légale au vu du rapport d'expertise établissant l'existence d'une I. P., et fixant le taux de celle-ci :

« Qu'antérieurement, l'existence ou la non-existence, à l'époque de la consolidation de la blessure, d'une incapacité permanente et son importance n'avaient pas été appréciées, la prescription de la demande de rente ayant fait obstacle à tout accord ou à toute décision sur ce point;

«

« Considérant que c'est en vain que les appelants excipent d'une prétendue confusion entre l'action en indemnité prescrite et l'action en révision et de la substitution de la seconde action à la première;

« Qu'en effet, c'est l'impossibilité légale de considérer qu'une incapacité permanente ait existé antérieurement, qui a permis d'admettre l'aggravation résultant du fait que pour la première fois était dûment prouvée et judiciairement constatée l'existence de l'incapacité permanente;

« Par ces motifs :

« Confirme le jugement;

« Dit recevable l'action en révision..., etc. »

Nous ne savons encore si la Cour de Cassation a suivi sur ce terrain la Cour d'Appel de Paris. Si, en fait, il peut sembler

juste d'indemniser la victime en question, on ne peut cependant le faire qu'en tournant la loi (ce qui semble malgré tout abusif) ; en effet, s'il est regrettable que le sieur M... ait été forclo en ce qui concerne la prescription annale, il faut tout de même reconnaître que, dès ce moment, l'expert lui avait reconnu une I. P. de 15 % qui s'est maintenue par la suite. Par conséquent, si l'on reste bien dans les termes de la loi, la révision est impossible puisque « l'état du blessé est inchangé ».

La Cour a tourné la difficulté en faisant, en quelque sorte, une révision *de jure* ; en disant que, judiciairement, la Cour ne connaissait qu'une I. T., qu'au moment où elle statuait, il existait une I.P.P. Donc, que la substitution d'une I.P.P. à une I.T. étant une aggravation, la révision était recevable.

Si, en droit, cette décision peut sembler satisfaisante, nous croyons cependant qu'elle tourne sur ce point la loi de 1898. Il y a des délais légaux, il faudrait tout au moins les respecter, et c'est là le rôle des magistrats. Si ces délais semblent injustes, il faut alors avoir le courage de demander une modification de la loi à cet endroit. Elle semble s'imposer puisque la jurisprudence est maintenant constante dans le sens de l'arrêt que nous rapportons (1) :

3^e Section. — Révision en cas de décès

Dans ce cas, il s'agit d'un blessé à qui l'on a attribué, soit une I.P.P., soit même une I.P. totale, qui meurt avant les trois ans écoulés après le jour de la consolidation ou le jour du jugement accordant la rente.

Ce sont alors les ayants droit (veuve, enfants, etc.) qui se retournent contre le patron ou son assureur.

Ces instances en révision pour décès sont assez rares (cf. statistiques). En effet, pour la plupart des accidents graves et sus-

(1) ROUAST & GIVORD, n° 455, et également N. sous Cass. Civ., 8 nov. 1932 (R.G.A.T., 1933, p. 221).

ceptibles d'entraîner la mort, on observe, soit rapidement la mort du blessé, soit au contraire une guérison avec persistance de séquelles plus ou moins importantes. Dans ces cas, on n'attribue évidemment que le demi-salaire et, au moment du décès, la rente due aux ayants droit.

On observe cette sorte de révision pour certains cas bien particuliers. On sait que le législateur de 1898 n'a pas voulu tenir compte de « l'état antérieur » et souvent un traumatisme plus ou moins bénin *peut révéler*, chez un individu porteur d'une tare antérieure quelconque, les premiers symptômes de celle-ci qui était jusqu'alors passée inaperçue.

Ceci est vrai surtout en ce qui concerne les lésions de tuberculose osseuse, le plus souvent. Plus rarement, on peut trouver un cancer jusque là latent, le traumatisme accélérant son évolution; on connaît également des cas de syphilis révélés par des accidents de travail. En ce qui concerne cette dernière tare, nous rapportons ci-dessous le curieux cas suivant :

Un homme victime un jour d'un léger choc sur le crâne, au cours de son travail, est mis au demi-salaire pendant six semaines. Consolidé, ou apparemment guéri à ce moment, il reprend son travail. Cinq mois après, il commence à donner des signes très nets de troubles mentaux, et l'on est obligé de l'enfermer dans un asile avec le diagnostic de Paralyse Générale Progressive.

A ce moment, le diagnostic est confirmé par des examens sérologiques. Cependant, la femme du blessé intente une action en allocation de rente. Le Tribunal la lui accorde, le traumatisme « ayant révélé la P.G.P. jusqu'alors ignorée ». (Pour les magistrats, sans le traumatisme, la P.G.P. ne se serait peut-être jamais déclarée.)

Le blessé reste toujours dans son asile, mais son état général s'aggrave, et dix-huit mois après il meurt dans un état de cachexie lamentable. La veuve intente alors une nouvelle action, cette fois en révision, et on lui accorde une nouvelle rente.

On voit ainsi, dans ce cas particulier, l'enchaînement des faits et leur déroulement malgré — il faut le dire — tous les efforts que fit à l'époque la Compagnie d'Assurances intéressée.

Comme nous l'avons dit plus haut, à la vérité, les cas de révision dits sur décès sont assez rares.

Les demandeurs ou ayants droit désignés à l'article 3 de la loi pourront être (SACHET) : le conjoint non divorcé ou non séparé de corps, à condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident ; les enfants légitimes et les enfants naturels, reconnus avant l'accident ; à leur défaut, les descendants et les ascendants qui étaient à la charge de la victime.

Pour que le Tribunal donne droit aux demandeurs, ceux-ci devront faire les preuves suivantes :

- a) Preuve d'une décision définitive ou accord antérieur allouant indemnité au défunt ;
- b) Que le décès est en relation avec l'accident ;
- c) Que les demandeurs se trouvent dans l'une des catégories de parents précités.

Toutefois, la rente pourra être atténuée si le blessé ne s'est pas soigné correctement ou s'il s'est refusé à tolérer certaines interventions chirurgicales réputées sans danger (cf. ci-dessus à la section « Aggravation sur rente ») (1).

Bien qu'il ne s'agisse point de révision, nous pouvons citer le cas suivant à ce sujet : « Il a été jugé qu'au cas où un ouvrier « ayant eu l'ongle arraché au cours de son travail a continué « à travailler sans prévenir le patron, ni prendre aucune des « précautions de traitement et de repos que nécessitait son état. « La mort dudit ouvrier à la suite d'une atteinte de tétanos,

(1) Angers, 11 août 1902. S., 1903.2.208.

(Mort à la suite de tétanos.)

Paris, 14 nov. 1900. D., 1901.2.307.

Rennes, 10 décembre 1904. D., 1902.2.299, etc...

« survenue quelques jours après l'accident insignifiant dont il
« avait été victime, ne pouvait être considérée comme ayant été
« occasionnée par l'accident lui-même, mais comme le résultat
« d'une imprudence commise dans des circonstances indépen-
« dantes du travail. »

Telle était la jurisprudence à cette époque (1905), mais on sait, depuis, combien cette question des plaies infectées est controversée ! Aussi, actuellement, il n'est pas absolument certain que l'ouvrier en question, ou du moins ses ayants droit, soient déboutés comme ils le furent dans l'exemple donné ci-dessus.

CHAPITRE V

RÉVISION EN ATTÉNUATION

Paragraphe 1

L'étude de la révision pour atténuation de disparition des lésions entraînant l'allocation de rente pose les mêmes problèmes que pour la révision en aggravation. Il nous semble inutile de nous allonger considérablement sur ce chapitre les dispositions étant les mêmes. La seule différence est que le blessé devient défendeur et que le patron ou son assureur sont les demandeurs. Remarquons, en outre, que les révisions en atténuation sont de beaucoup les plus fréquentes (plus de 80 %) [cf. statistiques] pour des raisons que nous avons déjà exposées (page 34).

Pour que l'action soit redevable, il faudra entre autres :

- a) Que l'atténuation soit postérieure au jugement définitif;
- b) Que l'action tende à supprimer ou diminuer une rente;
- c) Peu importe d'ailleurs *la cause* de l'amélioration (soins, médecin, évolution naturelle, etc.), mais étant bien entendu que le patron *ne peut exiger* qu'un ouvrier se soigne et encore moins qu'il se fasse opérer.

Dans cette sorte de révision, la preuve de l'atténuation est apportée par une expertise médicale. Le plus souvent, c'est le médecin contrôleur d'une Compagnie d'Assurances qui, au cours d'une de ses visites trimestrielles, constate l'évolution des lésions d'un blessé.

Paragraphe 2

A propos de la révision en atténuation, un important problème se pose, c'est celui de la « rééducation professionnelle ». Il est extrêmement débattu, et deux opinions se font jour : pour les uns, s'il y a récupération, il doit y avoir diminution de rente ; pour les autres, au contraire, il y a lieu à *statu quo*.

Il y a une vingtaine d'années, les magistrats se plaçaient au point de vue « physiologique » de l'infirmité et non au point de vue « anatomique ».

Arrêt n° XLII, Paris, 13 décembre 1910 :

« ...En conséquence, le juge ne peut refuser de réduire par voie de « révision la rente allouée primitivement à l'ouvrier, sous prétexte qu'on « ne constaterait chez celui-ci qu'une simple amélioration fonctionnelle, « sans modification physiologique, et sans atténuation de l'infirmité propre-
« ment dite... »

De sorte que si un ouvrier voulait se donner la peine et le mal de se rééduquer professionnellement, il n'en tirait aucun bénéfice puisque sa rente était diminuée, alors que son infirmité restait intacte. Cela encourageait les ouvriers à ne rien faire dans le but d'obtenir une amélioration quelconque, tout au moins avant le délai de trois ans, date de l'expiration du délai d'instance possible en révision.

Depuis la guerre, au contraire, on a considéré qu'il ne fallait pas tenir compte de la rééducation ou de l'effort de volonté.

Ainsi, par exemple, Arrêt XLIII, Cass. Req., 11 mars 1925 :

« Le simple fait d'une augmentation de salaire ne saurait, indépendamment d'une atténuation de l'infirmité de la victime, donner lieu, « au profit du patron, à révision de l'indemnité précédemment fixée pour « un accident du travail. »

D'ailleurs, la loi du 14 mai 1930, qui a pour but d'assurer gratuitement la rééducation professionnelle des mutilés du travail,

dispose (art. 4) que la rente de l'ouvrier rééduqué ne peut être réduite par le fait de l'exercice de sa nouvelle profession (ROUAST).

Une illustration de ces nouvelles dispositions en est particulièrement donnée par l'arrêt suivant.

Arrêt XLIV, Cass. Req., 4 janvier 1932 :

« Une demande en révision est à bon droit rejetée quand il est constaté que si, « au sens médical », l'infirmité s'est atténuée, la victime a réussi à se rééduquer, sans que la réduction de son incapacité de travail ait diminué, et sans que son salaire se soit accru depuis l'accident. »

Il faut donc pour justifier une instance en révision pour atténuation, selon M. le Professeur ROUAST (*Rev. Gén. des Ass. Terr.*, 1932, p. 144), « à la fois une augmentation de salaire résultant d'une réadaptation et une diminution de l'incapacité « physiologique ». Pour encourager cette rééducation professionnelle si désirable, il est nécessaire de persévérer dans le sens de la jurisprudence actuelle.

CHAPITRE VI

Paragraphe 1. — Effets de l'action en révision

Comme nous l'avons dit, la demande en révision doit tendre à obtenir une modification de la rente. Si, au cours de la période de révision, l'incapacité permanente a présenté des phases successives, plus légères par exemple au début et aggravées plus tard, le chiffre de la rente à allouer doit être pour chaque période adéquat aux taux d'incapacité reconnus :

Arrêt XLV, Cour de Cass. civ., 28 juil. 1930 :

« ...Et l'article 19 de la loi admet que, pendant trois ans, l'état des victimes peut demeurer incertain et être soumis à des révisions successives susceptibles d'autoriser pour la détermination du taux de la rente des décisions différentes correspondant à des situations différentes... »

La jurisprudence de la Cour de Cassation est bien établie à ce sujet avec cette seule réserve que les demandes successives ne peuvent avoir pour effet de prolonger le délai de trois ans dans lequel la révision peut être poursuivie. La Cour de Cassation a encore admis que si l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité se produit *au cours* d'une instance en révision déjà formée, les parties ne sont pas tenues d'introduire une instance nouvelle pour obtenir l'augmentation ou la réduction de rente correspondante (1).

(1) Cass. Civ., 27 fév. 1905. D. 1906.1.17.

Cass. Req., 9 janv. 1906. D. 1907.1.181.

Cass. Civ., 24 juil. 1929 (Caz. Pal., 1929.2.800).

On pourra également constater des variations successives, alors qu'une simple incapacité temporaire a été subie. Dans ce cas, si le blessé se trouve placé dans les délais normaux, plusieurs actions en révision seront encore possibles avec des taux différents correspondant à des situations différentes de la blessure. (Arrêt XLVI, Cass. civ., 21 avril 1931.)

La nouvelle rente commence à courir à partir de la date où la modification de l'état de la victime aura eu lieu effectivement. Ainsi, en cas d'incapacité temporaire devenue permanente, le point de départ devra être fixé au jour de la consolidation de la blessure. (*Gaz. Pal.*, 25-26 mai 1933 et *Gaz. Pal.*, 8 sept. 1933.)

Enfin, nous avons vu que l'action en révision respecte l'autorité de la chose jugée, il en résulte que, pour modifier le chiffre de la pension, les juges de l'action en révision ne peuvent se fonder que sur l'*aggravation* ou sur l'atténuation survenue postérieurement à la première décision (sauf exception, page 44).

Paragraphe 2. — Recours contre le tiers responsable

Il s'agit ici d'une question purement juridique, et nous n'avons pas à nous y attarder longuement.

Souvent on se trouve dans le droit commun, et l'ouvrier peut se retourner en révision contre le tiers responsable. (Rapp. Civ., 4 décembre 1928, 27 février 1929. D.P. 1930.1.47.)

En général, les juges ont tendance à accorder le bénéfice de la révision au blessé, si son état s'est aggravé. Au contraire, si cet état s'est amélioré, la révision se termine presque toujours par le maintien de la rente. C'est sur ce point qu'intervient également la question si grave de la « responsabilité occasionnelle ».

Cependant, il faut citer une tentative récente où le droit de révision a pu être exercé avec succès par le tiers responsable contre le blessé (Montpellier, 29 novembre 1935). Nous ne sa-

vons si cette voie sera suivie et encore actuellement, pour la plupart des Cours, la révision n'est acceptée pour le tiers qu'à condition qu'elle soit expressément mentionnée dans l'instance originaire. (Voir sur ce sujet, ROUAST et GIVORD, n° 458.)

Le tiers peut obtenir la révision, soit du patron (1) — mais là ce n'est pas un droit propre — soit encore du Tribunal (2).

Paragraphe 3

Dans ce paragraphe, nous mentionnerons quelques particularités spéciales.

Arrêt XLVII, Cass. civ., 27 fév. 1905 :

« Le juge peut réviser par suite de l'atténuation de l'infirmité survenue au cours du procès la rente qu'il a d'abord allouée à l'ouvrier victime de l'accident.

« Il peut, notamment, décider que la rente fixée d'abord à une certaine somme, à partir du jour de la consolidation, sera réduite à une somme inférieure à partir d'une date ultérieure où la diminution de la valeur professionnelle n'a plus été aussi élevée. »

Autre point particulier, on sait que l'assureur ou le patron ont le droit de faire procéder à une visite trimestrielle du blessé par un médecin. S'il y a refus de l'ouvrier, la rente est suspendue. Il en est à peu près de même si un blessé refusait de se présenter devant l'expert commis au cours d'une procédure en révision.

Arrêt XLVIII, *Gaz. des Trib.*, 21-22 sept. 1934, Paris, 7^e Ch., 19-2-34 :

« Le refus d'un ouvrier de se présenter devant l'expert commis au cours d'une procédure de révision paralyse le droit de l'assureur du

(1) D. H., 1929, 420. Douai, 3 juillet 1929.

Gaz. Pal., 1929.1.470. Bordeaux.

Gaz. Pal., 2.336. Epinal

(2) *Rev. Gén. des Ass. Terr.*, 1933, 439. Montpellier.

« patron de faire jouer la révision, et fait présumer qu'il ne conserve de l'accident du travail aucune infirmité.

« Par suite, une simple suspension de rente fait grief à l'assureur en ce qu'elle maintient l'aliénation du capital constitué à la Caisse des Retraites pour le service de cette rente.

« En conséquence, c'est la suppression de la rente qui doit sanctionner l'attitude de l'ouvrier. »

Dans ce paragraphe, nous classerons en somme :

1° Les cas où il n'y a pas lieu à une instance distincte pour la révision d'une indemnité :

a) Par révision anticipée. Le Tribunal peut fixer plusieurs rentes si les taux ont varié jusqu'au jour du jugement (arrêt 34 ci-dessus) ;

b) Le Tribunal peut le faire pour le passé, mais ne peut le faire pour l'avenir.

2° Cas où il n'y a pas lieu à révision :

a) Incapacité permanente totale. Il n'y a pas de degré dans l'estimation de l'incapacité absolue, l'indemnité ne pouvant être supérieure aux deux tiers du salaire ;

b) La conciliation a été entachée de fraude. Si l'accord a été frauduleux (blessé circonvenu, faux certificat). Dans ce cas, il est annulé et le Tribunal fixe une rente réellement due. A ce moment seulement, la révision redevient possible ;

c) Il y a non-attribution de rente en cas d'accident intentionnel (art. 20), sauf en cas de faute lourde du patron. (Evidemment, à ce moment, il n'existe plus de caractère forfaitaire comme la loi l'a compris.)

Paragraphe 4. — Limites de la révision

Comme nous l'avons déjà dit, à condition qu'elles soient incluses dans le délai de trois ans, plusieurs révisions sont pos-

sibles. Comme nous l'avons vu précédemment, la révision est également limitée en ce qui concerne le tiers responsable (Arrêt XLIX, note ROUAST). Enfin, depuis la loi du 31 mars 1905, la révision reste possible, même si la rente a été convertie en capital.

Paragraphe 5. — Remarques en ce qui concerne les rechutes successives

Supposons un blessé placé en incapacité temporaire, puis consolidée, sans I.P.P. Quelques mois après, rechute en relation directe avec l'accident. A ce moment, pour se soigner, le malade est placé sous le régime d'une incapacité permanente totale.

Pour le blessé, cette rente, qui atteint de par la loi les deux tiers du salaire global, est intéressante. Cependant, il faut noter que, à l'occasion de cette rechute, ou d'autres par la suite, les frais médicaux ou pharmaceutiques ne seront pas remboursés à la victime.

Là encore, le plus souvent, c'est le contribuable qui paiera, car pour se faire traiter, le blessé se fera hospitaliser.

CHAPITRE VII

Paragraphe 1. — Compétence

Elle est fixée par l'article 19 de la loi de 1898, « dans tous les cas, sont applicables à la révision les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22 ». Le Président du Tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du Président, qui donne acte de cet accord, en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le Tribunal (du lieu de l'accident), qui est saisi par la partie la plus diligente, et qui statue comme en matière sommaire, et ainsi qu'il est dit à l'article 16.

Paragraphe 2. — Procédure et voies de recours

Nous avons indiqué quels pouvaient être les demandeurs et défendeurs : la victime ou ses ayants droit nommément désignés par la loi, d'une part, et, d'autre part, le patron ou son assureur.

Remarquons qu'ici le Président du Tribunal est saisi par voie de simple déclaration au Greffe.

Le jugement accordant ou refusant la révision est susceptible de recours comme pour l'instance originaire : l'appel se fait dans les mêmes formes et mêmes délais (un mois).

Le bénéfice de l'Assistance judiciaire est de droit pour les ouvriers seulement.

Enfin, après l'appel, mais sans effet suspensif, existe encore le pourvoi en Cassation.

En cas de désaccord, le Président du Tribunal nommera le ou les experts; exceptionnellement, la Cour pourra demander, soit une expertise complémentaire, soit même une nouvelle expertise.

Paragraphe 3. — Extension aux maladies d'origine professionnelle (loi du 25 octobre 1919)

La législation sur les responsabilités des accidents du travail a été étendue aux maladies d'origine professionnelle, sous les réserves incluses dans la loi (particulièrement, indemnisation seulement pour les affections nommément désignées dans des tableaux annexés à cette loi).

La révision peut donc être appliquée dans les mêmes conditions que nous venons d'exposer aux malades bénéficiaires de cette loi. Les cas de révision en cette matière sont encore fort rares. Ceci est compréhensible, car la maladie, beaucoup plus que l'accident, se stabilise. L'expert peut donc fixer un taux dès l'instance originaire qui n'aura pas à être modifié par la suite. (Exemple: indemnisation d'une néphrite saturnine, cette néphrite, une fois installée, reste dans le temps à peu près identique à elle-même.)

CHAPITRE VIII

LA RÉVISION ET LE MÉDECIN-EXPERT

La révision, il faut le souligner, est un acte juridique d'un caractère véritablement exceptionnel. Cet acte est pratiquement limité à la loi de 1898 sur les Accidents du Travail. Il soulève des problèmes, tant juridiques que médicaux, de grande importance (voir p. 17 et suiv.). Nous ne pouvons nous étendre longuement à leur sujet ici, mais il conviendrait qu'ils puissent être étudiés de concert par des juristes et des médecins, et nous pensons que cette collaboration serait véritablement souhaitable et profitable.

La révision, en ce qui concerne les accidents du travail, est une institution heureuse qui était véritablement nécessaire. Elle repose sur des bases juridiques certaines sans porter atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée. Le fait de la révision est donc bien admis; cependant, en ce qui concerne les modalités d'application, il y aurait quelques réformes à apporter (cf. conclusion).

Ceci dit, que résulte-t-il de notre étude pour la mission de l'expert ?

I. — En ce qui concerne la possibilité de révision, nous pouvons ainsi résumer les aggravations consécutives à une blessure :

A) Celles qui sont une conséquence certaine et directe de l'accident : l'action en révision est ouverte.

B) Celles qui n'ont que des rapports incertains et indirects : où l'état de santé antérieur joue un rôle (tuberculose, syphilis).

Là encore l'action en révision est ouverte puisque le législateur, en matière d'accidents du travail, n'a pas voulu tenir compte de « l'état antérieur » et l'axiome de Fodéré : « Tout ce qui ne dépend pas à proprement parler de la nature de l'accident ne saurait être imputé à son auteur », n'a pas cours en ce qui concerne les accidents du travail.

C) L'aggravation peut être due en partie au traitement suivi ou institué ou même totalement à ces causes.

a) Soit que l'ouvrier ne se soit pas soumis au traitement institué. La révision n'est pas recevable si l'aggravation est due *uniquement* au manque de soins, « *la part qui revient à l'évolution naturelle de la blessure devant seule servir de base à la fixation de rente lors de la révision* ».

b) Il faudra tenir compte si le blessé a refusé, soit avant, soit après la consolidation, une opération jugée nécessaire : on sait (cf. Jurisprudence) que le blessé n'est pas tenu de subir une intervention comportant le moindre risque.

Tels sont les trois points importants que l'expert ne devra jamais perdre de vue.

II. — La révision étant ainsi possible, rappelons aussi un premier point capital sur lequel l'expert devra bien insister : celui de la *filiation*, de la preuve que les lésions constatées sont bien la suite naturelle, directe, de l'accident initial.

L'expert devra préciser, non seulement les modalités du changement d'état et leur *filiation* ; il devra, en outre, faire connaître aux magistrats que l'aggravation ou l'atténuation se sont bien produites *avant* l'expiration du délai de trois ans.

III. — Soulignons encore, comme nous l'avons déjà fait au cours de notre étude, que l'expert ne doit se baser que sur l'état du blessé, que la révision ne peut être « *qu'une comparaison*

d'états dans le temps et jamais une comparaison de taux dans le temps ».

Sous aucun prétexte, la révision ne peut permettre de modifier une allocation attribuée parce que l'une des parties la juge inexacte ou même parce qu'il y a eu erreur sur son attribution. Dans ces cas particuliers, il existe des voies de recours légales (appel, opposition, pourvoi en cassation), qui permettent aux intéressés de tenter d'obtenir satisfaction.

IV. — Un cas spécial se pose à l'expert qui ne connaît pas les conclusions des experts commis lors de l'instance originaire. A ce moment, comment peut-il accomplir sa mission de comparaison ? Elle devient évidemment impossible. Mais alors, ce seront les juges dans leur compétence souveraine qui rempliront cette mission. L'expert n'aura plus qu'à se contenter d'apprécier et de constater l'état du blessé au moment de la nouvelle expertise. (Cour de Bourges, 18 décembre 1934. V. aux Annexes cet arrêt L très intéressant.)

V. — Par ailleurs, il faut le souligner aussi, les médecins n'ont pas toujours la compétence nécessaire pour apprécier exactement *l'incapacité fonctionnelle réelle* : ainsi la perte de l'index pour un maçon ou pour un horloger devrait être sanctionnée par des taux différents. Nous en venons ainsi à soulever la question de l'incapacité fonctionnelle. Il semble évident qu'elle est souvent différente de l'incapacité physiologique.

L'utilité, par exemple, des membres aux certains organes des sens étant plus particulièrement nécessaire pour certains métiers, nous pensons donc qu'en l'état actuel des choses, comme il est pratiquement impossible au médecin de fixer des taux différents pour une même blessure, celui-ci doit évaluer l'*incapacité physiologique* réelle; le magistrat, par les éléments du dossier ou son enquête personnelle, établissant l'*incapacité fonctionnelle* à réparer.

On pourrait encore préconiser la possibilité d'adjoindre au médecin-expert un adjoint technique de la profession du blessé. Ceci a déjà été proposé depuis longtemps par la Confédération du Travail. Cependant, cette réforme pourrait amener des troubles dans le bon fonctionnement de la loi, en supprimant toute possibilité de barème fixe.

C'est pourquoi il faut en revenir à laisser aux magistrats le soin de tenir compte de la profession exercée par la victime lorsque l'accident ne lui permet plus de l'exercer. (V. sur ce point deux décisions récentes très intéressantes qui figurent aux Annexes : Lyon, 24 octobre 1935 (LI), Pamiers, 4 avril 1935 (LII). R.G.A.T., 1935.1.151.)

Sur cette question de l'incapacité fonctionnelle se greffe également celle de la rééducation professionnelle. Nous en avons déjà parlé au chapitre V ; il est inutile d'y revenir ici. Disons seulement que la *rééducation* professionnelle ne doit, pas plus que l'accoutumance à la blessure, influencer le médecin-expert dans la fixation du nouveau taux. Rééducation et accoutumance sont deux questions évidemment débattues, mais, répétons-le, le médecin n'a pas à intervenir dans ce débat, du moins actuellement, et il vaut mieux, là encore, laisser ce soin aux magistrats.

CHAPITRE IX

STATISTIQUES

Nous avons pu obtenir, principalement pour diverses Compagnies d'Assurances, le nombre des instances en révision qu'elles introduisent par an.

1° Chiffres concernant la Caisse Syndicale des « Forges de France ».

Ils se traduisent par un pourcentage moyen d'aggravation de 2,05 % et abstraction faite des révisions sur I.T., ce chiffre tombe à 1,73 %. Les chiffres donnés par cette Compagnie nous paraissent extrêmement faibles (heureux en doivent être ses responsables).

Par ailleurs, cette statistique nous montre que sur une répartition de dix-huit ans on peut constater que pour 39.284 sinistres graves, la Compagnie a dû s'occuper de 10.686 révisions, ce qui donne environ un pourcentage de révision de 35 %, chiffre à remarquer.

Années	Nombre de sinistres graves	RÈGLEMENT		RÉVISION					
		Rente	Sans rente	Amélioration	Aggravation	I. T.	Décès	Total	Pourcentage
1915	859	573	286	191	1	3	1	196	2,04 %
1916	1.402	944	458	350	8	2	»	359	2,50 %
1917	1.489	916	573	349	3	1	1	354	1,13 %
1918	1.250	746	506	267	2	1	»	270	1,11 %
1919	1.194	770	424	316	6	»	»	322	1,86 %
1920	1.943	1.013	930	445	10	»	»	455	2,20 %
1921	1.878	1.087	791	576	9	2	»	587	1,87 %
1922	2.075	1.304	771	549	6	1	»	556	1,26 %
1923	2.340	1.438	902	607	15	1	»	623	2,57 %
1924	2.825	1.505	1.320	691	6	2	»	699	1,14 %
1925	2.968	1.473	1.495	701	11	4	»	716	2,09 %
1926	2.860	1.777	1.083	750	6	1	»	757	0,92 %
1927	2.763	1.729	1.034	730	28	2	1	761	3,94 %
1928	3.236	2.065	1.171	941	14	2	1	964	1,66 %
1929	2.991	2.023	968	950	15	7	1	973	2,26 %
1930	3.040	1.943	1.097	876	21	5	»	902	2,88 %
1931	2.030	1.643	687	700	15	8	1	724	3,17 %
1932	1.841	1.330	511	457	9	2	»	468	2,35 %

2° *Chiffres donnés par la Compagnie « L'Urbaine et la Seine », pour l'exercice 1934 :*

Du 15 décembre 1933 au 15 décembre 1934, il y a eu (Paris et province) 1.975 révisions, dont 272 pour aggravation (soit 13 %, chiffre beaucoup plus élevé que celui du « Comité des Forges »). Sur ces 272, il en existe 33 sur I.T.

Du 15 décembre 1934 au 15 décembre 1935 : 2.508 révisions, dont 175 pour aggravation, dont 4 pour décès et 14 sur I.T. (soit 7 % environ).

3° *Chiffres concernant les révisions en Alsace-Lorraine, pour « Corporation n° 1 des Mines et Usines Métallurgiques ».*

Nombre d'accidentés ayant été soumis à une révision du taux de leur rente en 1934 : 3.425.

(La moyenne annuelle des révisions de rente est d'environ 3.200.)

Les 3.425 révisions opérées en 1934 ont donné le résultat suivant :

Aggravation des suites de l'accident ayant justifié, soit l'augmentation, soit la réallocation d'une rente.....	95
Amélioration des suites de l'accident ayant entraîné la réduction de la rente	920
Amélioration des suites de l'accident ayant entraîné la suppression totale de la rente	929
Maintien de la rente allouée faute d'amélioration suffisante....	1.481
Total.....	3.425

4° *Chiffres concernant la « Caisse Nationale Suisse d'Assurance en cas d'Accidents » :*

La Caisse fédérale a commencé à fonctionner le 1^{er} avril 1918. Les révisions ne commencent à se faire qu'en 1920.

1920 :	2.000	révis.,	28	p ^r	aug.,	848	dim.,	249	supp.,	800	maint.
1921 :	5.000	—	71	—	1.766	—	673	—	2.500	—	
1922 :	6.300	—	91	—	1.803	—	1.215	—	3.200	—	
1923 :	4.600	—	65	—	1.687	—	1.389	—	1.500	—	
1924 :	5.600	—	53	—	1.668	—	1.385	—	2.500	—	
1925 :	6.700	—	63	—	1.770	—	1.431	—	3.264	—	
1926 :	7.300	—	92	—	1.937	—	1.536	soit	3.615	modif.	
1927 :	7.200	—	70	—	1.976	—	1.572	—	3.617	—	
1928 :	8.000	—	72	—	2.016	—	1.781	—	3.869	—	
1929 :	8.200	—	86	—	1.812	—	1.906	—	3.804	—	
1930 :	8.800	—	88	—	2.160	—	2.044	—	4.292	—	
1931 :	10.000	—	107	—	3.000	—	2.428	—	5.535	—	
1932 :	10.000	—	122	—	3.246	—	2.439	—	5.807	—	
1933 :	10.600	—	88	—	3.616	—	2.924	—	6.628	—	
1934 :	8.500	—	66	—	3.414	—	3.195	—	6.675	—	

Ce qui donne, sur une quinzaine d'années, un pourcentage moyen d'un peu plus de 1 % d'aggravation.

5° *Chiffres concernant la statistique des accidents du travail venus en instance aux Tribunaux de la Seine depuis dix ans.*
(Communiqués par le Greffe du Tribunal Civil de la Seine) :

Années	Dossiers nouveaux	Révisions	Conciliations	Non-conciliat.	Expertises
1926	11 654	3.526	11.686	2.516	4.372
1927	11.822	4.222	12.456	2.731	4.672
1928	11.889	4.069	12.394	2.486	4.856
1929	13.479	4.296	13 340	2.508	5.588
1930	14.019	4.634	14.576	2.682	5.728
1931	12.023	5.069	14.575	2.078	5.886
1932	11.002	5.360	13.904	2.167	5.610
1933	10.702	5.296	13.197	2.129	5.751
1934	10.625	5.181	13.080	1.934	5.861
1935	10.160	5 203	12.764	2.126	6.055

CHAPITRE X

CONCLUSION

I. — La révision, en matière d'accidents du travail, est une institution juridique d'un caractère exceptionnel et vraiment utile qui permet, dans une large mesure, de pouvoir indemniser intégralement le dommage subi.

II. — Le médecin-expert devra particulièrement s'attacher à : comparer les « états » dans le temps, établir la filiation, préciser la date des variations d'état et évaluer l'incapacité physiologique réelle en laissant aux magistrats le soin d'apprécier l'incapacité fonctionnelle.

III. — Les instances en révision sont assez fréquentes, on trouve une moyenne d'environ 7 à 8 % de révisions en aggravation, 1 à 2 % de révisions sur incapacité temporaire et à peine 1 % de révisions sur décès. Le reste est constitué uniquement par les révisions en atténuation.

IV. — Il serait utile que le blessé puisse être tout de même suffisamment indemnisé, en proportion de son incapacité fonctionnelle. A cet effet, il nous semble que pour certains ouvriers spécialisés (artistes, horlogers, dessinateurs, etc....) on devrait obliger le patron à contracter une assurance spéciale permettant à ces spécialistes une juste indemnisation. Par ailleurs, on se demande pourquoi les Syndicats ouvriers n'ont pas créé d'assurances individuelles pour leurs membres dans le but de compléter l'indemnisation accordée par la loi de 1898. Ces assurances

ouvrières, pour de modiques primes, en se juxtaposant à la loi sur les accidents du travail, éviteraient de bouleverser celle-ci qui, par ailleurs, donne des avantages certains.

V. — Il nous semble que plusieurs modifications pourraient être apportées à la loi de 1898, en ce qui concerne la révision. Notons que cette loi, bien qu'imparfaite, est encore l'une des seules lois de protection ouvrière réellement efficace. C'est pourquoi avant de songer à la remanier entièrement, serait-il utile de lui faire rendre son maximum, particulièrement en éclairant davantage les ouvriers au sujet des droits qui leur sont ainsi offerts.

Si la révision sur l'incapacité temporaire est vraiment utile, ce dont nous ne doutons pas, il est cependant abusif qu'elle serve, en quelque sorte, de moyen détourné pour vaincre la difficulté présentée par la prescription annale beaucoup trop courte. C'est pourquoi la principale des modifications serait de changer et d'allonger les délais, particulièrement le délai de révision ; il nous paraît trop court, surtout lorsque l'on sait le temps que mettent à se faire jour certaines complications nerveuses, psychiques, oculaires, etc., etc.

Une modification des textes concernant les délais pourrait être faite, en s'inspirant de la modification allemande :

L'article 88 de la loi allemande est ainsi rédigé :

« ... Au bout de *deux ans*, à compter du jour où la décision de l'organe de la corporation, ou du tribunal arbitral, qui a pour la première fois déterminé l'indemnité, à titre définitif, a acquis force de chose jugée, une nouvelle détermination motivée par un changement survenu dans l'état du blessé ne peut être demandée ou effectuée qu'à des intervalles *d'un an au moins* (sauf conventions formelles intervenues entre la corporation et le bénéficiaire pour un intervalle plus court), la nouvelle détermination a lieu dans la période des *cinq premières années* qui suivent le jour où

les décisions précitées ont acquis force de chose jugée, sur requête ou d'office par décision de la corporation; et *dans la suite*, exclusivement sur requête par décision du tribunal arbitral (sauf conventions formelles intervenues entre la corporation et le bénéficiaire pour un intervalle plus court). » (1).

La Caisse de maladie à laquelle appartient le blessé a, comme celui-ci, le droit de demander la reprise du traitement.

Par conséquent, en Allemagne, la révision reste *toujours possible* quelle que soit l'ancienneté de l'accident, si les *bases du préjudice ont varié*.

Ces dispositions appellent quelques remarques. Elles sont très intéressantes pour l'ouvrier, surtout au point de vue médical; mais, en France, actuellement, inapplicables. En effet, la loi de 1898 a laissé au blessé le libre choix de son médecin, mais ceci ne va pas sans certains inconvénients quand on sait le trafic de racolage auquel se livrent, dans de grands centres, certains praticiens peu scrupuleux. Ces « médecins marrons » ont intérêt à prolonger le plus possible, même souvent aux dépens des ouvriers, la durée de l'incapacité temporaire, afin de percevoir plus longtemps de l'argent pour des soins soi-disant donnés. La loi allemande, appliquée chez nous, favoriserait malheureusement ce trafic, qui est rendu impossible en Allemagne où l'ouvrier est obligé de se faire soigner dans la clinique imposée par sa Caisse corporative.

Malgré cela, il serait utile d'étudier une modification des délais, en essayant de s'opposer d'une façon efficace aux « fraudeurs » professionnels.

Nous pensons que loin d'augmenter le nombre des instances, comme pourraient le craindre certains magistrats, ces modifications les restreindraient en permettant d'obtenir des décisions de justice plus proches des intérêts réels des parties.

(1) Voir annexes, texte législatif concernant les régions recouvrées en 1919.

VI. — Avec les modifications portant sur les délais, il faudrait ajouter la prise en charge par le patron ou son assureur des frais pharmaceutiques et médicaux dans les cas que nous avons cités, puisque, en définitive, comme nous l'avons vu, dans ces circonstances, le plus souvent, le blessé est indigent et il se fait hospitaliser, laissant à la collectivité le soin de payer ces frais.

VII. — Telles sont les principales réformes que nous souhaitons voir apporter à la législation des accidents du travail. Ces réformes ont été jugées utiles par l'expérience journalière de l'expert et du magistrat; elles montrent particulièrement comment une loi, votée avec quelques grands principes, peut se perfectionner à l'épreuve du temps.

Ce que l'on voit ici, en droit médico-légal, n'est-il pas, en somme, la répétition, dans un domaine particulier, de la grande expérience quotidienne... l'illustration de la « méthode expérimentale », que notre grand Claude BERNARD appliqua à la médecine ?

Vu : *Le Doyen*,
Pour le Doyen : *L'Assesseur*,
B. CUNÉO.

Vu : *Le Président de Thèse*,
V. BALTHAZARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

Liste des Arrêts et Jugements dans leur ordre de citation dans le texte ^(A)

	Pages
I 1. Cass. Req., 8 fév. 1875, S. 75. 1. 204.....	14
II 2. Cour de Paris, 4 fév. 1870, D.P. 70. II. 111.	14
III 3. Cour de Douai, 5 mai 1871, Rec. Douai.....	15
IV 4. Trib. de Douai, 3 mars 1865, Rec. Douai....	15
5. Cass. Civ., 28 août 1882, D.P. 83. 1. 239....	16
6. Caen, 17 mars 1880, D.P. 81. 11. 79.....	16
7. Cass. Civ., 20 août 1879, D.P. 80. 1. 15....	16
8. Cour de Bordeaux, 19 août 1878, S. 79. 11. 13.	16
9. Cass. Req., 1 ^{er} juill. 1878, D.P. 79. 1. 254.	16
10. Cour d'Aix, 10 janv. 1877, D.P. 77. 11. 204.	16
11. Cour de Nancy, 9 déc. 1876, D.P. 79. 11. 47.	16
12. Cour de Paris, 16 nov. 1871, D.P. 71. 11. 208	16
13. Cass. Crim., 12 janv. 1849, D.P. 49. 1. 39..	16
V 14. Cass. Req., 10 déc. 1861.....	19
VI 15. Cour de Nancy, 11 mars 1933.....	22
16. Trib. Civ. Rennes, 17 fév. 1905.....	24
17. Trib. Civ. Narbonne, 11 mars 1931, D.H. 1932, somm. 12.....	24
VII 18. Trib. Civ. Seine, 24 déc. 1927.....	24
VIII 19. Cass. Req., 28 nov. 1855.....	26
IX 20. Cour de Paris, 16 juillet 1870.....	26
X 21. Cour de Nancy, 10 juillet 1875.....	27
XI 22. Cass. Civ., 18 mars 1912, D. 14. 1. 101....	27
XII 23. Cass. Req., 1908.....	28 et 43
XIII 24. Cass. Civ., 6 nov. 1906.....	28 et 43
XIV 25. Cass. Civ., 9 janvier 1906.....	28
26. Cass. Req., 12 juill. 1932 R.S.A.T., p. 232.	28
XV 27. R.S.A.T., décembre 1935.....	29
28. Cass. Req., 19 mars 1934, Rev. gén. Ass. terr., p. 660	29
29. Req., 5 juillet 1909, D.P. 1910. 1. 500....	29

(A) Les chiffres arabes correspondent à l'ordre de citation dans le texte. Seuls les arrêts précédés d'un chiffre romain sont reproduits dans le texte ou dans les annexes.

	Pages
XVI 30. Cass. Req., 15 novembre 1931.....	29
XVII 31. Cass. Civ., 4 décembre 1934.....	29
XVIII 32. Cass. Civ., 30 janvier 1935.....	29
33. Cass. Req., 19 mars 1934, <i>R.S.A.T.</i> , 1934, p. 292	30
XVII 34. Cass. Civ., 4 déc. 1934, <i>R.S.A.T.</i> , 1935, p. 72	30
35. Cass., 17 mai 1857, <i>D.</i> 57. 1. 290.....	30
36. Cass., 19 juill. 1869, <i>D.</i> 70. 1. 75.....	30
37. Cour Bordeaux, 31 juill. 1902, <i>Rec. Min. Com.</i> , 1902, p. 129.....	32
XIX 38. Cour de Nancy, 11 fév. 1904, <i>R.S.A.T.</i> , 1904, p. 147	32
XX 39. Cass. Civ., 31 juill. 1935, <i>Gaz. Pal.</i> , 18-19 oct. 1935	34
XXI 40. Cass. Req., 17 nov. 1932.....	35
XXII 41. Cass. Req., 22 fév. 1932, <i>Rev. gén. Ass. terr.</i> , 1932, p. 607.....	35
XXVIII 42. <i>Mon. Jud. de Lyon</i> , 1 ^{er} mars 1932.....	36
XXIX 43. Cass. Civ., 14 mai 1912.....	36
XXIII 44. Ch. Civ. Douai, 9 mai 1928.....	37
XXIV 45. Cass. Req., 15 fév. 1910.....	37
XXV 46. Aix, 17 janv. 1903.....	37
XXVI 47. Cass. Civ., 16 déc. 1912.....	37
XXVII 48. Cass. Req., 8 janv. 1918.....	38
XXX 49. Cass. Civ., 4 janv. 1926.....	38
XXXI 50. Cour de Paris (7 ^e Ch.), 26 oct. 1931.....	38
51. Cass. Civ., 21 avril 1931. 1. 112.....	39
XXXII 52. Cass. Req., 8 juin 1931.....	39
XXXIII 53. Rouen, 30 oct. 1930.....	39
XXXIV 54. Cass. Civ., 1 ^{er} juin 1932.....	40
XXXV 55. Cass. Req., 12 juillet 1932.....	28 et 40
56. Cour de Caen, 23 mai 1935, <i>D.H.</i> 1935. 483. <i>Rev. gén. Ass. terr.</i> , 1935, p. 113.....	41
57. Douai, 15 nov. 1902.....	42
58. Dijon, 15 décembre 1902.....	42
59. Amiens, 12 juillet 1904.....	42
60. Paris, 20 novembre 1903.....	42
61. Bordeaux, 9 février 1903.....	42
XXXVI 62. Cass. Civ., 12 avril 1905.....	43
XXXVII 63. Cass. Civ., 13 fév. 1906.....	43
XXXVIII 64. 31 juillet 1933.....	44

	Pages
XXXIX 65. 4 janvier 1935 (?)	44
XL 66. Cour de Paris, 8 janv. 1934.....	44
XLII 67. Cour de Paris (7 ^e Ch.), 10 mars 1935.....	47
68. Cass. Civ., 8 novembre 1932, <i>R.G.A.T.</i> , 1933, p. 221	48
69. Angers, 11 août 1902, <i>S.</i> 1903. 2. 208.....	50
70. Paris, 14 nov. 1900, <i>D.</i> 1901. 2. 307.....	50
71. Rennes, 10 déc. 1901, <i>D.</i> 1902. 2. 299	50
XLII 72. Paris, 13 décembre 1910.....	53
XLIII 73. Cass. Req., 11 mars 1925.....	53
XLIV 74. Cass. Req., 4 janv. 1932.....	54
XLV 75. Cass. Civ., 28 juillet 1930.....	55
76. Cass. Civ., 27 février 1905, <i>D.</i> 1906. 1. 17.	55
77. Cass. Req., 9 janv. 1906, <i>D.</i> 1907. 1. 181..	55
78. Cass. Civ., 24 juill. 1929, <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 2. 800	55
XLVI 79. Cass. Civ., 21 avril 1931.....	56
80. <i>Gaz. Pal.</i> , 1933.....	56
81. Rap. Civ., 4 déc. 1928, 27 fév. 1929, <i>D.P.</i> 1930. 1. 47.....	56
82. Montpellier, 29 nov. 1935.....	56
83. <i>D.H.</i> 1929, 420; Douai, 3 juill. 1929.....	57
84. <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 1. 470. Bordeaux.....	57
85. <i>Gaz. Palais</i> , 2. 336. Epinal.....	57
86. <i>Rev. gén. des Ass. terr.</i> , 1933. 439. Montpellier	57
XLVII 87. Cass. Civ., 27 fév. 1905.....	57
XLVIII 88. Paris (7 ^e Ch.), 19 fév. 1934, <i>Gaz. Trib.</i> , 21- 22 sept. 1934	57
XLIX 89. Note Rouast	59
L 90. Cour de Bourges, 18 déc. 1934.....	64
LI 91. Lyon, 24 octobre 1935.....	65
LII 92. Pamiers, 4 avril 1935, <i>R.G.A.T.</i> , 1. 151....	65

Ordre Chronologique (par dates des Décisions)

	Pages
(13) — Cass. Crim., 12 janv. 1849. <i>D.P.</i> 49. 1. 39	16
(19-VIII) — Cass. Req., 28 nov. 1855.....	26
(35) — Cass., 17 mai 1857. <i>D.</i> 57. 1. 290.....	30
(14-V) — Cass. Req., 10 déc. 1861.....	19
(4-IV) — Trib. de Douai, 3 mars 1865. <i>Rec. Douai.</i>	15
(36) — Cass., 19 juill. 1869. <i>D.</i> 70. 1. 75....	30
(2-II) — Cour de Paris, 4 fév. 1870, <i>D.P.</i> 70. II. 111	14
(20-IX) — Cour de Paris, 16 juill. 1870.....	26
(3-III) — Cour de Douai, 5 mai 1871. <i>Rec. Douai.</i> .	15
(12) — Cour de Paris, 16 nov. 1871. <i>D.P.</i> 71. 11. 208	16
(I-1) — Cass. Req., 8 fév. 1875. <i>S.</i> 75. 1. 204.	14
(21-X) — Cour de Nancy, 10 juill. 1875.....	27
(11) — Cour de Nancy, 9 déc. 1876. <i>D.P.</i> 79. 11. 47	16
(10) — Cour d'Aix, 10 janv. 1877. <i>D.P.</i> 77. 11. 204	16
(9) — Cass. Req., 1 ^{er} juillet 1878. <i>D.P.</i> 79. 1. 254	16
(8) — Cour de Bordeaux, 19 août 1878. <i>S.</i> 79. 11. 13	16
(7) — Cass. Civ., 20 août 1879. <i>D.P.</i> 80. 1. 15.	16
(6) — Caen, 17 mars 1880. <i>D.P.</i> 81. 11. 79.	16
(5) — Cass. Civ., 28 août 1882. <i>D.P.</i> 83. 1. 239.	16
(70) — Paris, 14 nov. 1900. <i>D.</i> 1901. 2. 307...	50
(71) — Rennes, 10 déc. 1901. <i>D.</i> 1902. 2. 299.	50
(37) — Cour de Bordeaux, 31 juill. 1902. <i>R.M.C.</i> n ^o 9, p. 129.....	32
(69) — Angers, 11 août 1902. <i>S.</i> 1903. 2. 208.	50
(57) — Douai, 15 nov. 1902.....	42
(58) — Dijon, 15 déc. 1902.....	42
(46-XXV) — Aix, 17 janv. 1903.....	37
(61) — Bordeaux, 9 fév. 1903.....	42
(60) — Paris, 20 nov. 1903.....	42

	Pages
(38-XIX) — Cour Nancy, 11 fév. 1904. <i>R.S.A.T.</i> 1904, p. 147.....	32
(59) — Amiens, 12 juill. 1904.....	42
(16) — Trib. Civ. Rennes, 17 fév. 1905.....	24
(76) — Cass. Civ., 27 fév. 1905. <i>D.</i> 1906. 1. 17	55
(87-XLVII) — Cass. Civ., 27 fév. 1905.....	57
(62-XXXVI) — Cass. Civ., 12 avril 1905.....	43
(25-XIV) — Cass. Civ., 9 janv. 1906.....	28
(77) — Cass. Req., 9 janv. 1906. <i>D.</i> 1907. 1. 181	55
(63-XXXVII) — Cass. Civ., 13 février 1906.....	43
(24-XIII) — Cass. Civ., 6 nov. 1906.....	28 et 43
(23-XII) — Cass. Req., 1908.....	28 et 43
(29) — Req., 5 juill. 1909. <i>D.P.</i> 1910. 1. 500.	29
(45-XXIV) — Cass. Req., 15 fév. 1910.....	37
(72-XLII) — Paris, 13 déc. 1910.....	53
(22-XI) — Cass. Civ., 18 mars 1912. <i>D.</i> 14. 1. 101.	27
(43-XXIX) — Cass. Civ., 14 mai 1912.....	36
(47-XXVI) — Cass. Civ., 16 déc. 1912.....	37
(48-XXVII) — Cass. Req., 8 janv. 1918.....	38
(73-XLIII) — Cass. Req., 11 mars 1925.....	53
(49-XXX) — Cass. Civ., 4 janv. 1926.....	38
(18-VII) — Trib. Civ. Seine, 24 déc. 1927.....	24
(44-XXIII) — Ch. Civ., 9 mai 1928. Douai.....	37
(81) — Cass. Civ., 4 déc. 1928. Arrêt 27 fév. 1929. <i>D.P.</i> 1930. 1. 47.....	56
(83) — <i>D.H.</i> 1929. 420. Douai, 3 juillet 1929..	57
(84) — <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 1. 470. Bordeaux....	57
(78) — Cass. Civ., 24 juill. 1929. <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 2. 800.....	55
(75-XLV) — Cass. Civ., 28 juillet 1930.....	55
(53-XXXIII) — Rouen, 30 oct. 1930.....	39
(17) — Trib. Civ. Narbonne, 11 mars 1931. <i>D.H.</i> 1932.	24
(51) — Cass. Civ., 21 avril 1931. 1. 112.....	39
(79-XLVI) — Cass. Civ., 21 avril 1931.....	56
(52-XXXII) — Cass. Req., 8 juin 1931.....	39
(50-XXXI) — Cour Paris (7 ^e Ch.), 26 oct. 1931.....	38
(30-XVI) — Cass. Req., 15 nov. 1931.....	29
(74-XLIV) — Cass. Req., 4 janvier 1932.....	54
(41-XXII) — Cass. Req., 22 fév. 1932. <i>Rev. Gén. Ass.</i> <i>Terr.</i> , 1932, p. 607.....	35

	Pages
(42-XXVIII) — <i>Mon. Jud. de Lyon</i> , 1 ^{er} mars 1932.....	36
(54-XXXIV) — <i>Cass. Civ.</i> , 1 ^{er} juin 1932.....	40
(55-XXXV) — <i>Cass. Req.</i> , 12 juill. 1932.....	28 et 40
(68) — <i>Cass. Civ.</i> , 8 nov. 1932. <i>R.G.A.T.</i> , 1933, p. 221	48
(40-XXI) — <i>Cass. Req.</i> , 17 nov. 1932.....	35
(15-VI) — <i>Cour de Nancy</i> , 11 mars 1933.....	22
(64-XXXVIII) — <i>Cour de Nancy</i> , 31 juillet 1933.....	44
(86) — <i>Rev. Gén. des Ass. Terr.</i> , 1933, 439, Montpellier	57
(66-XL) — <i>Cour de Paris</i> , 8 janv. 1934.....	44
(28) — <i>Cass. Req.</i> , 19 mars 1934. <i>Rev. Gén. des</i> <i>Ass. Terr.</i> , p. 660.....	29
(88-XLVIII) — <i>Paris</i> (7 ^e Ch.), 19 fév. 1934. <i>Gaz. Trib.</i> , 21-22 sept. 1934.....	57
(33) — <i>Cass. Req.</i> , 19 mars 1934. <i>R.S.A.T.</i> , 1934, p. 292.....	29
(34-XVII) — <i>Cass. Civ.</i> 4 déc. 1934. <i>R.S.A.T.</i> , 1935, p. 72	30
(31-XVII) — <i>R.S.A.T.</i> 1935	29
(90-L) — <i>Cour de Bourges</i> , 18 déc. 1934.....	64
(65-XXXIX) — <i>Janvier</i> 1935	44
(32-XVIII) — <i>Cass. Civ.</i> , 30 janvier 1935.....	29
(67-XLI) — <i>Cour Paris</i> , 10 mars 1935 (7 ^e Ch.)....	47
(92-LII) — <i>Pamiers</i> , 4 avril 1935. <i>R.G.A.T.</i> , 1. 151.	65
(56) — <i>Cour Cass.</i> , 23 mai 1935, 483. <i>Rev. Gén.</i> <i>Ass. Terr.</i> , 1935, p. 113.	41
(39-XX) — <i>Cass. Civ.</i> , 31 juillet 1935. <i>Gaz. Pal.</i> , 18- 19 oct. 1935	34
(91-LI) — <i>Lyon</i> , 24 oct. 1935.....	65
(82) — <i>Montpellier</i> , 29 nov. 1935.....	56
(27-XV) — <i>R.S.A.T.</i> , déc. 1935.....	29

ANNEXES

DÉCISIONS

Dalloz, 1862, tome I, page 123.

ARRÊT V

COUR DE CASSATION (Chambre des Requêtes)

10 décembre 1861

1^o Chose jugée. — Cause distincte. — Dommages-intérêts. — Préjudice. — Aggravations.

2^o et 3^o Transaction. — Dommages-intérêts. — Renonciation. — Préjudice. — Aggravation postérieure.

Rousseau c/ Ducoux.

La demoiselle Rousseau, violemment renversée par une voiture de la C^{ie} Impériale des Voitures de Paris, avait obtenu contre le sieur Bouton, auteur de l'accident, et contre le directeur-gérant de cette Compagnie, comme civilement responsable, une condamnation à 600 francs de dommages-intérêts, suivant jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 18 avril 1857, motivé sur ce qu'elle avait éprouvé un préjudice dont il lui était dû réparation.

Dans la quittance constatant l'exécution du jugement, la demoiselle Rousseau déclara renoncer à toutes répétitions ultérieures.

En 1858, la demoiselle Rousseau forma devant le tribunal civil de la Seine une nouvelle demande à fin d'allocation d'une rente viagère de 700 francs et de paiement d'une somme de 1.000 francs, en se fondant sur ce que, par suite de l'accident dont elle avait été victime, elle continuait d'être malade et se trouvait dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins personnels.

Un jugement du tribunal civil de la Seine du 6 juillet 1858 rejeta cette demande dans les termes suivants :

« Attendu que c'est plus d'un an après l'accident du 8 mars 1856 et sur le rapport de l'homme de l'art appelé à constater l'état de la fille Rousseau que les dommages-intérêts à elle dus ont été fixés à 600 francs par jugement correctionnel du 18 avril 1857;

« Attendu que cette condamnation a reçu son exécution, et qu'il est constant qu'en recevant deux mois après les 600 francs à elle alloués, la fille Rousseau a donné quittance définitive, en renonçant à toutes répétitions ultérieures;

« Attendu qu'en admettant qu'il ne puisse résulter de là une fin de non-recevoir insurmontable contre la demande nouvelle en supplément d'indemnité introduite par la demoiselle Rousseau, il n'est nullement établi que l'aggravation par elle alléguée de son état de souffrance soit due aux suites du même accident... »

Appel de la demoiselle Rousseau.

L'appelante soutient qu'il avait été définitivement jugé par la décision correctionnelle du 18 avril 1857 que sa maladie avait pour cause l'accident sur lequel était fondée la condamnation prononcée par cette décision, et elle conclut, en conséquence, à ce que le jugement frappé d'appel soit infirmé comme ayant méconnu l'autorité de la chose jugée attachée à la décision invoquée.

Le 10 novembre 1860, arrêt de la Cour de Paris, qui confirme avec adoption des motifs des premiers juges.

Pourvoi de la demoiselle Rousseau.

1^o Violation des articles 1350, 1351 et 1352 C. civ., en ce que, contrairement à ce qui avait été reconnu par un précédent jugement passé en force de chose jugée, l'arrêt attaqué a nié que la maladie de la demanderesse eût pour cause l'accident qui avait motivé la condamnation prononcée par ce jugement, et en ce que, dès lors, elle a fondé à tort sur une telle constatation de fait le rejet de l'action en supplément d'indemnité que la demoiselle Rousseau avait réclamé à raison de la persistance et de l'aggravation de cette maladie.

2^o et 3^o Violation des principes concernant les obligations conventionnelles et les transactions et, notamment, des articles 1156, 1163, 2048 et 2049; en ce que la Cour de Paris aurait considéré la renonciation faite par la demanderesse, en donnant quittance des dommages-intérêts qui lui avaient été alloués par le jugement du 18 avril 1857, à l'exercice de toute répétition ultérieure, comme un obstacle à une action en supplément d'indemnité fondée sur une aggravation de maladie imprévue au moment de cette renonciation.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le premier moyen, tiré de la chose jugée :

Attendu que l'exception de chose jugée ne peut être admise que quand la demande est la même et est fondée sur la même cause; que, dans l'espèce, la demande de la fille Rousseau était nouvelle, puisqu'elle reposait sur des faits nouveaux, ces faits nouveaux consistant dans une aggravation des souffrances de la fille Rousseau, aggravation postérieure aux premiers désordres sur lesquels avait statué le jugement dont on voudrait faire résulter l'exception de chose jugée...;

Sur le troisième moyen, tiré de la violation des principes généraux concernant les obligations conventionnelles et les transactions :

Attendu que s'il est parlé dans l'engagement souscrit par la fille Rousseau, en recevant l'indemnité qui lui avait été précédemment allouée, comme d'une renonciation à toute action ultérieure, ce jugement n'a pas pourtant puisé dans la circonstance une fin de non-recevoir absolue; qu'au contraire, il a tiré sa raison de décider du fond même de la cause, à savoir des faits qu'il lui appartenait d'apprécier souverainement;

Par ces motifs,

Rejette.....

Gazette du Palais, 1933, 1^{er} sem., 939.

ARRÊT VI

COUR D'APPEL DE NANCY (1^{re} Chambre)

11 mars 1933

Responsabilité civile. — Dommages-intérêts. — Fixation. — Appréciation à la date du jugement. — Accident mortel. — Demande formée par la veuve. — Décès de la demanderesse au cours de l'instance. — Préjudice matériel entre la date de l'accident et le décès de la demanderesse.

Si, en principe, les jugements sont déclaratifs de droits, il ne s'ensuit pas qu'en matière d'accidents le préjudice doive être déterminé au jour de l'accident ou au jour de la demande; en effet, les conséquences d'un accident ne sont pas immuables, elles peuvent, par suite de diverses circonstances, s'aggraver ou s'atténuer, et les dommages-intérêts doivent compenser le préjudice existant au moment où le juge est appelé à l'apprécier, et non celui, plus ou moins grave, qui a pu exister antérieurement.

Spécialement, lorsque la demande en dommages-intérêts est introduite par la veuve de la victime, si celle-ci décède au cours de l'instance, les dommages-intérêts à allouer aux héritiers qui ont repris l'instance doivent comprendre les frais engagés et réparer le préjudice moral ainsi que le dommage matériel du jour de l'accident au jour du décès de la demanderesse.

Charpentier c/ consorts Lebrun.

ARRÊT

LA COUR,

Attendu que le 14 septembre 1931, Léonard a été victime d'un accident mortel d'automobile dont l'entière responsabilité incombe à Charpentier, qui ne la conteste pas;

Attendu que le jugement dont est appel, qui accorde à la veuve une somme de 90.000 francs de dommages-intérêts, a été rendu le 15 juin 1932; que la dame veuve Léonard était décédée depuis le 7 juin;

Attendu que les héritiers de la dame Léonard, sa mère, ses frères et sœurs, ses neveux et nièces ont repris régulièrement l'instance; qu'ils demandent la confirmation du jugement et plaident que, pour apprécier un préjudice, l'on doit se placer au moment où la réparation a été réclamée;

Attendu que si, en principe, les jugements sont déclaratifs de droit, il ne s'en suit pas qu'en matière d'accident le préjudice doive être déterminé au jour de l'accident ou au jour de la demande; qu'en effet, les conséquences d'un accident ne sont pas immuables, qu'elles peuvent, par suite de diverses circonstances, s'aggraver ou s'atténuer; que les dommages-intérêts doivent compenser le préjudice existant au moment où le juge est appelé à l'apprécier et non celui, ou plus grave ou moins grave, qui a pu exister antérieurement;

Attendu qu'il en est si bien ainsi qu'un jugement accordant des dommages-intérêts en matière d'accident est susceptible de révision, même s'il est passé en force de chose jugée;

Attendu qu'en l'espèce, les dommages-intérêts doivent compenser le préjudice subi par la dame veuve Léonard personnellement; qu'ils doivent comprendre les frais engagés et le dommage matériel du 14 septembre 1931 au 7 juin 1932;

Par ces motifs,

Donne acte aux consorts Lebrun de ce qu'ils ont repris régulièrement l'instance;

Condamne Charpentier à payer.

NOTE

En matière de délits ou de quasi-délits, la créance de la victime naît au jour où se réalise le préjudice, et le jugement qui accorde des dommages-intérêts n'est que déclaratif de droits. V. Paris, 4 mars 1932 (*Gaz. Pal.*, 1932, I, 756) et la note; adde sur les pouvoirs des juges du fond en cette matière : Cass., req., 19 juillet 1932, 2^e arrêt, *Gaz. Pal.*, 1932, 2, 693 et la note.

Mais, à quel moment doit-on se placer pour apprécier le préjudice subi ? L'arrêt rapporté décide que l'on doit se placer au jour du jugement. V. Paris, 4 mars 1932, précité et la note. MM. MAZEAUD, *Tr. de la resp. civ.*, t. II N 2411 et s., admettent ce principe, mais avec un léger correctif : « Le juge doit, pour évaluer le préjudice, se placer au jour où il est statué, mais en négligeant toutes les variations postérieures à la réalisation du dommage qui ne se trouveraient pas en relation directe de cause à effet avec la faute du responsable, telles les variations tenant à une hausse ou à une baisse des prix entre le jour du dommage et le jour du jugement. »

Cette solution paraît juste; ce qu'il faut évaluer, c'est le dommage réel. Certains éléments sont faciles à fixer immédiatement, tels les dégâts matériels; d'autres ne peuvent être déterminés qu'approximativement, et plus on attendra, plus il sera facile de le faire, car il ne s'agira plus d'une simple prévision, mais d'une réalité passée. D'autre part, la réparation

devrait être allouée au jour du dommage, et les intérêts sont dus à dater de ce moment. La formule de MM. MAZEAUD répond à ces diverses exigences.

Dans l'espèce rapportée, la demanderesse, qui était la veuve de la victime, était décédée au cours de l'instance; le préjudice subi par elle apparaissait comme strictement limité puisqu'il prenait fin le jour de son décès. C'est là, sans doute, un événement sans rapport avec la faute du responsable; mais il n'est cependant pas possible de le négliger, car il est certain que le préjudice subi par la veuve n'est pas le même si elle décède au cours même de l'instance, ou si, au contraire, elle doit survivre longtemps encore. En réalité, le décès du demandeur ne fait que déterminer un élément du préjudice que, sans cela, le juge doit évaluer approximativement ou dont, tout au moins, il doit tenir compte.

Gazette des Tribunaux, 1928, 2, 287.

ARRÊT VII

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (4^e Chambre)

Accident du travail. — Tiers responsable. — Salaire annuel au moment de l'accident. — Préjudice intégral. — Evaluation du salaire de base majoré en raison de l'augmentation de l'indice économique.

Pour évaluer le préjudice intégral résultant d'une incapacité de travail permanente, en se basant sur le salaire de la victime, il y a lieu de tenir compte de la variation de l'indice économique de la vie.

Spécialement, pour réparer intégralement, en l'évaluant en une monnaie au pouvoir d'achat actuel, par l'indice 500, un préjudice subi lorsque l'indice était de 306, il convient de porter le salaire de base de 5.680 fr., ainsi fixé à l'époque de l'accident, à la somme de 9.280 francs.

Hamel c/ Potherat et Beck.

Cette solution résulte du jugement suivant, rendu après plaidoiries de M^{es} LEEWEL, JOBIT et LAYA :

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il a été procédé le 1^{er} juin 1927 à l'enquête prescrite par jugement du 29 janvier 1927 :

Attendu qu'il appert des témoignages entendus qu'au moment de l'accident, Hamel stationnait sous la voûte, en attendant ses compagnons montés chez un client; que le préposé de Potherat lui a crié « gare ! » au moment même de l'accrochage; qu'il a commis une imprudence en s'engageant dans un passage où sa voiture seule pouvait trouver place, sans s'assurer qu'il fut libre; que, de son côté, Hamel a manqué de précautions en stationnant malgré une interdiction affichée;

Attendu que, dès lors, il ne peut obtenir de Potherat que la réparation de la moitié du préjudice qu'il a subi;

Attendu qu'un certificat, en date du 2 décembre 1920, de l'interne de la Charité, où avait été transporté Hamel, constate, après radiographie, une fracture transversale du tibia sans fracture de péroné, avec ecchymose peu étendue et sans lésions superficielles;

Que l'évaluation à 5 % de l'invalidité qui en résulte, acceptée dans l'instance d'accident du travail par le procès-verbal de conciliation du 13 juillet 1921, fait une exacte appréciation de la diminution de la force physique d'Hamel;

Attendu que le salaire annuel a été fixé à cette époque à 5.680 francs;

Que pour réparer intégralement, en l'évaluant en une monnaie au pouvoir d'achat actuel par l'indice 500, un préjudice subi lorsque l'indice était de 306, il convient de porter le salaire de base à 9.280 francs, ce qui correspond, pour la moitié, à la charge de Potherat, à une rente annuelle et viagère de 232 francs, exonérant Beck de la rente de 116 fr. 12, mise à sa charge par la loi de 1898, aux termes de l'article 7 de cette loi;

Attendu en ce qui concerne les frais médicaux et pharmaceutiques, qu'à raison du partage de la responsabilité, Potherat n'en doit supporter que la moitié, mais qu'il doit la totalité du demi-salaire, qui correspond précisément à la moitié du salaire dont Hamel a été privé;

Que le créancier de ces deux éléments est l'intervenant Beck, qui les a payés pour le tiers responsable;

Par ces motifs,

Dit que les conséquences dommageables de l'accident du 30 novembre 1920 doivent être partagées par moitié entre Hamel et Potherat;

Condamne, en conséquence, Potherat à payer à Hamel une rente annuelle et viagère de 232 francs à dater du 15 avril 1921;

Déclare Beck exonéré de la rente de 116 fr. 12 mise à sa charge par la conciliation du 13 juillet 1921;

Condamne Potherat à rembourser à Beck moitié des frais médicaux et pharmaceutiques et d'hospitalisation et l'intégralité du demi-salaire, sur justification de leur paiement;

Condamne Potherat en tous dépens.

OBSERVATIONS. — Contrairement à l'employeur qui, conformément à la loi de 1898 (sorte de transaction entre le patron et l'employé), n'est tenu de réparer qu'une part du préjudice spécialement réglé par ladite loi, et essentiellement basée sur le salaire de la victime, le tiers responsable est tenu de réparer l'intégralité du préjudice. Pour évaluer ce préjudice, le juge n'est nullement lié par les dispositions de la loi de 1898, et s'il se réfère en fait au salaire de base, il peut tenir compte de tous autres éléments, notamment de la cherté de la vie. C'est dans ce sens qu'il convient d'interpréter la décision rapportée, dont la thèse peut cependant être considérée comme très hardie. On pouvait, d'ailleurs, arriver au même résultat en prenant comme élément d'appréciation le salaire aujourd'hui

payé à un ouvrier de même catégorie, lequel est certainement majoré dans des proportions sensiblement équivalentes à l'indice du coût de la vie.

Dalloz, 1856, I, 56.

ARRÊT VIII

COUR DE CASSATION (Chambre des Requêtes)

28 novembre 1855

Responsabilité. — 1° Imprudence. — Mention. — 2° Dommages-intérêts. — Allocation temporaire. — Action réservée.

Déni de justice.

3° Instance. — Suspension.

Motifs des jugements. — Articulation. — Responsabilité. — Imprudence.

La simple constatation de l'imprudence, qui a été la cause d'un dommage, suffit pour justifier la responsabilité prononcée contre l'auteur du dommage, sans qu'il soit nécessaire que les circonstances particulières d'où résulte cette imprudence soient exprimées dans la décision (C. civ., 1382, 1383. L. 20 avr. 1810, art. 7).

L'allocation, à titre de dommages-intérêts prononcée notamment pour blessures, d'une somme à payer annuellement pendant un temps déterminé après lequel il sera fait droit, ne contient ni excès de pouvoir, ni déni de justice, mais une simple réserve des droits à exercer dans un temps ultérieur par la partie lésée, s'il y a lieu (C. civ., 4).

La suspension d'une instance pendant un temps déterminé ne peut être considéré comme un déni de justice (C. civ., 4; C. pr., 506; C. instr., 153; C. pén., 185).

Grimoult contre Syndic Marchand.

Un arrêt de la Cour de Paris du 17 mars 1855 avait condamné le sieur Grimoult comme auteur d'une blessure faite par imprudence au sieur Marchand, le 10 septembre 1851, à payer à ce dernier à titre de dommages-intérêts : 1° une somme de 6.000 francs pour frais de maladie; 2° une rente viagère de 1.000 francs, payable pendant six ans. Puis, l'arrêt ajoutait qu'à l'expiration de ces six années, il serait fait droit. Le jugement, dont l'arrêt adoptait les motifs, portait à cet égard : « La réparation doit consister dans le remboursement des frais occasionnés par l'accident, et dans une indemnité calculée d'après l'état de Marchand et l'impossibilité où il se trouve de se livrer à ses occupations habituelles. A ce dernier point de vue, il convient d'allouer à Marchand une indemnité temporaire, qui sera ultérieurement augmentée ou diminuée, suivant l'état où se trouve alors Marchand.

Pourvoi du sieur Grimoult.

1^o Violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué s'est borné pour justifier la condamnation du demandeur à des dommages-intérêts envers Marchand, à déclarer qu'il était l'auteur par imprudence de la blessure causée à ce dernier, sans mentionner les faits constitutifs de cette prétendue imprudence.

2^o Excès de pouvoir et déni de justice, en ce que le même arrêt, après avoir alloué au sieur Marchand une certaine somme à titre de dommages-intérêts, n'a pas jugé définitivement le procès, puisqu'il a ajouté qu'à l'expiration du temps pour lequel il allouait cette somme, il serait fait droit.

LA COUR,

ARRÊT

Sur le premier moyen :

Attendu qu'en matière de dommages-intérêts, accordés aux termes des art. 1382 et 1383 C. civ., pour blessures faites par imprudence, la décision est suffisamment et régulièrement motivée, lorsque le juge déclare en fait, comme dans l'espèce, que la partie condamnée aux dommages-intérêts est l'auteur de la blessure, et que cette blessure a eu lieu par son imprudence, sans qu'il soit nécessaire d'exprimer dans les motifs quelles sont les circonstances particulières d'où résulte cette imprudence, l'appréciation souveraine de ces circonstances étant exclusivement laissée au juge du fait;

Sur le deuxième moyen :

Attendu qu'en prononçant contre Grimoult au profit de Marchand, en outre d'une somme fixée pour les frais de maladie, une allocation annuelle pour un temps déterminé, et en ajoutant qu'après ce terme, il serait fait droit, l'arrêt attaqué n'a pu commettre ni excès de pouvoir ni déni de justice, puisque, d'une part, en restreignant à un nombre fixe d'années la pension viagère accordée à Marchand, la Cour de Paris n'a pas même épuisé sa juridiction et le droit qu'elle aurait eu d'accorder cette pension pendant la vie entière de Marchand, et que, d'autre part, la disposition finale de l'arrêt n'a d'autre caractère que celui d'une réserve des droits de Marchand, pour une action nouvelle, s'il y avait lieu, dans un temps ultérieur et non comme une suspension de l'instance terminée par l'arrêt, suspension qui, n'étant d'ailleurs prononcée qu'avec un terme fixe, ne pourrait, dans aucun cas, être considérée comme un déni de justice;

Rejette.....

Dalloz, 1871, II, 169.

ARRÊT IX

COUR DE PARIS (4^e Chambre)

16 juillet 1870

Transaction. — Effet. — Responsabilité. — Accident. — Maladie.
— Aggravation. — Responsabilité. — Transaction. — Aggravation.

La transaction par laquelle la victime d'un accident a renoncé à pour-

suivre les personnes responsables de cet accident ne met pas obstacle à la réclamation ultérieure d'un supplément d'indemnité, motivée par une aggravation de maladie survenue depuis la transaction (C. civ., 2048, 2052).

Nellinger c/ Chabrié.

Le Tribunal civil de la Seine avait décidé le contraire par jugement du 14 décembre 1869, ainsi motivé :

Attendu qu'une transaction est intervenue le 10 janvier 1868, entre Maria Nellinger et les frères Chabrié, au sujet de l'accident arrivé à la demanderesse;

Que cette transaction avait pour but la question de responsabilité et l'indemnité qui pouvait être due pour les dommages présents et à venir;

Qu'en conséquence, elle contient de la part de Maria Nellinger renonciation à toute espèce d'action contre les frères Chabrié;

Par ces motifs, déclare Maria Nellinger mal fondée en sa demande...

Appel par la demoiselle Nellinger.

ARRÊT

LA COUR,

Sur les effets de la transaction opposée à la demande de l'appelante;

Considérant que la renonciation à poursuivre les intimés, exprimée dans cet acte, ne pouvait être un obstacle à une réclamation ultérieure motivée par une aggravation d'état et de maladie survenue depuis la transaction, et que dès lors cet acte ne devait pas prévoir;

Considérant qu'il résulte des faits et circonstances de la cause que l'état de souffrance de l'appelante résultant de l'accident du 8 décembre 1867 s'est aggravé au point de nécessiter une indemnité nouvelle;

Sur la responsabilité et ses suites;

Considérant qu'il est constant que lorsqu'ils ont creusé une excavation devant la porte d'entrée de la maison habitée par l'appelante, les ouvriers de Chabrié frères, dont ces derniers sont responsables, n'avaient pas pris les précautions que la prudence et les règlements prescrivent pour éviter les accidents;

Considérant que, par suite de cette négligence, l'appelante, le 8 décembre 1867, a fait une chute dans l'excavation et éprouvé ainsi un dommage dont réparation lui est due par les intimés;

Que les éléments d'appréciation que la Cour possède à cet égard permettent, en ayant égard toutefois aux secours antérieurement fournis par les frères Chabrié, de fixer cette réparation pour toute indemnité à la somme de 500 francs par an, payable par trimestre et d'avance pendant six ans, à partir de la cessation de paiement de la pension de l'Hospice de La Ferté-sous-Jouarre, passé lequel temps il pourra être fait droit;

Infirmes et statuant au principal :

Condamne les frères Chabrié à payer à l'appelante la somme de 500 francs par an, payable par trimestre et d'avance à partir de la cessation du paiement de la pension à l'Hospice de La Ferté-sous-Jouarre, passé lequel temps il pourra être fait droit.

Dalloz, 1876, 2.63.

ARRÊT X

COUR D'APPEL DE NANCY (1^{re} Chambre)

10 juillet 1875

1^o, 2^o, 3^o Responsabilité. — Accident. — Dommages-intérêts. — Rente viagère. — Suppression. — Guérison. — Action réservée.

Chose jugée. — Accident. — Préjudice. — Cessation.

L'auteur d'un accident condamné à payer une rente viagère à la victime n'est pas recevable à demander à en être déchargé en prouvant que la victime est complètement guérie (C. civ., 1351, 1352).

...Alors même que la condamnation serait le résultat de l'erreur du juge qui s'est fondé sur un rapport médico-légal déclarant la blessure incurable.

L'action ne serait recevable que dans le cas où le Tribunal aurait décidé que la rente serait servie seulement jusqu'à la guérison et se serait ainsi réservé, le cas échéant, un droit de révision ou de rétractation.

Petitfils c/ Guillard.

ARRÊT

LA COUR,

Attendu que le 11 janvier 1870, à la suite d'un accident dont par sa négligence et son imprudence il avait été la cause, le Tribunal correctionnel de Rethel condamnait Charles-Louis Petitfils à 15 jours d'emprisonnement et à payer à Charles-François Guillard, à titre de dommages-intérêts, une rente viagère de 300 francs et un capital de 1.000 francs;

Que ce jugement, confirmé sur appel par la Cour de Metz, le 23 février suivant, déclarait en outre Victor Contet-Muiron civilement responsable de son employé;

Attendu qu'après avoir pendant plusieurs années servi la rente dont il s'agit, Petitfils et son maître demandent aujourd'hui à en être déchargés, en faisant plaider que, contre toute espérance, Guillard se trouve complètement rétabli.

Mais attendu que cette prétention se heurte à la plus invincible des fins de non-recevoir à celle tirée à l'article 1351 C. civ.;

Qu'il existe, en effet, entre l'instance de 1870 et l'instance actuelle une parfaite identité, puisque les parties sont les mêmes et agissent en la même qualité; puisque la chose demandée est la même aussi, puisque, enfin, la demande se fonde sur la même cause;

Que ce dernier point, le seul que les appelants paraissent contester, devient manifeste, si l'on considère que le fondement de la demande, la cause de la demande a été et est encore l'accident envisagé dans ses conséquences dommageables;

Qu'en conséquence, souverainement, définitivement appréciées par l'arrêt du 23 février 1870, on voudrait, en dépit des règles les plus élé-

mentaires et les plus respectées, les soumettre à une nouvelle appréciation et enlever à l'intimé le bénéfice des deux décisions qu'il a obtenues, sans craindre de proclamer entre ces deux décisions et celle qu'on sollicite une déplorable contrariété;

Attendu qu'avec ce système, la victime d'un accident pourrait se voir ramenée tous les ans en justice, sous le prétexte que son infirmité a disparu ou s'est amoindrie;

Que ce serait éterniser les procès qui naissent de la combinaison des art. 1382 C. civ. et 309 C. p., et apporter à la règle des *judicata pro- veritates habetur* une exception que le législateur n'y a pas faite;

Attendu qu'au lieu de prononcer une condamnation irrévocable, le Tribunal et la Cour, après lui, auraient pu dire que Petüfils ne servirait la rente de 300 francs que jusqu'à la guérison de Guillard et se réserver ainsi, le cas échéant, un droit de révision ou de rétractation;

Qu'alors, mais seulement alors, une nouvelle instance, en cas de dissentiment sur l'état vrai du blessé ou du malade, devenait légale et possible; tandis qu'en l'absence de la clause susdite, le jugement et l'arrêt résistent à toutes les attaques comme à toutes les interprétations;

Attendu qu'on peut regretter sans doute que, trompés par un rapport médico-légal qui réputait la blessure de Guillard comme incurable, les premiers juges aient statué comme ils l'ont fait, mais que cette erreur, si elle existe, est irréparable, l'erreur du juge n'ouvrant de recours à la partie que dans les cas, les formes et les délais prévus par la loi;

Que, du reste, cette erreur ne revêt pas, quant à présent, le caractère de la certitude;

Que les premiers juges, mieux placés que tous autres pour connaître la vérité, déclarent au contraire que Guillard souffre toujours et que de plus il boite un peu;

Qu'eu égard aux désordres originairement constatés sur sa personne, cette déclaration se recommande par son extrême vraisemblance et qu'en une matière où les magistrats tiennent nécessairement compte de l'imprévu et des changements qu'il peut opérer dans une situation essentiellement variable, un peu plus ou moins de douleur ou de gêne ne saurait autoriser, même la plus légère et la plus indirecte atteinte à l'immutabilité si rassurante et si utile des jugements et des arrêts;

Par ces motifs,

Confirme...

Dalloz, 1914, I, 101.

ARRÊT XI

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)
18 mars 1912

TRAVAIL. — ACCIDENT

- 1° Procédure spéciale. — Enquête. — Caractère non impératif.
- 2° Conciliation. — Comparution volontaire. — Validité.

3° *Assistance judiciaire. — Bénéfice non sollicité. — Procédure valable.*

4° *Rente. — Conversion en capital. — Erreur matérielle. — Rectification.*

5°, 6° et 7° *Ouvrier étranger. — Départ de France. — Rente. — Conversion en capital. — Révision. — Non-recevabilité.*

8° *Convention franco-italienne. — Non-rétroactivité.*

Aucune disposition de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ne fait de l'enquête du juge de paix le préliminaire nécessaire de la comparution des parties devant le Président du Tribunal en conciliation.

Leur comparution volontaire devant ce magistrat produit les mêmes effets juridiques que leur convocation.

Si le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit à la victime d'un accident du travail ou à ses ayants droit devant le Président du Tribunal et devant le Tribunal, c'est à la condition que les intéressés aient fait viser leur demande par le Procureur de la République, l'obligation de la solliciter ne leur étant pas imposée.

Une erreur dans l'évaluation en capital d'une rente d'accident du travail, faite d'après le tarif obligatoire de la Caisse Nationale des Retraites, ne peut viciar la décision qui la contient (spécialement, une ordonnance de conciliation rendue par le Président du Tribunal), si elle n'est qu'une simple erreur de calcul, facile à rectifier.

L'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français, n'ayant droit « pour toute indemnité » qu'à un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée, il en résulte que l'allocation de ce capital met fin à toutes relations ultérieures entre la victime et le chef d'entreprise, et que les suites de l'accident sont définitivement réglées à l'égard de l'un comme de l'autre par l'attribution de ce capital forfaitairement déterminé par la loi.

En conséquence, cette attribution fait perdre à l'ouvrier le droit de révision.

...Alors surtout que, par la conversion immédiate de sa rente en capital (la rente étant, en fait, inférieure à 100 francs), il a déjà touché une somme supérieure à celle à laquelle il aurait pu prétendre au moment où il a quitté la France.

La convention franco-italienne du 9 juin 1906, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1907, n'a pas d'effet rétroactif (rés. par la Cour d'Appel).

Brun c/ Chapin.

La Cour de Grenoble (1^{re} Chambre) a rendu, le 15 novembre 1909, l'arrêt suivant :

Attendu qu'Auguste Brun, ouvrier mineur, a été victime, le 27 septembre 1906, à une époque où il travaillait pour le sieur Chapin, d'un accident du travail qui a déterminé chez lui une incapacité permanente et partielle; que le 28 septembre suivant, il a fait à la mairie de Briançon la déclaration exigée par la loi, mais qu'il n'a été alors procédé à aucune enquête;

Que l'ouvrier et son patron, ou la Compagnie d'Assurances qui représentait ce dernier, s'étant entendus sur la réparation due à l'ouvrier, à raison de l'incapacité de travail à lui occasionnée par l'accident dont il avait été victime le 27 septembre 1906, se sont présentés le 21 février 1907, sans aucune convocation, devant le magistrat conciliateur, à l'effet de faire constater et sanctionner l'accord intervenu entre eux;

Que du procès-verbal de conciliation dressé à cette date par l'un des juges du Tribunal civil, remplaçant le Président empêché, il ressort que les parties ont fixé à 7 $\frac{1}{2}$ % la réduction d'incapacité de travail subie par l'ouvrier et à 39 fr. 48 la rente annuelle et viagère à laquelle ledit Brun avait droit, et qu'en outre elles ont convenu entre elles de convertir cette rente en un capital de 631 fr. 80, qui a été payé à l'ouvrier;

Attendu que le sieur Brun, prétendant que son état s'était beaucoup aggravé depuis le procès-verbal du 21 février 1907 et que sa diminution de capacité de travail s'élevait aujourd'hui à 75 %, a, le 16 janvier 1909, fait au Greffe du Tribunal de Briançon la déclaration en révision prescrite par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, et que, les parties n'ayant pu se concilier lors d'une nouvelle comparution devant le Président du Tribunal de Briançon, à la date du 4 février 1909, Brun a, suivant exploit du 12 février suivant, fait assigner Chapin devant le Tribunal civil de Briançon, aux fins de voir fixer la réduction de capacité de travail de l'ouvrier à 75 % et de s'entendre condamner à lui payer une rente annuelle et viagère fixée à la somme de 394 fr. 87, cette rente courant du 21 février 1907, date de la consolidation de la blessure;

Attendu qu'à l'audience à laquelle l'affaire a été portée, le sieur Chapin a fait soutenir que le demandeur, qui était un ouvrier d'origine italienne, avait cessé de résider en France et était, par suite, déchu de tous droits et de toute action à exercer en vertu des dispositions de l'art. 3, paragraphe C, 6^e alinéa de la loi du 9 avril 1898, et que son action en révision doit être rejetée par une fin de non-recevoir;

Que Brun, demandeur, soutient par ses conclusions que sa demande en révision est recevable et qui, subsidiairement, il fait plaider que le procès-verbal de conciliation, intervenu à la date du 25 septembre 1907, était nul et de nul effet, qu'il ne devait pas en être fait état, que l'action née pour l'ouvrier de l'accident du 27 septembre 1906 n'avait jamais reçu de solution et qu'il y avait lieu de renvoyer les parties à comparaître de nouveau devant le Président du Tribunal de Briançon;

Attendu que, par décision du 5 mai 1909, les premiers juges ont rejeté les conclusions principales du demandeur et accueilli ses conclusions subsidiaires; que la Cour est aujourd'hui saisie d'un double appel, appel principal interjeté par le sieur Chapin contre la partie du jugement qui a déclaré nul et non avenu le procès-verbal de conciliation du 21 février 1907, appel incident formé à la barre, mais seulement à titre subsidiaire, par l'intimé, et pour le cas où l'appel principal serait admis, tendant à la réformation de la partie du jugement qui a déclaré irrecevable l'action en révision;

Sur l'appel principal :

Attendu qu'il n'échet pas de s'arrêter au moyen de forme résultant

de ce que le Tribunal aurait statué *ultra petita* en prononçant la nullité de l'accord intervenu devant le Président le 21 février 1907, qui n'était demandée ni par l'assignation, ni par les conclusions insérées au jugement; qu'il n'est pas contesté que le moyen a été soulevé au moins dans les motifs des conclusions signifiées au cours de l'instruction de l'affaire; qu'il est non moins certain que le moyen a été discuté devant les premiers juges à l'audience où ils ont connu du procès-verbal, que ce moyen constituerait au plus haut point, s'il était fondé, un moyen d'ordre public, puisqu'il repose sur la violation prétendue de prescriptions essentielles de la loi du 9 avril 1898 et des lois qui ont suivi; qu'il pouvait être présenté en tout état de cause et soulevé d'office par les juges; que le Tribunal, le trouvant en germe, soit dans les conclusions signifiées, soit dans les plaidoiries, avait le droit de s'en emparer, de l'examiner et de l'admettre, s'il lui paraissait justifié;

Attendu que l'appelant n'est pas non plus fondé à prétendre que la demande de nullité n'était point recevable en la forme dans une demande en révision et qu'elle constituait une demande nouvelle qui devait être introduite selon les règles du droit commun;

Attendu que cette demande n'a été produite par le demandeur qu'accessoirement à sa demande en révision; en réponse au système de défense invoqué par le sieur Chapin, et comme un moyen de faire tomber un accord qui, s'il était régulièrement intervenu, formerait, d'après le défendeur, un obstacle à la demande en révision;

Que l'action en révision et l'action en nullité de la transaction étaient, en ce cas particulier, essentiellement connexes, et qu'on ne voit pas pour quels motifs le sieur Brun aurait été tenu de poursuivre cette nullité sous forme d'une action principale qui, d'ailleurs, aurait été, comme l'action en révision, de la compétence du Tribunal civil de Briançon;

Attendu, au fond, que le jugement fait résulter la nullité du procès-verbal de conciliation du 21 février 1907 de cette circonstance qu'à l'époque où il est intervenu, l'ouvrier victime de l'accident n'était pas pourvu de l'assistance judiciaire;

Attendu qu'il ne faut pas perdre de vue les conditions dans lesquelles a été conclu entre les intéressés l'accord qui a abouti au procès-verbal de conciliation; que la seule formalité qui ait été remplie en vertu des lois sur la matière est la déclaration à la mairie, mais qu'à partir de ce moment l'affaire n'a reçu aucune suite judiciaire; que l'ouvrier et l'assureur du patron se sont entendus en dehors de toute intervention de justice et que, pour faire sanctionner leur accord, ils se sont spontanément présentés devant le Président du Tribunal qui, assisté de son greffier, les a entendus contradictoirement et, faisant acte de juridiction, a consacré leur accord et ordonné que la Compagnie La Zurich, qui avait assuré le sieur Chapin, payerait à titre d'indemnité définitive la somme acceptée par l'ouvrier;

Attendu que, quelle que soit l'importance que le législateur a attachée à ce que l'ouvrier, victime d'un accident du travail, fut pourvu de l'assistance judiciaire; dans les actions tendant à l'obtention de l'indemnité à laquelle il a droit, la loi du 9 avril 1898 n'accordait de plein droit l'assis-

tance judiciaire à cet ouvrier que devant le Tribunal; que pour assurer plus complètement la défense de l'ouvrier en de certains cas particuliers, la loi du 22 mars 1902 (art. 22) a voulu qu'il bénéficiât de l'assistance judiciaire, même devant le Président du Tribunal, mais que la question à résoudre par la Cour revient à savoir si, comme l'a pensé le Tribunal, le législateur a entendu frapper d'une nullité absolue toute procédure devant le Président du Tribunal statuant en conciliation, dans laquelle l'ouvrier n'aurait pas recouru à l'assistance judiciaire, même lorsqu'il la jugeait inutile, et aurait placé cet ouvrier dans une sorte d'incapacité légale de renoncer à s'en prévaloir;

Attendu que cette thèse absolue, admise par le Tribunal, est contredite par quelques-unes des dispositions de la loi du 31 mars 1905; que l'art. 16 de cette loi, alinéa 1^{er}, ne comprend nullement l'avoué ou l'avocat de l'ouvrier parmi les personnes dont la convocation est obligatoire devant le Président du Tribunal, qui devrait être cependant la conséquence de l'assistance judiciaire obligatoire pour la validité de tout acte de la juridiction du Président du Tribunal; que les auteurs les plus autorisés, allant plus loin, décident que les termes de l'article 22 de la loi du 22 mars 1902 n'ont pas créé, pour la victime ou ses ayants cause, le droit d'exiger l'assistance en conciliation de son avoué ou de son avocat, le Président ayant à cet égard un pouvoir d'appréciation absolu et demeurant maître, suivant les cas, de refuser, permettre ou même ordonner cette présence;

Qu'à un autre point de vue, le même article 16 accorde aux parties, en dehors de toute intervention de la justice, la faculté de reconnaître l'incapacité permanente et de saisir directement le Président pour faire déterminer la rente, bien que l'ouvrier victime de l'accident ne soit certainement pas pourvu de l'assistance judiciaire, l'absence de toute intervention de justice ayant mis le Procureur de la République dans l'impossibilité de se conformer aux prescriptions de l'article 22 de la loi du 22 mars 1902;

Attendu que les nullités ne se présument pas, qu'elles ne peuvent être prononcées que lorsqu'elles sont formellement édictées par la loi, et que rien ne démontre que l'article 22 de la loi précitée se soit proposé d'obliger l'ouvrier victime de l'accident à se pourvoir de l'assistance judiciaire pour sa comparution devant le Président, même dans les cas où son utilité ne lui apparaît pas, sous peine de nullité de tous les actes qui suivront;

Attendu que le sieur Brun fait valoir devant la Cour un nouveau moyen de nullité de l'ordonnance du Président qui a consacré l'accord des parties, tiré de ce qu'elle n'a pas été précédée de la convocation prescrite par l'article 16 de la loi de 1898, laquelle seule saisit le Président et lui donne compétence;

Attendu que l'article 16 de la loi du 31 mars 1905 dispose que le Président du Tribunal de l'arrondissement devra, dans les cinq jours de la production, par la partie la plus diligente d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'infirmité, convoquant la victime, le chef de l'entreprise, qui pourra se faire représenter, et l'assureur;

Que le Président est saisi, non point par la convocation qui émane de lui, mais par la réception de l'accord écrit :

Que l'obligation ne lui est imposée que parce que le plus souvent l'accord écrit ne lui est remis que par un des intéressés ou ne lui est pas apporté directement, mais qu'on cherche vainement pour quels motifs, il serait tenu, sous peine de nullité, de renvoyer les parties toutes présentes et lui demandant de les entendre, pour les convoquer aux mêmes fins, à quelques jours de date ;

Que ce retard n'offrirait le plus souvent que des inconvénients, et que le Président, qui fait acte de juridiction, reste maître, lorsque tous les intéressés sont présents, de les entendre et de statuer immédiatement, si sa religion est suffisamment éclairée, ou lorsqu'il a besoin de nouveaux éclaircissements, d'ajourner les parties à une date ultérieure ;

Attendu que Brun argue encore de nullité l'ordonnance du Président parce qu'elle aurait évalué, en violation des tarifs ayant force de loi, à 631 fr. 30 la valeur de la rente, alors que la valeur de cette rente serait de 646 fr. 25 ;

Attendu que l'ordonnance du Président n'a fait que consacrer l'accord des parties sur le montant de la rente due à la victime, laquelle a été ensuite transformée par une opération purement matérielle, par un calcul effectué sur des bases arrêtées à l'avance et ne pouvant donner lieu à contestation ;

Que l'erreur signalée, si elle existe, ne saurait vicier le consentement des parties ;

Qu'elle ne peut non plus être considérée comme une violation de la loi et qu'elle doit conserver son véritable caractère d'une simple erreur de calcul, toujours susceptible d'être rectifiée ;

Que par suite, elle ne saurait entraîner pas plus l'annulation partielle que l'annulation totale de l'ordonnance et que, de ce chef, il n'y aurait lieu entre les parties, si l'erreur est démontrée, qu'à la révision des calculs à laquelle le sieur Chapin ne s'oppose nullement.

Sur l'appel incident :

Attendu que l'ordonnance de conciliation devant être complètement maintenue par les motifs qui précèdent, il échet de rechercher si la demande en révision est recevable et si la déchéance prévue par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 n'a pas été encourue par la victime ;

Attendu qu'il n'est plus contesté aujourd'hui que Brun, qui est sujet italien, a cessé de résider en France ; que les pièces du dossier établissent qu'il a quitté Briançon dans le courant de l'année 1907 et qu'il s'est fixé à Roure (Italie), où il a depuis constamment habité ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français reçoit pour toute indemnité un capital égal à trois fois la valeur de la rente qui lui avait été allouée ;

Que cette disposition est obligatoire, et que lorsque l'événement se produit, la Caisse Nationale des Retraites, informée du transfert de la résidence à l'étranger par le certificat de vie dont la production est exigée

à chaque échéance, paye à l'étranger titulaire de la rente une somme égale à trois annuités de sa pension, ainsi que les arrérages échus au jour de son départ;

Attendu qu'il est aujourd'hui de doctrine constante que le caractère obligatoire de la conversion, au cas de l'abandon du territoire français par la victime de nationalité étrangère, est inconciliable avec l'exercice de l'action en révision, aussi bien que pour cause d'atténuation que pour cause d'aggravation;

Que le sieur Brun, avant de rentrer en Italie, a converti sa rente en capital dans des conditions plus avantageuses que celles auxquelles lui donnait droit l'art. 3 de la loi de 1898, ne peut plus mettre en mouvement l'action en révision;

Attendu que l'intimé, sans contester expressément l'interprétation donnée par le jugement de l'art. 3 précité de la loi de 1898, soutient dans ses conclusions et fait plaider en fait, que les parties ne se trouvent pas en présence de la conversion obligatoire de l'art. 3, mais bien de la conversion facultative d'une pension en capital, prévue par l'art. 21 de la loi de 1898, conversion qui, aux termes de l'art. 19 de la loi de 1905 (lequel ne vise pas d'ailleurs, dans l'innovation qu'il établit, les conversions obligatoires de l'art. 3), décide que la voie de la révision reste ouverte, même si la pension a été remplacée par un capital, en conformité de l'art. 21;

Attendu que ledit Brun fait observer que l'accord intervenu entre la Compagnie La Zurich et l'ouvrier victime de l'accident ne contient aucune allusion à l'abandon par ce dernier du territoire français, qu'il n'y est nullement question de son départ et que la conversion de la rente en capital n'est effectuée qu'en vertu de l'art. 21 de la loi de 1898, applicable parce que la rente est inférieure à 100 francs, et le titulaire majeur;

Attendu qu'il est certain que l'abandon définitif du territoire français par Brun a suivi de très près le 21 février 1907 et que, selon toute vraisemblance, les stipulations de l'accord que cette ordonnance a sanctionné ont été inspirées par le départ imminent de la victime;

Attendu, d'ailleurs, qu'au moment où Brun est parti sans esprit de retour, il avait touché, par la conversion volontaire du 20 février 1907, une somme supérieure à celle à laquelle lui donnait droit la conversion obligatoire de l'art. 3 de la loi de 1898; que sa situation avait été définitivement réglée, et qu'il ne restait pas place pour une nouvelle conversion; qu'on ne s'expliquerait pas qu'il fût dans une meilleure situation que les autres ouvriers étrangers quittant la France, et qu'après avoir touché un capital plus important, il conservât encore la faculté d'exercer l'action en révision refusée à ces derniers;

Attendu qu'il n'est pas contesté que la convention franco-italienne, promulguée en France le 13 juin 1907 et entrée en vigueur le 1^{er} novembre suivant, n'a pas d'effet rétroactif et ne saurait recevoir son application dans la cause,

« Par ces motifs... »

Pourvoi en cassation par le sieur Brun pour :

1° Violation des art. 12, 13, 16, 22 et 30 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905, en ce que l'arrêt attaqué a tenu pour valide une conciliation devant le président du Tribunal civil, dans les termes de l'art. 16 de la loi précitée, alors que cette conciliation n'avait été précédée ni d'enquête, ni de convocation, ni de décision d'octroi d'assistance judiciaire pour l'instance à ouvrir.

2° Violation des art. 3 et 21 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, ainsi que du principe *cujus condere, ejus est interpretari*, en ce que l'arrêt attaqué a, par une interprétation incompétamment donnée du procès-verbal de conciliation devant le président du Tribunal civil, confondu la conversion facultative en capital, de l'art. 21 avec la conversion de l'art. 3, obligatoire pour l'étranger partant à l'étranger, et violation de l'art. 26, même loi, pour refus de redressement de l'opération de conversion selon le tarif.

3° Plus subsidiairement, violation des art. 3 et 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, en ce que l'arrêt attaqué a considéré la conversion obligatoire prévue (art. 3) comme mettant obstacle à toute révision ultérieure.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le premier moyen, et sur le second moyen pris dans sa deuxième branche, réunis :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Brun, ouvrier de Chapin, victime d'un accident du travail qui l'a laissé atteint d'incapacité permanente partielle, s'est présenté avec l'assureur de son patron devant le président du Tribunal de première instance de Briançon; que ce magistrat a, par ordonnance du 21 février 1907, fixé à 39 fr. 48 la rente due à la victime, et que cette rente a été remplacée par le paiement d'une somme de 631 fr. 30;

Attendu que le pourvoi ne prétend pas que le président du Tribunal ne se soit pas conformé, en rendant son ordonnance, aux prescriptions du second paragraphe de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905; qu'il ne prétend pas non plus que les accords dont le magistrat a donné acte soient contraires aux prescriptions de la loi; que le pourvoi soutient que ladite ordonnance doit être déclarée nulle pour n'avoir pas été précédée d'une enquête faite par le juge de paix, d'une convocation des parties par le président et de l'admission de la victime au bénéfice de l'assistance judiciaire;

Mais, attendu qu'aucune disposition de la loi sur les accidents du travail ne fait de l'enquête du juge de paix le préliminaire nécessaire de la comparution des parties devant le président du Tribunal; que leur comparution volontaire devant ce magistrat produit les mêmes effets juri-

diques que leur convocation et que, si le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé, de plein droit, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, devant le président du Tribunal et devant le Tribunal, c'est à la condition que les intéressés aient fait viser leur demande par le Procureur de la République, l'obligation de la solliciter ne leur étant pas imposée;

Attendu, enfin, que le pourvoi soutient encore que l'ordonnance du 21 février 1907 serait nulle pour n'avoir pas calculé le rachat de la rente d'après le tarif imposé par l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898;

Mais, attendu que l'arrêt attaqué, statuant sur les conclusions qui lui étaient soumises, répond à bon droit que s'il était établi que le prix du rachat doit être de 646 fr. 25, comme le prétendait Brun, au lieu de 631 fr. 30, somme qu'il a reçue, il n'y aurait là qu'une erreur de calcul facile à rectifier et qui ne saurait vicier l'ordonnance;

D'où il suit qu'en refusant de prononcer la nullité de l'ordonnance rendue le 21 février 1907 par le président du Tribunal de Briançon, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au moyen;

Sur le deuxième moyen dans sa première branche, et sur le troisième moyen réunis :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Brun, ouvrier étranger, après avoir touché, comme il vient d'être dit, la somme de 631 fr. 30, a cessé de résider en France; qu'il le déclare irrecevable à demander la révision de l'indemnité qui lui a été allouée par le président du Tribunal de première instance de Briançon;

Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Attendu, en effet, d'une part, qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, Brun, ouvrier d'origine italienne, victime d'un accident du travail, n'avait droit, s'il cessait de résider sur le territoire français, « pour toute indemnité », qu'à un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée; que les termes mêmes dont s'est servi le législateur sont exclusifs de toutes relations ultérieures entre la victime et le chef d'entreprise à raison d'un accident dont les suites sont définitivement réglées à l'égard de l'un et de l'autre par l'attribution du capital forfaitairement déterminé par la loi;

Et, attendu, d'autre part, que si la conversion immédiate de la rente allouée à Brun en un capital supérieur à celui auquel il eut pu prétendre au moment où il a quitté la France, conversion constatée par l'ordonnance du 21 février 1907, que l'arrêt n'interprète pas, n'a pas permis de lui faire application de la disposition susvisée de la loi de 1898, cette conversion n'a pu avoir pour effet de la maintenir en possession du droit de révision qu'il avait perdu en cessant de résider en France à une époque antérieure à celle où est devenu exécutoire dans les deux pays le traité conclu entre l'Italie et la France au sujet des accidents du travail.

Par ces motifs,

Rejette....

Dalloz, 1910, tome I, page 502.

ARRÊT XII

CASSATION (Requêtes)

4 février 1908

Bonamy c/ Pastureau.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 2 et 1351 C. civ. et des principes de la chose jugée;

Attendu que blessé, le 24 octobre 1901, au service de son patron, Pastureau a obtenu, par jugement du 19 novembre, le demi-salaire déterminé par la loi; qu'ayant introduit une demande en révision, il a été débouté (Req., 15 novembre 1904, D. P., 1905, I, 225, 2^e espèce), le texte de l'art. 19 n'autorisant pas la révision lorsque la victime d'un accident du travail n'avait obtenu l'allocation d'aucune rente viagère; qu'il a renouvelé sa demande en vertu de la loi du 31 mars 1905, que cette demande a été déclarée recevable par l'arrêt attaqué (Bordeaux, 26 décembre 1905), auquel le pourvoi fait grief d'avoir violé le principe de l'autorité de la chose jugée;

Mais attendu que l'article 19 admet que, pendant trois ans, l'état des victimes des accidents du travail peut demeurer incertain, et, par suite, être soumis à des révisions successives, et nécessiter des décisions différentes répondant à des situations également différentes;

Attendu, d'ailleurs, que si la première demande de Pastureau a été rejetée, c'est uniquement par le motif d'irrecevabilité tiré de la législation alors existante; qu'en admettant la recevabilité de la nouvelle demande dudit Pastureau, la Cour de Bordeaux a statué par une saine interprétation et application de la loi nouvelle et qu'elle n'a pu porter atteinte à l'autorité de la chose jugée;

D'où il suit que l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes visés au moyen proposé;

Par ces motifs, rejette.

Dalloz, 1907, I, 463.

ARRÊT XIII

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

6 novembre 1906

(7^e espèce)

Aubard c/ Dugas fils et Séverin.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu, d'une part, que l'indemnité journalière du demi-salaire est, comme les rentes allouées en cas d'incapacité permanente, susceptible de révision dans les conditions déterminées par l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu, d'autre part, que les décisions rendues dans les contestations qui s'élèvent entre les ouvriers victimes d'accidents du travail et les chefs d'entreprise, comme les conventions intervenues légalement entre eux, ne sont définitives, en ce qui touche les suites de l'accident que si, dans les trois ans à partir de leur date, sous l'empire de la loi de 1898, il ne se produit pas une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime par suite des conséquences de l'accident; qu'il suit de là que l'arrêt ou le jugement, qui déclare qu'à sa date un ouvrier n'est pas atteint d'incapacité permanente, ne met pas obstacle, en vertu de la chose jugée, à ce que ce même ouvrier soit recevable à prétendre, dans le délai imparti pour les demandes en révision, que son incapacité de travail s'est aggravée et a pris le caractère de permanence qu'elle n'avait pas auparavant, et à réclamer l'indemnité afférente à son état actuel;

Attendu que l'arrêt attaqué (Bordeaux, 14 février 1905) constate qu'Aubard, ouvrier de Dugas fils et Séverin, a été victime d'un accident du travail, le 21 juillet 1901; qu'un arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux a, le 18 décembre 1902, déclaré que l'incapacité d'Aubard n'était que partielle, et a rejeté sa demande de rente viagère; que ce dernier, se fondant sur une aggravation de son infirmité, a, le 18 juillet 1904, assigné ses patrons en invoquant le bénéfice de l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que ledit arrêt a déclaré la demande d'Aubard irrecevable par ce double motif que les rentes seules sont susceptibles de révision, et que la chose jugée ne permettait pas de revenir sur l'arrêt du 18 décembre 1902;

Qu'en statuant ainsi, il a violé l'article susvisé;

Par ces motifs,

Casse et renvoie devant la Cour d'Agen.

Dalloz, 1907, I, 181.

ARRÊT XIV

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

9 janvier 1906

Travail. — Ouvrier. — Accident. — Risque professionnel. — Révision. — Demandes successives. — Recevabilité.

Pendant trois ans, l'état des victimes des accidents du travail pouvant demeurer incertain, peut donner lieu à des révisions successives et à des

décisions différentes répondant à des situations également différentes (L. 9 avril 1898, art. 19).

En conséquence, l'ouvrier débouté d'une première demande en révision est recevable à reproduire cette demande au cours des trois ans.

Et il en est ainsi encore, bien que l'aggravation d'incapacité qu'il allègue fût déjà un fait accompli lors du premier arrêt qui avait rejeté sa demande, si la manifestation n'en a été appréciable qu'à une époque postérieure, le premier arrêt n'ayant pu statuer que sur la situation telle qu'elle apparaissait au juge à ce moment.

Compagnie des Mines de Dourges c/ Offre.

La Cour d'Appel de Douai (1^{re} Ch.) a rendu, le 28 novembre 1902, un arrêt ainsi conçu en son dispositif :

« Dit que le recours en révision est ouvert à l'ouvrier blessé à qui a été allouée, soit par un accord intervenu avec le patron, soit par une décision définitive du juge de paix, une indemnité pour une incapacité de travail temporaire, lorsque, dans le délai de trois ans, celle-ci s'est transformée, par aggravation de l'infirmité, en incapacité permanente;

« Dit que Offre justifie d'une décision définitive du juge de paix de Carvin, du 23 mars 1900, lui allouant une indemnité pour incapacité temporaire de travail jusqu'à guérison complète, et qu'il a introduit sa demande en révision dans le délai concédé par le législateur à cet effet;

« Dit que l'arrêt du 26 juin, qui a décidé qu'en l'état des faits par lui constatés, Offre ne satisfaisait point alors à la condition essentielle de l'action en révision, à savoir : l'aggravation de son infirmité ne forme pas obstacle à l'exercice de cette action dans le délai de trois ans, à dater du 23 mars 1900, si ce blessé, se trouvant actuellement dans un état tout différent de celui constaté par cet arrêt et sur lequel la Cour a fondé sa décision, justifie aujourd'hui de l'aggravation de son infirmité. »

Et avant de faire droit sur ce point, la Cour ordonnait une expertise, sur le vu de laquelle elle a ensuite statué le 23 mars (1^{re} Ch.) dans les termes suivants :

« Attendu que par son arrêt, en date du 28 novembre 1902, la Cour, repoussant toutes les fins de non-recevoir opposées à Offre sur la demande en révision qu'il avait introduite, conformément aux dispositions de l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, a déclaré son action recevable et a commis trois experts à l'effet de rechercher si elle était justifiée, c'est-à-dire si l'infirmité, que l'on avait envisagée comme temporaire, s'était aggravée depuis le jugement rendu le 23 mars 1900 par le juge de paix, ou était devenue permanente;

« Attendu que les experts ont rempli la mission qui leur était confiée;

« Attendu qu'il résulte de leur rapport que l'infirmité dont Offre a été atteint à la suite d'un accident de travail, que l'on avait envisagée comme légère, et en tous cas comme temporaire, et devant disparaître par une intervention chirurgicale, s'est aggravée et par suite de la paralysie du nerf cubital, cet ouvrier est actuellement atteint d'une incapacité partielle et permanente du travail.

« Attendu que vainement la Compagnie des Mines de Dourges cherche à faire écarter la demande de Offre, par la double raison qu'une première action en révision a été rejetée par un arrêt de cette Chambre du 25 juin 1901, et que l'aggravation serait, aux termes des conclusions des experts, antérieure à cette date;

« Attendu qu'il a été déjà fait justice de la première objection;

« Que rien dans la loi ne refuse à l'ouvrier le droit de reprendre son action en révision, écartée une première fois faute de justifications suffisantes;

« Que l'on peut dire que le législateur a admis que, pendant trois ans, l'état des victimes des accidents du travail resterait incertain, soumis à des révisions successives, et qui, par la force même des choses, consacrerait des situations différentes et en apparence même contradictoires;

« Attendu que la seconde objection n'est pas davantage de nature à faire écarter la demande;

« Attendu, tout d'abord, que la détermination du moment précis où l'aggravation s'est produite paraîtra le plus souvent impossible;

« Attendu que, dans la plupart des cas, c'est successivement et par une évolution de tous les jours que l'aggravation ou l'amélioration se produira, et qu'en écartant, le 25 juin 1901, la demande de Offre par la raison qu'il ne justifiait d'aucune aggravation sur son état antérieur, la Cour n'a statué que sur la situation telle qu'elle lui apparaissait;

« Que l'on peut, d'ailleurs, répondre que si, médicalement parlant, l'aggravation était déjà à cette date un fait accompli, la manifestation de cette aggravation n'a été appréciable et d'une détermination manifeste que postérieurement;

« Attendu que, vainement encore, la Compagnie des Mines de Dourges tente de prétendre que le kyste synovial n'est point la conséquence du traumatisme dont Offre a été victime le 27 septembre 1899;

« Attendu, en effet, que si les derniers experts, qui n'ont vu le blessé que trente et un mois après l'accident, ont pu émettre un doute, les premiers experts, nommés après l'accident par le juge de paix, ont été, à cet égard, pleinement affirmatifs;

« Qu'il a été, sur leur rapport, jugé, le 23 mars 1900, par le juge de paix du canton de Carvin, que la blessure de Offre a déterminé un kyste synovial du poignet gauche;

« Que cette décision est devenue définitive;

« Attendu que les salaires de Offre étaient de 1.842 francs;

« Que la réduction de capacité professionnelle peut être évaluée à 25 %;

« *Que la rente doit avoir pour point de départ, à défaut de dispositions spéciales de la loi en matières de révision, le jour de la demande...* »

Pourvoi en cassation par la Compagnie des Mines de Dourges, pour violation des art. 1351 et 1352 C. civ., 19 de la loi du 9 avril 1898, et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a condamné la Compagnie des Mines de Dourges à payer à son ouvrier une rente annuelle viagère de 200 fr. 15, sous prétexte que rien, dans la loi, ne

refusait à l'ouvrier le droit de reprendre son action en révision écartée une première fois, faute de justifications suffisantes, alors que, d'une part, l'arrêt du 25 juin avait, par un chef préalable de sa décision, déclaré la demande du sieur Offre non-recevable à raison de la prescription annale, et que, d'autre part, la révision refusée pour une cause déterminée par un premier arrêt de justice ne pouvait lui être accordée, pour la même cause, par un second arrêt.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1351 et 1352 C. civ., 19 de la loi du 9 avril 1898 et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que, blessé le 27 septembre 1899 au service de son patron, a obtenu, par jugement du 23 mars 1900, le demi-salaire déterminé par la loi; qu'ayant introduit tardivement sa demande en paiement d'une rente viagère, il en a été débouté par arrêt du 25 juin 1901, lequel statuant en même temps sur la demande en révision, l'a déclarée mal fondée sur le vu d'un certificat daté du 20 avril 1900, et établissant que ledit Offre était atteint d'aucune incapacité permanente;

Attendu que le 3 mai 1902, Offre a renouvelé sa demande en révision, produisant, pour la première fois, des certificats médicaux, desquels il résultait qu'il avait subi une opération le 17 mai 1900, et que le 18 septembre 1900 il était atteint d'une infirmité permanente partielle, laquelle s'était manifestée entre cette date et celle du premier rapport dressé le 20 avril 1900;

Attendu que ces faits ont été confirmés par une expertise médicale ordonnée par la Cour de Douai, que, par arrêt du 28 mars 1902, la demande en révision a été admise;

Attendu que le pourvoi soutient que la révision refusée pour une cause déterminée par un premier arrêt de justice ne peut pas être accordée pour la même cause par un second arrêt;

Mais attendu que l'article 19 de la loi de 1898 admet que pendant trois ans l'état des victimes des accidents du travail peut demeurer incertain et par suite être soumis à des révisions successives et nécessiter des décisions différentes répondant à des situations également différentes;

Attendu d'ailleurs que, si au point de vue médical, l'aggravation alléguée par Offre était déjà, le 25 juin 1901, un fait accompli, la manifestation n'en a été appréciable qu'à une époque postérieure; qu'en écartant à cette date la première demande en révision, par la raison qu'Offre ne justifiait d'aucune aggravation de son état antérieur, la Cour n'a statué que sur la situation telle qu'elle lui apparaissait;

Attendu qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué, suffisamment motivé, n'a violé aucun des textes visés au moyen.

Par ces motifs,

Rejette...

Recueil spécial des Accidents du Travail. Villetard de Prunières, déc. 1935, p. 389.

ARRÊT XV

La Cour de Douai (1^{re} Ch., 26 mars 1935, Nollet c/ Compagnie des Mines de Vicoigne, Nœux et Drocourt) a estimé qu'en édictant que la demande en révision ne serait plus valable après l'expiration du délai de trois ans, à compter de l'accord ou de la décision définitive, le législateur a clairement manifesté sa volonté qu'au jour même où expirait ce délai, l'incapacité de l'ouvrier blessé devait être désormais considérée comme irrévocablement fixée et l'indemnité viagère correspondant à cet état comme définitivement acquise.

Il s'ensuit que le juge, saisi dans les délais d'une action en révision, ne peut prendre d'autre base de calcul de la rente révisable que le degré d'infirmité persistant jusqu'à ce jour, et qu'il ne saurait être autorisé à tenir compte, pour la détermination, soit de l'aggravation, soit de l'amélioration qui pourrait se produire ultérieurement, le caractère forfaitaire de la loi de 1898 s'y opposant. (*Rec.*, Douai, 1935, 219.)

ARRÊT XVI

COUR DE CASSATION (Chambre des Requêtes)

15 novembre 1931

I. — Une demande reconventionnelle introduite après l'expiration du délai de trois ans, au cours d'une instance en révision, est non-recevable.

II. — La fin de non-recevoir opposée en appel à cette demande doit être accueillie alors même que la partie qui l'oppose a conclu au fond en première instance.

Caussin c/ C^{ie} La Préservatrice.

La Chambre des Requêtes, saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la Cour de Paris, en date du 27 janvier 1930, a, sur le rapport de M. le Conseiller de Casablanca et les conclusions de M. l'Avocat général Pailhe, statué ainsi qu'il suit :

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 173 du Code de proc. civ. et 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905.

Attendu qu'à la suite d'un accident de travail, Caussin ayant, suivant procès-verbal de conciliation du 11 décembre 1923, obtenu une rente viagère calculée sur une incapacité permanente de 5 %, la Compagnie d'Assurances La Préservatrice, substituée au chef d'entreprise, sous prétexte que l'incapacité avait pris fin, intenta une action en révision en vue

de faire supprimer l'indemnité que le médecin-expert commis ayant conclu à une invalidité permanente de 7 %, la Compagnie se désista de son instance, mais que Caussin, par conclusions reconventionnelles du 8 octobre 1927, demanda l'élévation correspondante de la rente et que le Tribunal de la Seine lui donna gain de cause; que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué qui, sur l'appel de l'assureur, a décidé que Caussin était forclos, sa demande en révision ayant été formée plus de trois ans après l'attribution de la rente viagère, d'avoir violé l'article 173 du Code proc. civ. en accueillant la fin de non-recevoir tirée de la nullité de la procédure et invoquée par la Compagnie d'Assurances La Préservatrice, qui, ayant conclu au fond en première instance, n'était pas recevable à en exciper en cause d'appel.

Mais attendu que si, aux termes de l'article 173 susvisé, toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte, si elle n'est proposée avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence, cette disposition n'est applicable, ni à une nullité d'ordre public, ni à un vice de fond tiré de la déchéance de l'expiration des délais impartis pour intenter une action.

D'où il suit qu'en statuant ainsi qu'elle l'a fait, la Cour d'Appel a légalement justifié sa décision.

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

M^e CROQUEZ, avocat.

NOTE. — V. Tribunal de Valenciennes, 11 décembre 1924, et les décisions citées en note, tome XXV, page 125; Cour de Douai, 12 avril 1927, tome XXVIII, page 5; Cour de Caen, 11 février 1926, tome XXVIII, page 97.

II. — Comp. Cassation requêtes, 21 février 1922, tome XXII, page 145.

Villetard, 1935, p. 72.

ARRÊT XVII

CASSATION CIVILE (4 décembre 1934)

Présidence de M. PEAN

Révision. — Demande. — Délai de trois ans observé. — Modification de l'état postérieure à l'expiration du délai. — Non-recevabilité.

Pour qu'une demande en révision soit recevable, il ne suffit pas qu'elle soit intentée dans le délai de trois ans; il faut encore que la modification de l'état de la victime, qui sert de fondement à l'action, se soit produite avant l'expiration du délai, et il appartient au juge du fond de déterminer

la date de cette modification d'après les documents et les circonstances de la cause.

C¹⁰ des Mines de Roche-la-Molière et Firminy c/ Lafond.

La Chambre civile, saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la Cour de Lyon, en date du 17 mars 1932, a, sur le rapport de M. le Conseiller Casteil et les conclusions de M. l'Avocat général Edmond Durand, et après délibération en Chambre du Conseil, statué ainsi qu'il suit :

LA COUR,

Sur le moyen unique :

Attendu que Lafond, ouvrier au service de la Compagnie des Mines de Roche-la-Molière et Firminy, ayant, à la suite d'un accident du travail, obtenu, par procès-verbal de conciliation du 2 juillet 1926, l'allocation d'une rente annuelle et viagère, basée sur une incapacité permanente de 25 %, ladite Compagnie a formé une demande en révision fondée sur l'atténuation de l'infirmité; qu'après expertise, la Cour d'appel, réformant la décision des premiers juges qui avaient accueilli la demande, l'a écartée comme irrecevable;

Attendu que, pour qu'elle soit recevable, il ne suffit pas que l'action en révision soit intentée dans le délai de trois ans imparti par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, qui en fixe, suivant le cas, le point de départ; qu'il faut encore que la modification de l'état de la victime, qui sert de fondement à l'action, se soit produite avant l'expiration du délai; qu'il appartient au juge du fond de déterminer la date de la modification d'après les documents et les circonstances de la cause;

Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir constaté que l'action de la Compagnie des Mines a été régulièrement introduite dans le délai, déclare, interprétant les données de l'expertise, que l'amélioration s'est produite le 2 décembre 1930, donc postérieurement à l'expiration du délai légal ayant commencé à courir le 3 juillet 1926; qu'en statuant ainsi, le juge du fond a fait usage de son pouvoir souverain d'appréciation et n'a violé aucun des textes visés au moyen.

Par ces motifs,

Rejette...

M^{es} CAIL et TALAMON, avocats.

NOTE. — Il est indiqué, sous l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 19 mars 1934 (ce *Recueil*, 1934, p. 292) que la jurisprudence paraissait maintenant fixée sur la nécessité d'une amélioration ou d'une aggravation de l'état du blessé dans le délai légal de trois ans pour justifier une action en révision.

C'est aujourd'hui une certitude. La Chambre civile vient de le décider formellement dans l'arrêt reproduit ci-dessus, rendu après délibération en Chambre du Conseil.

Gazette des Tribunaux, 16 avril 1935.

ARRÊT XVIII
CHAMBRE DES REQUÊTES
30 janvier 1935

Accidents du travail. — Révision. — Demande reconventionnelle après expiration des délais. — Demande principale de l'assureur pour amélioration. — Délai légal de trois ans. — Recevabilité. — Demande reconventionnelle de l'ouvrier pour aggravation. — Délai légal expiré. — Irrecevabilité.

Une demande reconventionnelle en révision formée par un ouvrier contre l'assureur du patron pour aggravation est irrecevable si elle a été introduite plus de trois ans après le jugement ayant alloué la rente primitive.

Il en est ainsi, même si la demande principale en révision pour amélioration a été formée par l'assureur contre l'ouvrier dans le délai légal.

Perrine c/ Le Lloyd de France.

OBSERVATIONS. — Les demandes reconventionnelles en révision sont possibles. C'est ce qui résulte du renvoi de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 à l'article 16, lequel décide que le Tribunal « statue comme en matière sommaire, conformément au titre XLV du Livre II du Code de procédure civile ». Or, l'article 406 du Code de procédure civile, qui se trouve dans ce titre, admet les demandes incidentes. Une demande reconventionnelle en révision pourrait même être formée pour la première fois en cause d'appel : C. de Cassation (Ch. des Req.), 22 février 1922 (Sirey, 1923, I, 169). Mais la forme reconventionnelle ne modifie en rien les conditions de fond auxquelles est soumise l'action en révision. Notamment, elle doit être introduite dans le délai de l'article 19 : C. de Montpellier, 1^{er} mai 1926 (*Dalloz* hebdomadaire, 1926, p. 410).

A plus forte raison en est-il ainsi lorsque, comme dans l'espèce, la demande reconventionnelle est formée par voie d'assignation.

E. BERT. *Revue spéciale des Accidents du Travail*, 1904, 160.

ARRÊT XIX
COUR D'APPEL DE NANCY
11 février 1904

Leustch c/ Malnati.

ARRÊT

LA COUR,

Attendu que, suivant l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, la demande

en révision de l'indemnité doit être fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime; qu'elle est ainsi strictement limitée à ces deux cas visant une modification dans l'état du blessé qui a obtenu une indemnité;

Attendu que Leusch, pour faire aboutir son action, n'invoque pas une atténuation de l'infirmité reconnue par le jugement du Tribunal de Remiremont, qui a accordé à Malnati une pension annuelle et viagère de 300 francs; qu'il conteste, en réalité, son droit à toute indemnité en soutenant que le jugement du 31 janvier 1901 est basé sur une erreur consistant en ce qu'il a considéré comme d'origine traumatique une infirmité qui serait d'origine constitutionnelle; qu'en d'autres termes, sans prétendre que le blessé ait bénéficié d'une modification ayant atténué les conséquences de l'accident, il conteste la relation de cause à effet entre la lésion et l'accident qui, suivant le Tribunal, l'aurait produite; qu'il est donc certain que sa demande tend à faire revenir sur une décision qui a acquis l'autorité de la chose jugée, sans rentrer dans un des cas strictement délimité par la loi; qu'il s'ensuit qu'elle n'est pas recevable et qu'elle doit être écartée comme contraire aux dispositions de la loi du 9 avril 1898.

Par ces motifs,

Rejette l'appel principal comme mal fondé; reçoit au contraire l'appel incident et y faisant droit met au néant le jugement du Tribunal de Remiremont du 3 décembre 1903, dit que l'action introduite par Leusch n'est pas recevable, en conséquence l'en déboute et le condamne en tous les dépens.

Gazette du Palais, 18 et 19 octobre 1935.

ARRÊT XX

CASSATION (Chambre civile)

31 juillet 1935

Accidents du travail. — Procès-verbal de classement. — Reconnaissance par les deux parties de l'inapplicabilité de la loi de 1898. — Nullité de l'ordonnance. — Prescription trentenaire.

Toute convention passée en dehors des prescriptions de la loi du 9 avril 1898 est nulle de plein droit, d'une nullité d'ordre public, qui peut être invoquée par tout intéressé et que le juge a le devoir de prononcer d'office.

Est atteinte d'une pareille nullité l'ordonnance du président du Tribunal qui donne acte aux parties de leur reconnaissance de l'inapplicabilité à la cause de la loi du 9 avril 1898, à l'occasion d'un accident régi par les dispositions de cette loi.

La durée de la prescription de cette action en nullité d'une convention contraire à la loi n'est soumise qu'à la prescription de droit commun de trente ans, la loi du 9 avril 1898 ne contenant sur ce point aucune disposition spéciale, et la prescription de l'article 1304 du Code civil ne pouvant être appliquée à une nullité absolue, d'ordre public, qui ne saurait être couverte par une confirmation ou ratification postérieures.

Cassation, au rapport de M. le Conseiller Casteil, et sur les conclusions conformes de M. l'Avocat général Durand, d'un arrêt rendu le 6 décembre 1893 par la Cour d'Appel de Rennes, au profit de la Commune de Concarneau et de la Compagnie d'Assurances La Winterthur, contre la dame veuve Le Barillec.

M^{es} TALAMON et JOLLY, avocats.

ARRÊT XXI

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

17 novembre 1932

Révision. — Conditions. — Nécessité d'une indemnité antérieurement allouée. — Frais médicaux et pharmaceutiques non assimilés à une indemnité.

Renaud c/ C^{ie} Singer.

L'action en révision n'est recevable qu'autant que la victime a obtenu antérieurement l'allocation d'une indemnité.

On ne saurait assimiler au paiement d'une indemnité le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques et permettre la révision lorsque la victime n'a pas eu d'autre allocation.

(Ici, accident le 3 août 1925 avec troubles dyspeptiques, mais prescription d'un an pour le jugement du 28 avril 1927.)

Revue Générale des Assurances Terrestres, 1932, 607.

ARRÊT XXII

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

22 février 1932

Révision. — Absence de rente et d'indemnité temporaire. — Demande irrecevable.

Une demande en révision est irrecevable lorsque le demandeur n'a obtenu, à l'occasion de l'accident de travail allégué par lui, ni rente viagère, ni indemnité temporaire.

Nouet c/ C^{ie} des Chemins de Fer de Lunéville.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation par fausse application de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale :

Attendu que Nouet, ouvrier au service de la Compagnie des Chemins de Fer de Lunéville, Blamont, Badonvillier, prétendant avoir reçu le 8 mars 1926, pendant son travail, un corps dur dans l'œil gauche et être atteint d'une incapacité permanente consistant dans une perte partielle de la vision, assigna le chef d'entreprise, le 17 novembre 1928, bien qu'il n'eût à aucun moment interrompu son travail, en paiement d'une rente viagère; que sa demande ayant été reconnue prescrite comme étant introduite après l'expiration du délai d'un an imparti par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898, il intenta contre lui, le 20 juillet 1929, une action en révision qui, d'après le pourvoi, a été jugée à tort recevable;

Mais attendu que l'arrêt constate que Nouet n'était pas fondé à exercer une action en révision, non parce que sa demande de rente avait été prescrite, mais uniquement à raison de ce qu'il n'avait obtenu, à l'occasion de l'accident du travail qu'il alléguait, ni rente viagère, ni indemnité temporaire;

D'où il suit qu'en statuant ainsi, la Cour de Nancy, dont l'arrêt est motivé, a légalement justifié sa décision.

Par ces motifs,

Rejette la requête...

NOTE. — La loi du 31 mars 1905, modifiant l'article 19 de la loi de 1898, permet d'intenter une action en révision, encore qu'aucune rente d'incapacité définitive n'ait été attribuée. Mais il faut alors qu'il y ait eu une indemnité journalière d'incapacité temporaire allouée à la suite d'une décision du juge de paix, soit à la suite d'un accord entre les parties. Si cette indemnité journalière n'a pas été donnée à la victime, il ne peut évidemment s'agir d'une action en révision. La question n'a jamais été discutée à notre connaissance, et sans doute en raison de cette évidence. On peut s'étonner qu'un pourvoi en cassation ait été formé dans ces conditions.

Jurisprudence de la Cour de Douai, 1928, 199.

ARRÊT XXIII

COUR D'APPEL DE DOUAI (1^{re} Ch. civ.)

9 mai 1928

Accidents du travail. — Action en révision. — Délai de trois ans. —

Point de départ. — Consolidation. — Pas de modification alléguée survenue dans ledit délai. — Action non-recevable.

L'ouvrier victime d'un accident de travail qui, à l'appui d'une action en révision, n'apporte aucune allégation propre à établir aucune modification survenue dans son état dans les trois ans depuis la consolidation de sa blessure, n'est pas recevable en son action en révision.

C^{ie} de Distribution de Force et Lumière c/ Pace.

Ainsi jugé sur l'appel d'un jugement du Tribunal d'Arras rendu le 13 octobre 1926 :

ARRÊT

LA COUR,

Attendu que la Compagnie de Distribution de Force et Lumière fait appel d'un jugement du Tribunal d'Arras qui a ordonné au profit de son ouvrier Pace Gino, victime d'un accident du travail, une expertise à l'effet d'examiner le blessé, de fixer le taux de réduction de capacité, la date de la consolidation de la blessure, de dresser rapport de ces constatations pour qu'il soit ensuite statué par le Tribunal, ce que de droit;

Attendu qu'il est exact en fait que le 1^{er} décembre 1922, l'ouvrier Pace, de nationalité italienne a, lorsqu'il travaillait pour la Compagnie Force et Lumière, été blessé à la main droite;

Qu'un écrasement de la phalange de l'auriculaire droit a entraîné pour lui une désarticulation du membre blessé et qu'il en résulte pour Pace une incapacité permanente et partielle;

Attendu que le 14 décembre 1922, le juge de paix procéda à l'enquête prescrite par la loi du 9 avril 1898 et qu'au procès-verbal de ladite enquête était joint un certificat médical concluant à une incapacité permanente partielle consécutive à l'écrasement et à la désarticulation du doigt;

Que, cependant, Pace négligeant de faire les diligences nécessaires, n'engageait qu'en 1924 son action vis-à-vis de son employeur;

Qu'à bon droit, dès lors, la tentative de conciliation ayant eu lieu le 1^{er} avril 1924, soit plus de quinze mois après l'accident, le Tribunal d'Arras, saisi d'une demande de paiement de rente, déclarait l'action prescrite par son jugement du 24 décembre 1924;

Attendu que le 25 mars 1925, Pace engageait une nouvelle action en paiement de rente sous forme d'action en révision basée sur une aggravation survenue depuis la date à laquelle l'indemnité journalière avait cessé d'être due;

Que les premiers juges ont admis sa demande en principe et ordonné une enquête en estimant que dès maintenant qu'une aggravation s'était révélée depuis la consolidation de la blessure;

Attendu cependant qu'aucune rente n'ayant été accordée à l'ouvrier, il peut effectivement former une demande en révision de l'indemnité journalière basée sur une aggravation survenue depuis la date à laquelle l'indemnité journalière a cessé d'être due, c'est-à-dire depuis la date de la

consolidation de la blessure, mais qu'en l'espèce, la consolidation de la blessure subie par Pace a été constatée dès le 21 décembre 1922 par le médecin traitant;

Qu'à cette date, l'ouvrier avait déjà subi l'amputation de l'auriculaire écrasé et était atteint de l'incapacité permanente partielle de travail dont il excipe aujourd'hui;

Que sa situation ne s'est transformée en aucune manière depuis cette époque, ni par aggravation, ni par atténuation de son état;

Attendu, cependant, que la demande en révision ne trouverait sa base que dans une modification, soit par aggravation, soit par atténuation de l'infirmité contractée, et que tel n'est pas le cas de l'espèce, Pace n'apportant à cet égard aucune allégation propre à établir un fait nouveau;

Que, dès lors, l'action suivie par Pace est irrecevable comme tardive, la loi du 9 avril 1898, qui est d'ordre public, ayant limité à trois ans le délai pendant lequel l'action en révision, fondée sur un fait nouveau modifiant l'état du blessé, pourrait être portée devant les tribunaux;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé;

Met à néant le jugement dont est appel;

Décharge la C¹^e de Distribution de Force et Lumière des condamnations prononcées contre elle;

Constata que Pace n'allègue aucune modification de son état survenue depuis le 20 décembre 1922;

Dit, en conséquence, qu'il est irrecevable en son action en révision, l'en déboute...

NOTE. — Cette jurisprudence n'a plus cours maintenant, voir à ce sujet arrêt 43 et arrêt 44 — la constatation d'une I. P. P. constituant en elle-même une preuve d'aggravation.

Dalloz, 1911, I, 303.

ARRÊT XXIV

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

15 février 1910

Travail. — Ouvrier. — Accident. — Révision. — Aggravation. — Conséquence de l'accident.

Une aggravation d'incapacité ne constitue pas une base légale à l'action en révision, si elle n'est pas la conséquence normale de l'évolution du traumatisme, mais a pour cause la négligence de l'ouvrier et son refus injustifié de se prêter à une opération.

...Alors, du moins, qu'il s'agit d'une opération tout à fait bénigne, insignifiante et sans danger aucun (L. 9 avril 1898, art. 19).

Guerry c/ Bourseau.

La Cour de Paris (7^e Ch.) a rendu, le 20 juillet 1909, un arrêt ainsi conçu sur une demande en révision formée par l'ouvrier Guerry :

« Considérant que le D^r Reclus, dans son rapport du 26 mars 1906, lors de la conciliation intervenue entre les parties au sujet de la rente à allouer à Guerry, s'exprimait ainsi dans des conclusions : « L'écrasement
« du pied a laissé chez l'accidenté une cicatrice irrégulière et cornée,
« qui se termine en avant par un pli cutané siegeant juste sur la partie
« moyenne de la face plantaire. Aussi, lorsque le blessé appuie le pied
« par terre, ce pli cutané est violemment pincé et provoque de vives dou-
« leurs. Pour y échapper, Guerry est forcé de marcher sur le bord externe
« du pied. Une opération permettrait d'étaler ce pli de la peau et, par
« conséquence, ferait disparaître cette cause de douleur. »

« Considérant que, dans son rapport du 9 mai 1906, le même expert formule ainsi son opinion au sujet de la demande en révision de Guerry :
« Nous avons proposé une opération il y a deux ans, et le blessé n'a pas
« accepté notre avis. Il s'est mis à marcher non sur la plante du pied,
« mais sur le bord extérieur, un durillon nouveau s'est formé en dehors
« de la cicatrice primitive... Il est donc incontestable que l'état de Guerry
« s'est aggravé, et qu'à la première lésion s'en est ajoutée une seconde...
« Aussi, regrettons-nous beaucoup que l'opération primitivement proposée
« n'ait pas été pratiquée chez le blessé. Aujourd'hui, ce n'est plus une
« opération, c'est deux qu'il faudrait faire, et peut-être seraient-elles un
« peu moins efficaces à elles deux que la première à elle toute seule.
« Néanmoins, comme elles sont absolument sans gravité, nous les con-
« seillons très vivement, et nous sommes persuadés que le résultat en
« serait très favorable. A défaut d'opération, nous sommes persuadés
« qu'une chaussure orthopédique bien faite pourrait atténuer, dans des
« proportions considérables, les inconvénients de ces productions, qui ne
« sont en définitive que des productions cornées, en tout semblables à
« des cors »;

« Considérant qu'étant données les affirmations absolues de l'homme de l'art au sujet de l'absence complète de gravité d'une légère opération devant produire une amélioration certaine dans l'état de Guerry, on ne saurait méconnaître que le durillon nouveau, qui s'est formé en dehors de la cicatrice primitive, ne s'est produit que parce que le blessé a refusé de se prêter à une opération tout à fait bénigne et a préféré continuer à marcher sur le bord externe du pied;

« Que ce second durillon, qui constitue l'aggravation sur laquelle est basée la demande en révision, ne s'est produit que parce que le blessé a refusé de se prêter à une opération tout à fait bénigne et a préféré marcher sur le bord externe du pied;

« Considérant que s'il est loisible à l'ouvrier de se refuser à toute

opération pouvant présenter un caractère certain de gravité, il en est autrement lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit d'une intervention chirurgicale insignifiante, sans aucun danger, et constituant, pour ainsi dire, le traitement nécessaire pour faire disparaître les douleurs causées par la lésion;

« Considérant que, dans ces conditions, l'intimé est mal fondé à réclamer une augmentation de la rente qui lui est servie, pour une aggravation qui n'est pas la conséquence normale de l'évolution du traumatisme, mais bien au contraire a pour cause sa négligence et son refus injustifié de se prêter à une opération presque nulle, qui l'aurait empêché d'entretenir, comme il l'a fait, une infirmité qui ne tenait qu'à lui d'améliorer, sinon de faire disparaître;

« Qu'il doit donc supporter les conséquences de cette aggravation... »

Pourvoi en cassation par le sieur Guerry, pour violation des art. 19 et 20 de la loi du 9 avril 1898, et 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs en ce que la Cour a rejeté une demande en révision d'indemnité pour aggravation de l'infirmité originaire, sous le prétexte que la victime de l'accident ne s'était pas prêtée à une opération chirurgicale, nécessitant la chloroformisation, et qu'il n'est pas constaté, dans l'espèce, que l'emploi du chloroforme eût été inutile.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique, pris de la violation des art. 19 et 20 de la loi du 9 avril 1898, et 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs :

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que le médecin qui avait donné ses soins à Guerry, lors de l'accident qui lui était survenu au pied dans le travail, lui avait indiqué comme traitement approprié à sa blessure une opération chirurgicale bénigne et insignifiante; que celui-ci s'est refusé à la supporter et que, par suite de ce refus, il était survenu un nouveau durillon, qui constitue l'aggravation sur laquelle est basée sa demande de révision de la rente qui lui était servie;

Qu'en rejetant cette demande d'augmentation de rente par le motif que l'aggravation survenue n'est pas la conséquence normale de l'évolution du traumatisme, mais a eu pour cause la négligence du demandeur et son refus injustifié de se prêter à une opération d'ailleurs sans danger aucun, l'arrêt attaqué, qui satisfait pleinement aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, n'a violé ni les articles 19 et 20 de la loi de 1898, ni aucune autre loi;

Par ces motifs,

Rejette....

Dalloz, 1904, 2, 97.

ARRÊT XXV

COUR D'AIX

17 janvier 1903

Satre et C^{ie} c/ Damour.

ARRÊT

LA COUR,

Attendu que du rapport de l'expert désigné par la Cour, dans son arrêt du 6 juin 1902, il résulte que l'état de Damour s'est bien aggravé, mais que « l'aggravation lente et successive qui s'est produite est due à des causes étrangères à l'accident, et tient surtout à la façon défectueuse avec laquelle il a cru devoir se traiter lui-même, et qu'elle ne peut être considérée comme une conséquence normale de l'accident » ;

Par ces motifs, déboute Damour.

Dalloz, 1917, I, 15.

ARRÊT XXVI

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

16 décembre 1912

Société des Grands Travaux de Marseille c/ Denestèbe.

ARRÊT

LA COUR,

Sur les deux moyens réunis :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Jean Denestèbe, ouvrier de la Société des Grands Travaux de Marseille, a été victime d'un accident du travail le 1^{er} mai 1908; qu'après avoir suivi le traitement qui lui a été prescrit, il est demeuré atteint d'incapacité permanente et totale;

Qu'il constate, en outre, que Denestèbe refuse formellement à se prêter à une opération chirurgicale demandée par la Société; qu'il déclare que l'ouvrier victime use d'un droit incontestable; qu'il rejette par suite la demande d'expertise sollicitée par la Société à l'effet d'établir la réduction d'incapacité que pourrait amener chez Denestèbe l'intervention chirurgicale, et condamne la Société à servir à son ouvrier la rente déterminée par la loi;

Attendu qu'en statuant ainsi ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Attendu, en effet, que si le blessé, qui au cours du traitement a refusé

de subir une opération chirurgicale, ne peut demander la révision de l'indemnité qui lui a été accordée en invoquant l'aggravation de son état, lorsque cette aggravation est due à son refus même, par contre, le chef d'entreprise ne peut, la blessure consolidée, obliger son ancien ouvrier à se soumettre à des expériences chirurgicales pouvant améliorer sa situation, et, par suite, diminuer la rente à laquelle lui donne droit son incapacité actuelle, expériences que l'aléa de toute opération rend toujours dangereuses;

Par ces motifs,

Rejette.....

Dalloz, 1921, I, 91.

ARRÊT XXVII

CASS. REQ.

8 janvier 1918

Mulot c/ C^{ie} l'Union et le Phénix Espagnol.

ARRÊT

— LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué (Paris, 11 décembre 1916) que la demande introduite par Mulot en vue d'obtenir une augmentation de la rente à laquelle lui donnait droit l'accident du travail dont il avait été victime reposait sur une aggravation due à l'existence d'une synovie du poignet, qui s'était développée sous l'influence d'un travail excessif, mais qui, cependant, pouvait être rattachée à l'accident lui-même; que, d'après les conclusions de l'expert, cette synovie n'était pas incurable, et que l'intervention chirurgicale (incision, lavages phéniqués suivis de pansements de Lister avec drains), qui pouvait être tentée avec succès, constituait un traitement relativement peu douloureux, et qui n'exposait pas l'ouvrier à des conséquences fâcheuses;

Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt d'avoir repoussé la demande en révision par ce motif que l'ouvrier avait refusé de se soumettre au traitement susceptible de faire disparaître l'aggravation de 6 % dont il se plaignait, et soutient que si, dans l'instance primitive en fixation de l'indemnité, la victime de l'accident est tenue de se prêter à une opération sans gravité, cette obligation ne peut lui être imposée quand elle réclame la révision de l'indemnité pour cause d'aggravation;

Attendu que si le patron, après le règlement de l'indemnité, ne saurait être fondé, pour obtenir une réduction de la rente qu'il est condamné à

servir, à exiger que la victime subisse une nouvelle opération, il n'en est pas ainsi lorsque c'est la victime elle-même qui intente l'action et fait valoir une aggravation survenue dans son état; que dans ce cas, le patron a le droit d'opposer à la demande de l'ouvrier le refus de celui-ci de subir un traitement sans gravité qui supprimerait l'aggravation; qu'en conséquence, l'arrêt attaqué, qui a constaté le caractère de bénignité de l'intervention jugée nécessaire, a pu, à bon droit, rejeter la demande de l'ouvrier, en raison du refus de Mulot de se prêter à cette intervention; qu'il résulte de ce qui précède qu'en statuant comme elle l'a fait, la Cour de Paris, dont la décision est motivée, n'a violé aucun des textes visés au moyen;

Par ces motifs, rejette.....

Moniteur Judiciaire de Lyon, 1^{er} mars 1932.

ARRÊT XXVIII

COUR D'APPEL DE LYON (2^e Ch.)

16 mars 1931

Accidents du travail. — Révision. — Nécessité que l'aggravation soit postérieure au jour de la consolidation de la blessure.

Si la loi du 31 mars 1905, complétant la loi du 9 avril 1898, ouvre la voie de la révision au blessé dont l'accident paraissait, au début, n'avoir entraîné qu'une incapacité temporaire, mais dont l'état s'est aggravé au cours des trois années qui ont suivi, encore faut-il que l'aggravation soit postérieure au jour de la consolidation de la blessure et à celui où l'ouvrier a repris son travail.

Croizier, Rochette et C^{ie} c/ Beyron.

Attendu que la dame Beyron a été, le 16 septembre 1925, victime d'un accident du travail, alors qu'elle travaillait dans l'usine des sieurs Croizier, Rochette et C^{ie}, fabricants de chapeaux à Chazelles-sur-Lyon (Loire), que si l'accident fut déclaré, la victime n'engagea aucune procédure à cette époque pour déterminer l'incapacité de travail dont elle était atteinte, se contentant de toucher ses demi-salaires;

Attendu que le 8 février 1926, elle reprit son travail chez les appelants; que l'on est donc en droit d'en conclure qu'elle était guérie;

Attendu qu'à la date du 21 octobre 1928, l'intimée déposa au greffe du Tribunal civil de Montbrison une demande en révision en prétendant que son état s'était aggravé et qu'elle avait droit à une rente;

Attendu que si, bien que la loi du 31 mars 1925, complétant l'art. 9 de la loi du 9 avril 1898, ouvre la voie de la révision au blessé, dont l'accident paraissait au début n'avoir entraîné qu'une incapacité temporaire,

mais dont l'état s'est aggravé au cours des trois années qui ont suivi (Sachet, 7^e édition, n° 1358, p. 256 et 257; Cass., 6 novembre 1906, D., 1907, I, 43), encore faut-il que l'aggravation soit postérieure au jour de la consolidation de la blessure et où celui où l'ouvrière a repris son travail;

Or, attendu que le D^r Vial, nommé en qualité d'expert par ordonnance du président du Tribunal civil de Montbrison du 20 février 1909, à l'effet d'examiner la dame Beyron, déclare dans son rapport que celle-ci est atteinte, du fait de l'accident, d'une incapacité de travail de 8 %, et que la date de la consolidation de la blessure peut être fixée au 8 février 1926;

Attendu que, dans ces conditions, l'aggravation ne s'étant pas produite après la reprise du travail par l'intimée, qui ne s'est pas conformée aux dispositions impératives de la loi de 1898, celle-ci ne peut user de la voie de la révision; qu'elle doit être déboutée de sa demande, et que l'appel des sieurs Croizier et Rochette et de la C^{ie} Le Secours doit être accueilli;

Par ces motifs,

LA COUR,

Réforme le jugement du Tribunal civil de Roanne du 31 octobre 1930;

Déboute la dame Beyron de sa demande; décharge les appelants des condamnations prononcées contre eux;

Condamne la dame Beyron en tous dépens...

Dalloz, 1917, I, 15.

ARRÊT XXIX

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

14 mai 1912

Augier c/ Charpenay.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Attendu que l'ordonnance rendue le 24 novembre 1909 par le président du Tribunal civil de Lyon constate que le représentant d'Augier, le patron et Charpenay, l'ouvrier victime d'un accident du travail, ont comparu devant ce magistrat; que le premier a prétendu que l'action de l'ouvrier, en tant qu'elle tendait à l'allocation d'une rente pour incapacité permanente, était prescrite, et qu'il a soutenu que Charpenay ne pouvait pas non plus se pourvoir en révision de l'indemnité journalière qui lui avait été accordée; que Charpenay a protesté spécialement en ce qui concernait le droit qu'il avait de demander la révision de l'indemnité

journalière pendant trois ans, à partir du jour où elle avait cessé de lui être due; que le président, n'ayant pu mettre les parties d'accord, les a renvoyées à se pourvoir devant le tribunal;

Attendu que de ces constatations, il résulte qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905; qu'il importe peu que le président ait été saisi du litige par l'envoi que lui a fait le juge de paix de l'enquête à laquelle il avait été procédé, conformément à l'art. 15 de ladite loi, et non par voie de déclaration au greffe, comme il eût dû l'être si la demande de Charpenay eût eu, dès le principe, le caractère d'une demande en révision;

Qu'aucune disposition de la loi n'interdit à la victime d'un accident du travail de modifier sa demande devant le président et de convertir une demande en allocation de rente, à laquelle la prescription est opposée, en une action en révision de l'indemnité journalière qui lui a été précédemment consentie; que, dès qu'il est constant que les parties ont comparu devant le président du tribunal compétent et qu'elles ont exposé devant ce magistrat leurs prétentions contradictoires, les prescriptions imposées par la loi dans un intérêt d'ordre public ont été observées, qu'il suit de ça que le moyen manque en fait;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Charpenay, ouvrier d'Augier, victime d'un accident du travail, le 10 septembre 1907, a touché l'indemnité journalière jusqu'au 7 novembre 1907; que se prétendant atteint d'une incapacité permanente, Charpenay a, le 20 janvier 1910, cité Augier en révision de l'indemnité journalière qu'il lui aurait payée et, par suite, en allocation de la rente déterminée par la loi; que ledit arrêt a nommé un expert avec mission d'examiner Charpenay et de dire quelle incapacité il a subie du fait de ses blessures; qu'il a rejeté les conclusions d'Augier tendant à ce que l'expert recherchât si Charpenay, à la date de la consolidation de sa blessure, était atteint d'incapacité permanente, et s'il y avait eu, depuis cette époque, une aggravation de son état; qu'en statuant ainsi, il a fait une juste application de la loi;

Attendu, en effet, que si la date de la consolidation de la blessure, qui se confond avec celle où l'indemnité temporaire cesse d'être due, sert de point de départ au délai de trois ans pendant lequel la révision de cette indemnité peut être demandée, cette même date n'a pas été prise en considération par la loi pour déterminer le moment où soit l'aggravation, soit l'atténuation de l'infirmité autorisaient la révision;

Qu'en l'absence de toute disposition précise à cet égard, il convient de concilier les droits des parties avec le respect dû à la chose jugée, et, par suite, de distinguer entre la révision d'une rente précédemment accordée ou allouée et celle de l'indemnité temporaire; que si l'une et l'autre révisions se fondent sur une aggravation ou une atténuation des conséquences de l'accident, il faut, dans le premier cas, que la modification survenue dans l'état de la victime soit postérieure à l'accord des parties

sanctionné par le président du tribunal ou à la décision passée en force de chose jugée, qui a fixé la rente, que dans le second cas, au contraire, le seul fait que l'indemnité temporaire ait été accordée ou allouée ouvre au bénéficiaire le droit d'en demander la révision à quelque époque que, depuis l'accident, son incapacité, de temporaire, soit devenue permanente; que rien alors n'a été convenu ni jugé relativement aux conséquences ultérieures de l'accident;

Que l'accord libre des parties ou la sentence du juge de paix n'ont porté que sur la nature de l'accident, sur l'état de maladie qu'il entraînait, sur les rapports qui existaient entre le chef d'entreprise et la victime, et, enfin, sur le salaire de ce dernier;

Que le juge, saisi d'une demande en révision de l'indemnité temporaire, a donc toute liberté pour constater l'état de la victime au jour où il statue, et lui accorder la rente déterminée par la loi si son incapacité est devenue permanente; qu'il n'en serait autrement que si, avant l'instance en révision, une demande en allocation de rente avait été repoussée par une décision passée en force de chose jugée, par le motif que la victime ne serait pas atteinte d'incapacité permanente;

Que, dans ce cas, et même au cas où une rente a été allouée et pour les mêmes raisons, le demandeur en révision devrait établir que l'aggravation de son incapacité est postérieure à cette décision;

Attendu que telle n'est pas la situation de Charpenay qui, avant l'instance actuelle, n'a saisi le juge compétent d'aucune demande d'allocation de rente;

Qu'il importe peu, enfin, que l'action en indemnité de Charpenay fut prescrite lorsqu'il a introduit sa demande en révision; que ces deux actions sont indépendantes l'une de l'autre et sont régies par des règlements propres;

Par ces motifs,

Rejette.....

Dalloz hebdomadaire, 1926, 82.

ARRÊT XXX

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

4 janvier 1926

Travail. — Accident. — Révision. — Seconde instance. — Aggravation antérieure. — Prise en considération.

Si, en principe, les juges d'une seconde instance en révision ne doivent faire état, pour l'élévation du montant de la rente, que des aggravations d'infirmités survenues depuis la décision rendue sur l'instance précédente en révision, cette règle souffre une exception lorsque les lésions constitutives d'aggravation, tout en existant déjà au moment de cette instance,

n'avaient pu être prises en considération parce qu'elles n'étaient ni contrôlables ni perceptibles à l'aide de moyens habituels d'investigation.

C¹^e l'Europe et autres c/ Bien.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique :

Attendu que le 7 avril 1916, Bien, ouvrier au service d'Allard, a été au cours de son travail heurté dans la région lombaire par un noyau de ventilateur de 80 kilos, tombé d'un pont électrique; que la première expertise médicale a révélé des fractures de la colonne vertébrale, une disjonction sacro-iliaque gauche avec arrachement osseux parcellaire du sacrum; que ces lésions ayant été considérées comme à peu près guéries, la rente égale allouée à la victime a été, par arrêt du 26 juillet 1919, fixée d'après un taux d'incapacité de 15 %; qu'en suite d'une première instance en révision, un arrêt du 3 janvier 1921 a élevé le degré d'incapacité de travail à 30 %, conformément aux conclusions des experts qui, sur le vu d'une épreuve radiographique, ont continué à affirmer la guérison à peu près complète de la fracture des vertèbres;

Attendu qu'une seconde instance en révision ayant été introduite, les experts ont, à l'aide d'une nouvelle radiographie, découvert des lésions osseuses de la colonne vertébrale qui, bien que non apparentes sur l'épreuve radiographique annexée à l'expertise de l'instance précédente, existaient déjà en grande partie à cette époque, et ils ont estimé que l'accident dont Bien avait été victime occasionnait une incapacité actuelle de travail de 90 %, dont 1/10^e seulement se serait produit depuis l'expertise de la précédente instance en révision; que les conclusions du rapport d'expert ont été adoptées par l'arrêt attaqué;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, l'arrêt attaqué a été fondé à fixer à 90 % la réduction actuelle de capacité, et à élever, dans la mesure de ce degré d'incapacité, la rente annuelle et viagère à la charge de l'assureur substitué au chef d'entreprise;

Attendu, en effet, que si, en principe, les juges d'une seconde instance en révision ne doivent faire état, pour l'élévation du montant de la rente, que des aggravations d'infirmité survenues depuis la décision rendue sur l'instance précédente en révision, cette règle souffre une exception lorsque les lésions constitutives d'aggravation, tout en existant déjà au moment de cette instance, n'avaient pu être prises en considération parce qu'elles n'étaient ni contrôlables ni perceptibles à l'aide des moyens habituels d'investigation;

...Cette aggravation doit être réputée nouvelle et, comme telle, donne droit à une élévation correspondante du montant de la rente;

D'où il suit que l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes de loi visés au pourvoi;

Par ces motifs,
Rejette...

OBSERVATIONS. — V. Req., 9 janvier 1906; D. P., I, 181; Sachet, tr. de la législat. sur les accid. du trav., 6^e édit., t. 2 N., 1359, *in fine*, p. 88.

Dalloz hebdomadaire, 1932, 76.

ARRÊT XXXI

COUR D'APPEL DE PARIS (7^e Ch.)

26 octobre 1931

Travail. — Accident. — Révision. — Aggravation. — Fracture inaperçue au moment de l'accident. — Radiographie. — Fait nouveau.

L'aggravation d'une blessure doit être réputée nouvelle, s'il est constant que les médecins qui ont examiné le blessé à l'époque de l'accident, ne disposant pas d'appareils de radiographie, n'ont pu percevoir la fracture qui existait déjà, mais qu'il était inappréciable à la seule palpation et invisible à l'examen minutieux de la région, et que seule la radiographie a pu révéler.

Houroux c/ Houroux et C^{ie} d'assurances La Prévoyance.

ARRÊT

LA COUR,

Considérant que Houroux, Georges, ouvrier mécanicien, au service de Houroux, Emile, garagiste, a été victime de deux accidents du travail, dont l'un, le 14 novembre 1927, a, d'après le certificat du D^r Poulaine, causé une contusion violente de la région lombaire droite; l'autre, le 8 mai 1929, qui a causé une contusion dorsale inférieure, suivant certificat du D^r Leduc, que chacun de ces accidents a entraîné une incapacité de travail de douze jours;

Considérant que Houroux a introduit, le 3 décembre 1929, une instance en révision, que le D^r Billaudel, nommé expert par le Tribunal d'Auxerre, a déposé son rapport le 25 septembre 1930;

Considérant que cet expert relate que l'examen minutieux de la région corso-lombaire de Houroux ne décèle rien de probant, que l'examen radiologique, indispensable en pareil cas, lui a donné la clef du problème et lui a révélé l'existence indiscutable d'une fracture de l'apophyse transverse droite de la première vertèbre lombaire;

Considérant qu'il estime que cette fracture a été déterminée par le premier accident survenu en novembre 1927; « que cette fracture a été méconnue à cette époque, ce qui est naturel en l'absence d'examen radiographique »; que l'accident suivant de mai 1929 n'a fait que réveiller

les douleurs consécutives à l'accident précédent, et que celles-ci reparaissent maintenant de façon de plus en plus fréquentes; qu'il évalue à 20 % l'incapacité permanente de travail à compter du 28 novembre 1927;

Sur la recevabilité de l'action révision :

Considérant qu'elle n'est plus contestée et adoptant de ce chef les motifs des premiers juges.

Sur le fond :

Considérant que l'aggravation de l'état du blessé consiste en une fracture de l'apophyse de la première vertèbre lombaire inappréciable à la seule palpation et invisible à l'examen de la région; qu'elle a été décelée seulement par une épreuve radiographique faite au cours de l'expertise du D^r Billaudel, que cette aggravation doit être réputée nouvelle puisqu'il est constant que les docteurs d'Avallon, Poulaine et Leduc, qui avaient examiné Houroux en 1927 et 1929, ne l'avaient pas radiographié et ne disposaient même pas d'appareils de radiographie; que, par suite, les lésions constitutives de l'aggravation, tout en existant déjà au moment des premiers accords entre les parties sur la double incapacité temporaire de travail, leur étaient inconnues et n'avaient pu être prises en considération parce qu'elles n'étaient ni contrôlables ni perceptibles à l'aide des moyens habituels d'investigation dont disposaient les médecins d'Avallon;

Considérant que ne sont discutés ni l'appréciation de l'expert évaluant à 20 % l'incapacité de travail de la victime, ni le salaire de base qui est de 10.181 fr., ni le point de départ de l'aggravation.

Par ces motifs,

Confirme le jugement sur la recevabilité de l'action en révision introduite par Houroux, le réformant quant au fond, dit cette action bien fondée;

Condamne la veuve Houroux (Emile) et la Compagnie La Prévoyance à payer à Georges Houroux, trimestriellement, à termes échus à partir du 28 novembre 1927, une rente annuelle et viagère de 854 fr. 52, calculée sur un salaire de base de 10.181 francs et sur un taux de réduction de capacité de travail de 20 %;

Dit la Compagnie La Prévoyance, assureur de la veuve Houroux, lui sera substitué pour le paiement de ladite rente.

OBSERVATIONS. — V. Rép. prat. V. *Accidents du travail*, n° 361 et suiv. Supplém. hebd., v. n° 361 et suiv.

Gazette du Palais, 2^e sem. 1931, 403.

ARRÊT XXXII

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

8 juin 1931

Responsabilité civile. — Accidents du travail. — Révision (L. 9 avr.

1898, art. 19). — *Aggravation de l'état de la victime. — Incapacité temporaire. — Incapacité permanente faisant suite. — Ordonnance de conciliation. — Conséquences ultérieures de l'accident.*

Le juge saisi d'une demande de révision de l'indemnité temporaire qui peut être formée à quelque époque que, depuis l'accident, l'incapacité de temporaire soit devenue permanente, a toute liberté pour constater l'état de la victime au jour où il statue et lui accorder une rente déterminée par la loi si son incapacité est devenue permanente.

Et le demandeur n'est pas tenu d'établir que son aggravation est postérieure au procès-verbal de conciliation, alors que, lors de la comparution des parties devant le Président du Tribunal, rien n'a été convenu ni jugé relativement aux conséquences ultérieures de l'accident.

Barton et Gueslier et C^{ie} d'Assur. La Paternelle c/ Le Bail.

MM. Barton et Gueslier et leur assureur, la Compagnie La Paternelle, se sont pourvus en cassation d'un arrêt de la Cour de Bordeaux rendu le 4 mars 1930 au profit de M. Le Bail.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation et fausse application des articles 16, 18, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898, 1109, 1110 et 1134 C. civ., et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que Le Bail, ouvrier de chai au service de Barton et Gueslier, négociants en vins à Bordeaux, ayant été victime, le 11 mai 1924, d'un accident du travail, et une expertise médicale ayant conclu à la consolidation de la blessure au 15 décembre 1924, une ordonnance de conciliation intervint le 3 février 1925, qui constatait que les parties étaient d'accord sur l'absence de toute incapacité permanente et substituait l'assureur au chef d'entreprise pour le payement du demi-salaire;

Attendu que, moins d'un an après, Le Bail, contraint d'abandonner son travail, fut soumis à l'examen de trois experts qui déclarèrent qu'il était atteint d'une incapacité permanente évaluée à 15 %, dérivant de l'accident et remontant au 15 décembre 1924; que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir accueilli sa demande de rente viagère, alors qu'il était lié par le contrat judiciaire résultant de l'accord en conciliation et qu'aucune aggravation ne s'étant produite dans son état depuis lors, son action en révision était irrecevable;

Mais attendu que, lors de la comparution des parties devant le Président du Tribunal, rien n'a été convenu ni jugé relativement aux conséquences ultérieures de l'accident; que leur accord libre n'a porté que sur la nature de l'accident, sur l'état de maladie qu'il entraînait, sur les rapports existant entre le chef d'entreprise et la victime, et enfin sur le salaire de cette dernière;

Que, d'autre part, le juge saisi d'une demande en révision de l'indem-

nité temporaire, qui peut être formée à quelque époque; que, depuis l'accident, de temporaire, l'incapacité soit devenue permanente, a toute liberté pour constater l'état de la victime au jour où il statue et lui accorder une rente déterminée par la loi si son incapacité est devenue permanente, aucune décision passée en force de chose jugée n'étant intervenue antérieurement et dès lors le demandeur n'étant pas tenu d'établir que son aggravation était postérieure au procès-verbal de conciliation;

D'où il suit qu'en statuant ainsi qu'elle l'a fait, la Cour de Bordeaux, dont l'arrêt est motivé, n'a violé aucun des textes visés au moyen.

Par ces motifs,

Rejette...

NOTE. — L'article 19, paragraphe 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, ouvre à la victime d'un accident du travail le droit à l'action en révision pour cause d'aggravation de l'infirmité, aussi bien en cas d'allocation d'indemnité temporaire qu'au cas d'attribution de rente.

Ce droit existe au profit du bénéficiaire de l'indemnité journalière, à quelque époque que, depuis l'accident, son incapacité temporaire soit devenue définitive, le juge saisi d'une demande en révision de l'indemnité temporaire a toute liberté pour constater l'état de la victime au jour où il statue et lui accorder la rente déterminée par la loi, si son incapacité est devenue permanente. V. Cass. civ., 21 avril 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931, 2, 112) et la note.

Jurisprudence de Rouen et de Caen, 1931, I., 120.

ARRÊT XXXIII

COUR D'APPEL DE ROUEN (2^e Ch.)

30 octobre 1930

Accidents du travail. — Indemnité temporaire. — Révision. — Conditions. — Aggravation postérieure au règlement de l'indemnité temporaire et antérieure à la demande de l'allocation de rente. — Rejet de la demande de rente. — Recevabilité de l'action en révision de l'indemnité temporaire.

Le seul fait qu'après un accident du travail, l'indemnité temporaire a été allouée ouvre au bénéficiaire, pendant le délai prévu par la loi, le droit d'en demander la révision, à quelque époque, que, de temporaire, l'incapacité soit devenue permanente, et encore bien que l'aggravation soit antérieure à une demande en allocation de rente rejetée comme tardive.

Il n'en serait autrement que si la demande en allocation de rente avait

été repoussée par le motif que le blessé n'aurait pas été atteint d'une incapacité permanente. Dans ce cas, comme dans celui où une rente aurait été allouée, il serait dans l'obligation d'établir que l'aggravation d'incapacité était postérieure à la décision.

Gigou c/ Devaux.

LA COUR,

Attendu que l'appel porté par Gigou contre le jugement du Tribunal civil de Rouen, en date du 30 janvier 1930, est régulier en la forme, qu'il y a lieu de le recevoir;

Au fond :

Attendu que, victime, le 12 mai 1927, d'un accident du travail dans l'Etablissement Devaux, Gigou reprit son travail le 18 mai suivant, toutes indemnités lui ayant été réglées à cette date; qu'il dût interrompre à nouveau son travail du 18 janvier au 1^{er} juillet de la même année, et subit pendant ce temps deux amputations successives de la jambe gauche, motivées, à son affirmation, par le traumatisme du 12 mai;

Attendu que la demande en allocation de rente introduite le 28 novembre 1928 par Gigou ayant été, le 14 mars 1929, déclarée tardive, celui-ci a, par exploit du 13 juin 1929, assigné Devaux en révision de son indemnité temporaire, et que les premiers juges, après avoir déclaré cette action recevable, ont dit l'appelant mal fondé en sa demande, motif pris de ce que son état ne s'était pas aggravé depuis le 28 novembre 1928, date à laquelle il avait introduit sa précédente action en allocation de rente;

Attendu qu'en statuant ainsi, les premiers juges ont commis une confusion évidente entre l'instance en révision d'une rente précédemment accordée et celle en révision de l'indemnité temporaire;

Attendu, en effet, que si l'une et l'autre de ces révisions se fondent sur une aggravation ou une atténuation des conséquences de l'accident, il faut, dans le premier cas, que la modification survenue dans l'état de la victime soit postérieure à l'accord des parties ou à la décision qui a fixé la rente; que, dans le second cas, au contraire, le seul fait que l'indemnité temporaire a été accordée ou allouée ouvre au bénéficiaire, pendant le délai prévu par la loi, le droit d'en demander la révision à quelque époque que, depuis son accident, son incapacité, de temporaire, soit devenue permanente, rien alors n'ayant été convenu ou jugé quant aux conséquences ultérieures de l'accident;

Attendu qu'il en aurait été autrement si la demande en allocation de rente introduite par Gigou avait été repoussée par le motif qu'il n'aurait pas été atteint d'une incapacité permanente, que dans ce cas, comme dans celui où une rente lui aurait été allouée, il aurait été dans l'obligation du demandeur en révision d'établir que l'aggravation de son incapacité était postérieure à cette décision;

Attendu qu'il résulte suffisamment, d'autre part, du rapport des

experts, la relation de cause à effet entre l'accident du 12 mai 1927 et l'amputation du pied gauche que Gigou a dû subir;

Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de faire droit à la demande de l'appelant;

Par ces motifs,

En la forme :

Reçoit Gigou en son appel du jugement du Tribunal civil de Rouen en date du 30 janvier 1930;

Au fond :

Réformant;

Condamne Devaux.

Gazette du Palais, 2^e sem., 1932, 411.

ARRÊT XXXIV

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

1^{er} juin 1932

Responsabilité civile. — Accidents du travail.

1^o Révision. — Demande d'indemnité journalière complémentaire ou de frais médicaux et pharmaceutiques. — Non-recevabilité.

2^o Substitution de l'assureur. — Effets. — Discussion du fond. — Chef d'entreprise, contradicteur naturel. — Pourvoi en cassation. — Pourvoi du chef d'entreprise et de l'assureur. — Recevabilité du pourvoi du chef d'entreprise. — Intérêts.

3^o Accidents visés par la loi de 1898. — Accident sur le trajet de retour du travail. — Transport gratuit. — Durée du travail.

4^o Indemnité. — Rentes. — Bases de calcul. — Contrôle de la Cour de Cassation.

1^o L'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, qui ouvre pendant trois ans, tant au chef d'entreprise qu'à la victime de l'accident, la révision de l'indemnité, en se fondant sur l'atténuation ou sur l'aggravation de l'infirmité, ne vise que la rente allouée ou à allouer, et ne contient aucune disposition qui s'applique ni à l'indemnité journalière ni aux frais médicaux et pharmaceutiques faits à l'occasion de l'aggravation de l'infirmité. (Cass. civ., 1^{er} juin 1932.)

2^o Aux termes de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898, s'il y a assurance, et si l'assureur est en cause, le jugement fixant la rente doit le substituer au chef d'entreprise, de façon à supprimer tout recours de la victime contre le patron. Ce n'est qu'après la fixation de la rente, et uniquement pour les opérations de paiement, que l'assureur est substitué au

chef d'entreprise qui, pour l'application de la loi du 9 avril 1898, demeure jusqu'à cette dernière phase le contradicteur naturel de la victime. Cass. civ., 25 avril 1932 (sous note).

En conséquence, lorsque le débat met en question la réalité de l'accident et la détermination du salaire de base pour la fixation de la rente, la présence du chef d'entreprise ne saurait être critiquée, puisque la reconnaissance de l'obligation du patron dans son principe et dans son étendue est le support de la condamnation de l'assureur. *Id.*

Il s'ensuit que le pourvoi en cassation du chef d'entreprise, formé conjointement avec celui de l'assureur substitué, ne saurait être déclaré irrecevable qu'à défaut d'intérêt. *Id.*

3° Lorsque, d'après le contrat de travail, le transport gratuit de l'ouvrier pour se rendre de son domicile au chantier et vice versa constitue un véritable supplément de salaire et la prolongation conventionnelle et nécessaire de la durée du travail, l'accident survenu à l'ouvrier au cours de ce transport doit être considéré comme un accident du travail. Cass. civ., 25 avril 1932 (sous note).

4° Pour déterminer le salaire sur lequel doit être calculée la rente due à la victime d'un accident du travail, la loi distingue selon que l'ouvrier était employé depuis plus d'un an ou depuis moins d'un an dans l'entreprise avant l'accident, et selon que le travail y était continu ou discontinu. (Cass. civ., 25 avril 1932.) (*Id.*).

La loi indiquant ainsi les éléments qui doivent concourir à fixer le chiffre de l'indemnité forfaitaire, les juges du fond sont tenus de faire connaître ceux qu'ils ont pris pour base de leur calcul, afin de permettre à la Cour de Cassation de vérifier si les prescriptions légales ont été observées. (*Id.*).

NOTE

I. — Sur le premier point :

Bien que la question demeure discutée, suivant la jurisprudence dominante, la demande en révision ne peut tendre qu'à une allocation de rente viagère ou à une élévation de la rente précédemment allouée. Voir Cass., req., 20 octobre 1930. *Gaz. Pal.*, 1930, 2, 680) et la note. Il est même décidé par la Cour de Cassation que le juge de l'action en révision ne peut accorder d'indemnité journalière au cours de l'instance. Voir Cass. req., 20 octobre 1930, précité; Cass. civ., 20 octobre 1930 (*Gaz. Pal.*, 1931, 2, 113); Cass. req., 8 juin 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931, 2, 403).

II. — Sur le second point :

Rapp. dans le même sens, Cass. civ., 25 avril 1932 (*Gaz. Pal.*, 1932, 2, 236) et la note.

III. — Sur le troisième point :

Il a été décidé déjà, dans le même sens, que lorsque le contrat de

travail prévoit le transport collectif et gratuit des ouvriers de leur domicile au chantier et retour, et que la durée du voyage est la prolongation conventionnelle et nécessaire de celle du travail, ce transport s'effectue à l'occasion du travail au sens de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898. V. Cass. req., 11 mars 1925 (*Gaz. Pal.*, 25, 2, 106); Cass. civ., 31 juillet 1929 (*Id.*, 1929, 2, 700) et la note. Il n'y a aucune raison pour en décider autrement quand le transport des ouvriers n'est pas collectif mais individuel. V. cep. Cass. civ., 2 février 1920 (*Gaz. Pal.*, 1920, I, 374. D. 1920, I, 81, note Sarrut).

IV. — Sur le quatrième point :

Jurisprudence en ce sens. V. Cass. civ., 9 décembre 1931 (*Gaz. Pal.*, 1932, I, 421, sous note a) et les renseignements.

Gazette du Palais, 2^e sem. 1932, 598.

ARRÊT XXXV

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

12 juillet 1932

Responsabilité civile. — Accidents du travail.

1^o Révision. — Indemnité journalière. — Frais médicaux et pharmaceutiques. — Action non ouverte.

2^o Faute inexcusable. — Patron. — Ouvriers exposés consciemment au danger. — Déchargement de navire. — Cordages usés. — Contremaître avisé.

1^o L'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, qui ouvre pendant trois ans, tant au chef d'entreprise qu'à la victime de l'accident, la faculté de demander la révision de l'indemnité, en se fondant sur l'atténuation ou l'aggravation de l'infirmité, ne vise que la rente allouée ou à allouer, et ne contient aucune disposition qui s'applique aux frais médicaux et pharmaceutiques faits à l'occasion de l'aggravation ou à l'indemnité journalière pour le temps de maladie qui l'a précédée. — Cass. req., 12 juillet 1932.

La victime, dont l'état s'est aggravé, n'est donc pas fondée à demander en sus de la majoration de sa rente que lui soit alloué le demi-salaire afférent à la période d'interruption de travail résultant de cette aggravation, et que lui soient remboursés les frais médicaux et pharmaceutiques nécessités par elle. — *Id.*

2^o Lorsqu'un ouvrier a été blessé par la rupture d'un cordage servant à embarquer les marchandises sur un navire, les juges du fond décident à bon droit que la faute du contremaître de l'entreprise est inexcusable s'ils constatent que celui-ci n'a pas vérifié les cordes, bien qu'on lui eût fait observer qu'elles étaient en mauvais état, et a ordonné de continuer le travail quand même, que le patron ne pouvait invoquer aucune nécessité

d'employer un matériel usagé, et qu'aussitôt après l'accident tous les cordages en service ont été remplacés; l'application de l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 est justifié en l'état de ces faits et de la connaissance du danger auquel le substitué du chef d'entreprise a consciemment exposé les ouvriers. — Cass. req., 21 juillet 1932 (sous note).

Cass. req., 12 juillet 1932.
Daubioul, Delval
et C^{ie} d'assur. Le Secours.

M. Daubioul s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'Amiens, rendu le 8 mars 1929, au profit de M. Delval et de la C^{ie} d'assurances Le Secours.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique, pris de la violation des articles 1, 3, 4 et 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale :

Attendu que Daubioul, maçon au service de Delval, entrepreneur, assuré à la C^{ie} d'assurances Le Secours, ayant été victime d'un accident du travail, et ayant obtenu, le 9 octobre 1926, une rente viagère calculée d'après une incapacité de 20 %, fut atteint d'une aggravation qui entraîna l'amputation du membre antérieurement fracturé;

Que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué, qui, statuant sur l'action en révision formée en juin 1927, a majoré la rente d'après l'incapacité évaluée à 60 %, d'avoir refusé d'allouer à Daubioul le demi-salaire afférent à la période d'interruption de travail et le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques nécessités par l'aggravation;

Mais attendu que l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, qui ouvre, pendant trois ans, tant au chef d'entreprise qu'à la victime de l'accident, la faculté de demander la révision de l'indemnité, en se fondant sur l'atténuation ou l'aggravation de l'infirmité, ne vise que la rente allouée ou à allouer, et ne contient aucune disposition qui s'applique aux frais médicaux ou pharmaceutiques faits à l'occasion de l'aggravation ou à l'indemnité journalière pour le temps de maladie qui l'a précédée; qu'il n'est pas permis, en cette matière, de raisonner par voie d'analogie et d'imposer aux chefs d'entreprise des obligations que la loi forfaitaire n'a pas mises à leur charge;

D'où il suit qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait, l'arrêt attaqué, qui est dûment motivé, n'a pas violé les textes invoqués au moyen;

Par ces motifs,

Rejette.....

NOTE

I. — Sur le premier point :

V., dans le même sens, Cass., 1^{er} juin 1932 (*Gaz. Pal.*, 1932, 2, 411) et la note.

II. — Sur le second point :

Suivant la jurisprudence, aujourd'hui bien établie et que confirme la Cour de Cassation par son arrêt du 21 juin 1932 (sous note), la faute inexcusable, prévue par l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898, suppose, chez l'employeur ou son préposé, la volonté consciente de laisser subir à l'ouvrier le risque exceptionnel inhérent aux conditions défectueuses dans lesquelles il travaille, et elle dénote, chez le chef d'entreprise, une incurie et une imprévoyance coupables. V. Cass. req., 2 mai 1932 (*Gaz. Pal.*, 1932, 2, 184.) Dans le sens de cette définition, on peut citer parmi les derniers arrêts de Cours d'Appel : Douai, 10 novembre 1925 (*Gaz. Palais*, 1926, 1, 13); 15 novembre 1927 (*Gaz. Pal.*, 1928, 1, 131); Dijon, 20 octobre 1927 (*Id.*, 1927, 2, 891); 4 mars 1930 (*Id.*, 1930, 1, 818); Rennes, 22 juillet 1929 (*Gaz. Pal.*, 1929, 2, 523); Toulouse, 22 juillet 1929 (*Gaz. Pal.*, 1929, 2, 523).

NOTE. — La jurisprudence de la Cour de Cassation est fixée en ce sens que la demande en révision ne peut tendre qu'à une allocation de rente viagère ou à une élévation de la rente précédemment allouée; qu'elle ne peut donc tendre au paiement de l'indemnité journalière (Cassation requêtes, 20 octobre 1930, tome XXX, page 273, Cassation civile, 29 octobre 1930, tome XXXI, page 74). L'arrêt ci-dessus reproduit confirme cette jurisprudence et l'applique non seulement à l'indemnité journalière, mais aussi aux frais médicaux et pharmaceutiques.

Comp. les décisions citées tome XXVI, table, page 306, au mot Révision.

Dalloz, 1905, I, 225.

ARRÊT XXXVI

CIV., 12 avril 1905

L'entreprise qui a pour objet la transformation de vieux pavés en poudre de grès, ayant un caractère industriel, est, par suite, assujettie à la loi du 9 avril 1898.

L'entreprise de charroi de gravois et de mâchefer pour le compte de tiers est également assujettie à cette loi, comme constituant une entreprise de transports.

L'art. 19 de la loi du 9 avril 1898 autorise la révision de l'indemnité accordée à la victime d'un accident du travail sous forme d'indemnité journalière, en réparation d'une incapacité qui paraissait ne devoir être que temporaire, aussi bien que de celle qui lui est allouée sous forme de rente viagère, pour une incapacité réputée permanente : cette solution ne peut plus être mise en doute depuis la loi du 31 mars 1905;

Et il importe peu que l'ouvrier ait été primitivement débouté d'une demande à fin de rente par un jugement définitif refusant de reconnaître le caractère permanent de l'incapacité, une telle action étant juridiquement

distincte de l'action en révision, et le rejet de l'une ne pouvant faire obstacle à la recevabilité de l'autre.

Jugé au contraire antérieurement à la loi du 31 mars 1905, que la demande en révision n'était recevable que si l'infirmité, dont l'ouvrier invoque l'aggravation, avait été dès l'abord reconnue permanente, soit par un accord des parties, soit par une décision judiciaire devenue définitive;

En tant qu'elle fait cesser le doute sur ce point, la loi du 31 mars 1905 a un caractère purement interprétatif de celle du 9 avril 1898;

Au contraire, elle modifie la loi du 9 avril 1898 en ce que, dans cette hypothèse, elle ne fait plus courir le délai de révision de la date à laquelle l'indemnité temporaire cesse d'être due.

Par suite, sur ce dernier point, elle est dépourvue de tout effet rétroactif.

Dalloz, 1907, I, 359.

ARRÊT XXXVII

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

13 février 1906

Travail. — Ouvrier. — Accident. — Risque professionnel. — Révision. — Indemnité temporaire. — Accord.

Il y a lieu à révision lorsque l'ouvrier, opéré de la cataracte à la suite d'un accident, se trouve perdre l'œil moins de trois ans après (Loi 9 avril 1898, art. 19).

L'indemnité journalière, tout aussi bien que la rente allouée pour cause d'incapacité permanente, est susceptible de révision, au cas d'aggravation de l'incapacité.

On doit considérer comme un accord donnant ouverture au délai triennal de révision le procès-verbal suivant lequel le président du tribunal, tenant l'audience de conciliation, donne acte aux parties de ce que, depuis l'accident, l'ouvrier a touché l'intégralité de son salaire, en sorte qu'aucune indemnité journalière ne peut lui être due, et de ce que, d'autre part, le patron a pris à sa charge les frais médicaux (L. 9 avril 1898, art. 16, et L. 31 mars 1905).

C¹^e de Chemins de fer de l'Est c/ Fostier.

Le Tribunal de Charleville a rendu, le 13 mai 1904, le jugement suivant :

« Attendu que la question de droit posée par le procès actuel est la suivante : la révision prévue par l'art. 19 de la loi de 1898 s'applique-t-elle uniquement à la rente viagère allouée pour une incapacité de travail permanente, ou bien l'action en révision peut-elle être exercée également

dans le cas où une incapacité prématurément réputée temporaire, et n'ayant donné lieu qu'à l'allocation d'une indemnité de demi-salaire, se transforme ensuite, dans les trois ans qui suivent l'accord, en incapacité permanente ?

« Attendu que la jurisprudence des Cours et des Tribunaux est absolument divisée sur la question, que si la Cour de Rennes, par son arrêt du 30 décembre 1902 (*D. P.*, 1904, 2, 97) a jugé qu'il ne pouvait avoir lieu à révision que dans le cas où une incapacité permanente a été précédemment reconnue et une rente viagère allouée, les Cours de Douai, 24 juin 1901 ; de Grenoble, du 30 mai 1902 et Dijon, 13 décembre 1902 (*Id.*) ont décidé, au contraire, que l'action en révision est ouverte à l'ouvrier, non seulement en cas d'aggravation d'une incapacité déjà reconnue permanente, mais encore lorsque son incapacité, primitivement réputée temporaire, a revêtu par la suite un caractère de permanence ;

« Que certains arrêts vont même jusqu'à décider qu'un simple accord amiable extra-judiciaire peut servir de base à une demande en révision ;

« Attendu qu'en cette matière une distinction paraît s'imposer ;

« Attendu que l'action en révision ne doit être admise qu'autant que toutes les formalités prescrites par la loi du 9 avril 1898 ont été remplies, c'est-à-dire lorsqu'il y a eu enquête par le juge de paix, comparution devant le président du tribunal, et que la procédure s'est terminée soit par une ordonnance du président, soit par un jugement ;

« Attendu que dans ce cas, l'action en révision doit être accordée, quelle que soit la nature de l'incapacité temporaire ou permanente, constatée dans l'ordonnance du magistrat conciliateur ou dans le jugement du tribunal ;

« Que lorsqu'au contraire, les formalités de la loi de 1898 n'ont pas été observées, s'il n'y a pas eu enquête, ou si, après enquête, il y a eu simple accord extra-judiciaire, s'il n'y a pas eu constatation officielle et dans les formes légales de l'incapacité temporaire soit par une ordonnance du magistrat conciliateur, soit par jugement, l'action en révision doit être rejetée ;

« Attendu que ce système intermédiaire est conforme au texte de la loi et à la jurisprudence de la Cour de Cassation ;

« Qu'en effet, l'art. 19 de la loi est ainsi conçu : « La demande
« en révision de l'indemnité, fondée sur une aggravation ou une atté-
« nuation de l'infirmité de la victime ou son décès, par suite des consé-
« quences de l'accident, est ouverte pendant trois ans, à dater de l'accord
« intervenu entre les parties ou de la décision définitive. »

« Attendu qu'on ne peut raisonnablement soutenir qu'il n'y a pas eu accord, en l'espèce, puisque les intéressés ont reconnu, l'un et l'autre, devant le président : 1° la nature de l'accident en tant qu'accident du travail ; 2° le gain de l'ouvrier au moment de l'accident, le caractère de l'incapacité qui en sera la suite ; 3° enfin, la durée de cette incapacité et la réparation qui lui est due ;

« Qu'on ne peut dire que cet accord est nul et inopérant, car il a été conclu par les parties en conformité des prescriptions de l'art. 16,

c'est-à-dire sanctionné par une ordonnance du magistrat conciliateur (Civ., 6 janvier 1904. *D. P.*, 1, 81, 12^e espèce) ;

« Attendu, d'autre part, qu'il y a lieu de remarquer qu'il est conforme aux intentions du législateur d'autoriser l'action en révision s'appliquant à une simple indemnité journalière. » (V. travaux préparatoires de la loi ; rapport de M. Ricard à la Chambre des Députés en 1891.)

Sur appel de la C^{ie} des Chemins de fer de l'Est, la Cour d'Appel de Nancy (1^{re} Ch.) a rendu, le 23 juin 1904, l'arrêt confirmatif suivant :

« Attendu que le procès-verbal de la comparution devant le président du tribunal reconnaît implicitement le droit de Fostier à une indemnité de demi-salaire ;

« Qu'il y est constaté, en effet, que l'ouvrier blessé ayant reçu jusqu'à la date de la comparution son traitement entier, il n'y avait pas lieu de lui allouer une indemnité pour incapacité de travail temporaire ;

« Qu'il échet d'admettre, avec le tribunal, que l'accord des parties, intervenu dans de telles conditions, peut servir de base à une action en révision, fondée sur une aggravation de la blessure ;

« Qu'il est constant, d'ailleurs, que lors de cet accord, Fostier, ainsi que le constate le procès-verbal, ne se croyait atteint, quant à présent, d'aucune infirmité permanente partielle, tous ses droits étant réservés, la C^{ie} consentant à supporter les frais médicaux et les dépens ;

« Que suivant la prétention de l'intimé, une infirmité permanente partielle lui étant survenue par suite de l'accident, il s'ensuit que sa demande peut valablement s'appuyer sur la transaction dont il lui a été donné acte conformément à la loi ;

« Et, adoptant les motifs des premiers juges,

« Confirme... »

Pourvoi en cassation par la C^{ie} des Chemins de fer de l'Est pour violation des art. 13 et 18, fausse application de l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, en ce que l'arrêt attaqué a admis l'action en révision intentée plus de deux ans après un accord intervenu entre les parties, sous prétexte que cet accord avait alloué à l'ouvrier une indemnité temporaire susceptible d'être révisée, alors que, d'une part, l'ordonnance constatant ladite convention a donné acte à la C^{ie} de ce que l'ouvrier déclarait ne réclamer aucune indemnité soit permanente, soit temporaire, et que, d'autre part, l'indemnité permanente seule peut être l'objet d'une révision.

ARRÊT

LA COUR,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Fostier, contremaître au service de la C^{ie} de l'Est, victime d'un accident du travail le 8 août 1900, a subi l'opération de la cataracte, suite de cet accident ; que le 16 janvier 1902, les parties intéressées ont comparu devant le président du tribunal de Charleville compétent qui leur a donné acte de ce que Fostier avait touché depuis l'accident l'intégralité de son salaire ; que, par suite, aucune

indemnité journalière de demi-salaire ne lui était due et aussi de ce que la C^{ie} de l'Est prenait à sa charge les frais médicaux et les dépens;

Attendu que le 3 février 1904, Fostier, qui, en janvier 1902 avait déclaré n'être atteint d'aucune incapacité permanente, a prétendu qu'il venait de perdre l'œil gauche et a assigné la Compagnie en révision de l'accord du 16 janvier 1902;

Attendu que l'arrêt attaqué a déclaré l'action recevable et a nommé des experts chargés de constater l'état de Fostier et de dire si l'infirmité permanente dont il se disait atteint se rattachait à l'accident dont il avait été victime;

Attendu qu'en statuant ainsi, ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi; et que, d'autre part, l'indemnité journalière, aussi bien que la rente allouée pour cause d'incapacité permanente, est susceptible de révision au cas d'aggravation de l'infirmité; qu'enfin, la demande a été introduite dans les trois ans de l'accord, conformément aux prescriptions de la loi de 1898, applicable à l'espèce;

Par ces motifs,

Rejette...

Gazette du Palais, 1933 (4^e Sem.)

Jurisprudence

pages 624, 625, 626

ARRÊT XXXVIII

COUR DE CASSATION (Ch. des Requêtes)

31 juillet 1933

Présidence de M. Paul Bouloche

Responsabilité civile. — Accidents du travail. — Révision.

1^o Délai. — Incapacité temporaire devenue permanente. — Prescription de l'action en indemnité.

2^o Compétence du juge de la révision. — Incapacité temporaire devenue permanente. — Date de la consolidation. — Demi-salaire. — Connexité. — Prescription de l'action en indemnité.

3^o Délai. — Point de départ. — Non attribution de rente.

1^o L'action en révision peut être exercée par l'ouvrier, victime d'un accident du travail, qui a reçu une indemnité journalière, à quelque époque que, depuis l'accident, son incapacité de temporaire est devenue permanente. — Cass. req., 31 juillet 1933.

Il importe peu que l'action en paiement de rente viagère soit prescrite au moment de l'introduction de la demande en révision, ces deux actions étant juridiquement distinctes et soumises à des règles propres, bien qu'elles tendent toutes deux à l'allocation d'une rente viagère.

2° Il appartient au juge saisi d'une demande de révision, à raison de ce que l'incapacité est devenue permanente, de fixer, lorsqu'elle ne l'a pas été auparavant, la date de la consolidation servant de point de départ de la rente viagère. — Cass. req., 31 juillet 1933.

Et il est compétent, vu la connexité, pour statuer en même temps sur une demande de demi-salaire antérieure à la consolidation et n'ayant pas été payée. — *Id.*

La prescription annale ne saurait être opposée à cette demande, pas plus qu'à une action en révision tendant à l'allocation d'une rente viagère. — *Id.*

3° D'après l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, il n'y a pas eu attribution de rente, le délai de trois ans pendant lequel l'action en révision pourra être exercée « courra de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière ». — Cass. req., 25 juillet 1933 (sous note).

Le point de départ de ce délai ne saurait être reporté à la date ultérieure à laquelle est intervenu le jugement qui a fixé le jour où l'indemnité journalière cesserait d'être due. — *Id.*

...Attendu que, quelques mois après, ayant intenté contre le patron et l'assureur une action en révision, le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué de lui avoir alloué, à raison de l'incapacité permanente établie, une rente viagère correspondant à 10 % d'invalidité, alors que *l'aggravation de l'infirmité était postérieure au désistement de l'action en paiement de rente viagère*, irrecevable en tant que prescrite, et que, dès lors, Mathieu n'était pas fondé à obtenir par voie de révision l'indemnité dont il était définitivement déchu.

Mais attendu, d'une part que l'action en révision peut être exercée par l'ouvrier, victime d'un accident du travail, qui a reçu une indemnité journalière, à quelque époque que, *depuis l'accident, son incapacité de temporaire soit devenue permanente* et que, d'autre part, il importe peu que l'action en paiement de rente viagère soit prescrite au moment de l'introduction de la demande en révision, ces deux actions étant juridiquement distinctes et soumises à des règles propres, bien qu'elles tendent toutes deux à l'allocation d'une rente viagère; d'où il suit que le moyen n'est pas fondé...

Par ces motifs,

Rejette...

MM. de Casabianca, rapp.; Edm. Durand, av. gén.; M^e Gosset, av.

NOTE

I et II. — Sur les deux premiers points : Rapp. dans le même sens ; Cass. civ., 21 avril 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931, 2, 112); 22 mars 1933 (*Gaz. Pal.*, 1933, 2, 23) et nos notes.

Il est d'ailleurs de jurisprudence bien établie que les deux actions en indemnité et en révision étant juridiquement distinctes et soumises chacune

à des règles propres, il importe peu que l'action en indemnité soit prescrite au moment de la demande en révision. V. Cass. civ., 14 mai 1912, 2, 245; S. 1921, 1, 121, sous-note, note Sachet; D. 1917, 1, 14; 21 avril 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931, 2, 112); 8 novembre 1932 (*Gaz. Pal.*, 1933, 1, 143) Sachet, Tr. de législ. sur les accidents du travail, 7^e éd., t. II, n^o 1371, p. 270. Et de ce principe, la Cour de Cassation a tiré des conséquences importantes, tant au point de vue de la chose jugée sur l'action en indemnité que de la prescription de cette action au regard de l'action en révision A. de Trib. civ., Bordeaux, 15 juillet 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931, 2, 291).

Sur l'application en la matière des règles de la connexité. V. Cass. civ., 17 décembre 1912 (*Gaz. Pal.*, 1913, 1, 133. D. 1913, 1, 438); 17 mars 1925 (*Gaz. Pal.*, 1925, 1, 58); Trib. Civ., Ambert, 25 octobre 1932 (*Gaz. Pal.*, 1933, 1, 139).

III. — Sur le troisième point, cette solution découle du texte même de l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905. V. Cass. civ., 8 février 1911 (*Gaz. Pal.*, 1911, 1, 306); 14 mai 1912 (*Gaz. Pal.*, 1912, 2, 245); S. 1921, 1, 121, sous-note, note Sachet; D. 1917, 1, 14, Paris, 9 janvier 1912 (*Gaz. Pal.*, 1912, 2, 14).

SOUS-NOTE

Cour de Cassation (Ch. des requêtes), 25 juillet 1933 :

Fräleonardo c/ Soc. des Papeteries de France.

Pourvoi en Cassation contre un arrêt de la Cour d'Appel de Grenoble au 29 juin 1931.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 19 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a fixé le point de départ du délai imparti à la demande de révision au jour auquel l'indemnité journalière avait cessé d'être due, alors qu'il aurait dû l'être à la date du jugement ayant consacré le droit à l'indemnité. Attendu que Fräleonardo, ouvrier au service des Papeteries de France, ayant été, le 16 août 1925, victime d'un accident du travail, a, suivant jugement du juge de paix du 11 mars 1926, confirmé en appel le 13 juillet 1926, obtenu l'indemnité journalière à laquelle il avait droit jusqu'au 28 septembre 1925, mais qu'ayant, à raison de l'aggravation de son état, introduit une action en révision le 21 juin 1929, sa demande a été, à bon droit, déclarée irrecevable comme tardive; qu'en effet, aux termes de l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, s'il n'y a pas eu attribution de rente, le délai de trois ans pendant lequel l'action en révision pourra être exercée « courra de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière »; d'où il

suit que l'arrêt, qui est motivé, loin de violer les textes visés au moyen, en a fait une exacte application.

Par ces motifs,

Rejette...

MM. A. Poulle, prés.; de Casabianca, rapp.; Sens-Olive, av. gén.;
M^e Le Gesne, avocat.

M. G.

ARRÊT XXXIX

ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Loi du 9 avril 1898)

Entre : M. F. P., ouvrier agricole,
Et : 1^o M^{me} N..., cultivatrice;
2^o « La P... », Compagnie d'assurances.

LE TRIBUNAL,

Après avoir entendu les avoués des parties en leurs conclusions et observations, M. le Procureur de la République aussi en ses conclusions, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en audience publique en matière sommaire et en premier ressort;

Attendu qu'en matière d'accident du travail, l'action directe en paiement de rente et l'action en révision — soumises à des règles propres différentes — soient absolument indépendantes l'une de l'autre et que spécialement le rejet pour cause de prescription de la première de ces actions ne fait pas d'obstacle à l'exercice de la seconde.

Attendu qu'en l'espèce il est constant — et au surplus reconnu par un jugement de ce siège rendu entre les mêmes parties le 1^{er} juin 1934 et passé en force de chose jugée — d'une part, que le 3 juin 1932 le demandeur P..., ouvrier de la Dame N..., défenderesse, a été victime d'un accident au cours de son travail; d'autre part, que le 4 janvier 1935 il a passé au Greffe de ce Tribunal la déclaration prévue à l'article 19 de la loi du 9 avril 1898.

Qu'ainsi l'action en révision qu'il a engagée a été introduite dans les formes et délais légaux.

Mais attendu au fond qu'il est de principe certain et de jurisprudence constante, que semblable action n'est recevable qu'à la condition que le demandeur établisse qu'il a obtenu antérieurement et à raison de l'accident du travail qui serait la cause originaire de l'aggravation de son état, soit en exécution d'accord, soit en vertu de décision judiciaire ou une rente viagère pour incapacité permanente, ou une indemnité journalière pour incapacité temporaire.

Or, attendu que des propres déclarations de P... lui-même, il ressort qu'à la suite de l'accident survenu le 3 juin 1932, il n'a perçu aucune

indemnité sous une forme quelconque; que dès lors, ainsi qu'il est conclu par les défenderesses, son action doit être déclarée irrecevable.

Par ces motifs,

LE TRIBUNAL,

Déclare P... irrecevable en l'action en révision dont il a saisi le Tribunal.

Et le condamne en tous les dépens.

ARRÊT XL

RÉVISION SUR INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Loi de 1898 — Cour de Paris, 8 janvier 1934

(Journal *Le Veilleur*, 11-25 avril 1935)

N'est pas fondé dans sa demande de révision l'ouvrier, victime d'un accident du travail, qui ne prouve pas avoir subi une aggravation dans son état depuis la date de consolidation de la blessure.

Il en est ainsi, spécialement, de la demande formée après l'expiration du délai de prescription de l'action en paiement de la rente, alors que l'incapacité temporaire de l'ouvrier présentait un caractère plus grave que son incapacité permanente partielle, dont *il ne démontre pas l'aggravation à un moment quelconque, postérieurement à la consolidation de la blessure.*

C^{ie} d'Assur. Franco-Asiatique et Consol c/ Martignème.

LA COUR,

Infirmes le jugement entrepris; Dit que le sieur Martignème n'ayant pas établi avoir subi une aggravation dans son état depuis la date de la consolidation de la blessure, n'est pas fondé dans sa demande en révision, l'en déboute; condamne le sieur Martignème en tous les dépens.

M^{es} Schmidt et A. Lévy, avocats.

NOTE

L'action en révision peut être exercée par l'ouvrier, victime d'un accident du travail, lorsque l'incapacité temporaire est devenue permanente et même dans le cas où l'action en paiement de la rente est prescrite au moment de l'introduction de la demande en révision. V. Cass. req., 31 juillet 1933 (*Gaz. Pal.*, 1933, 2, 624), la note et les renvois.

Toutefois, la demande en révision n'est recevable que si elle est basée sur une modification de l'état de la victime, et, dans le cas où la demande est formée par celle-ci, sur une aggravation de l'infirmité. V. Besançon, 7 décembre 1928 (*Gaz. Pal.*, 1929, 1, 543), la note et les renvois.

(Gaz. Pal., 18-19 février 1934.)

ARRÊT XLI

DISPOSITIF

d'un arrêt rendu par la 7^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris
le 18 mars 1935

LA COUR,

Après avoir entendu...

...Statuant sur l'appel d'un jugement rendu le 27 octobre 1933 par le Tribunal Civil de la Seine;

Considérant que M. Le M..., monteur au service de la Société des Etablissements T. et B., assurés à la C^{ie} La P..., a été victime d'un accident du travail le 6 juillet 1929; que les chefs d'entreprise et leur assureur ne contestent pas qu'ait été régulièrement servie à l'ouvrier l'indemnité temporaire du jour de l'accident jusqu'au 1^{er} janvier 1930, date de la consolidation de la blessure; que depuis cette date, aucun accord régulier, aucune décision judiciaire n'a reconnu à M. Le M... le droit à une rente pour incapacité permanente, la demande introduite pour obtenir cette rente ayant fait l'objet d'un procès-verbal de classement, motif pris de ce que l'action était prescrite;

Considérant que c'est dans cette situation que la recevabilité de la demande en révision formée par M. Le M.... dans les délais légaux doit être appréciée;

Considérant que le seul fait que l'indemnité temporaire a été accordée ou allouée ouvre au bénéficiaire le droit d'introduire une action en révision lorsque depuis l'accident son incapacité temporaire est devenue permanente;

Considérant que les premiers juges ont été saisis de l'action en révision de l'indemnité temporaire; qu'ils avaient donc la faculté de constater l'état de la victime au jour où ils ont statué et de déterminer la rente légale au vu du rapport d'expertise établissant l'existence d'une incapacité permanente et fixant le taux de cette incapacité;

Qu'antérieurement, l'existence ou la non-existence à l'époque de la consolidation de la blessure d'une incapacité permanente et son importance n'avaient pas été appréciées, la prescription de la demande de rente ayant fait obstacle à tout accord ou à toute décision sur ce point;

Considérant que cette prescription ne saurait avoir aucune influence sur l'action en révision indépendante de l'action en indemnité et régie par des règles qui lui sont propres;

Considérant que c'est en vain que les appelants excipent d'une prétendue confusion entre l'action en indemnité prescrite et l'action en révision, et de la substitution de la seconde action à la première;

Qu'en effet c'est l'impossibilité légale de considérer qu'une incapacité permanente ait existé antérieurement qui a permis d'admettre l'aggra-

vation résultant du fait que, pour la première fois, était dûment prouvée et judiciairement constatée l'existence de l'incapacité permanente;

Par ces motifs et ceux des premiers juges qui répondent suffisamment aux considérations exposées dans les conclusions d'appel,

Dit et juge recevable l'action en révision de M. Le M...

Confirme...

Dalloz, 1913, 5, 23.

ARRÊT XLII

Paris, 13 décembre 1910.

Dans l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, *il convient*, pour apprécier la rente à laquelle un ouvrier blessé peut avoir droit, *de se placer au point de vue de son aptitude au travail et du salaire qu'il peut gagner, et non au point de vue de son infirmité physiologique* (1).

Il en est ainsi notamment en matière de révision (L. 9 avril 1898, art. 19) (2).

En conséquence, le juge ne peut refuser de réduire, par voie de révision, la rente allouée primitivement à l'ouvrier, sous prétexte qu'on ne constaterait chez celui-ci qu'une simple amélioration fonctionnelle sans modifications physiologiques et sans atténuation de l'infirmité proprement dite (3).

Pour qu'il y ait lieu à réduction et à révision de la rente, il suffit, même à défaut de modifications matérielles dans le membre blessé, que l'ouvrier, par l'habitude, se soit accommodé à sa blessure et ait recouvré dans une certaine mesure sa capacité ouvrière (4).

Spécialement, il y a lieu à révision, par réduction de la rente allouée à un ouvrier atteint de fracture d'un membre, lors même que les lésions anatomiques ne se seraient pas modifiées, si la reprise du travail prouve que les fonctions du membre blessé se sont améliorées et que par suite l'infirmité est atténuée (5).

Et, inversement, bien qu'une hernie traumatique ait augmenté de volume, il n'y a cependant pas dans ce fait une aggravation pouvant justifier une demande en révision, si, malgré le déchet physiologique évalué par l'expert à 2 ou 3 %, l'aptitude de l'ouvrier à gagner le même salaire a été conservée, en sorte que son incapacité ne s'est pas aggravée (6).

OBSERVATIONS

(1) Ce qui justifie et mesure le droit de l'ouvrier à une rente, en matière d'accident du travail, ce n'est pas la lésion physique ni même l'infirmité pouvant en résulter, c'est la réduction de l'incapacité de travail, et par suite du salaire, résultant de cette lésion (Civ., 1^{er} déc. 1908, D. P. 1909, 1, 229; Civ., 8 mai 1912, D. P. 1912, 1, 361, 3^e espèce;

V. en outre les notes de M. Dupuich, D. P. 1909, 2, 353 et D. P. 1912, 1, 361).

(2 à 6) La règle énoncée à la note précédente reste-t-elle applicable, lorsqu'il s'agit, non plus d'apprécier *ab initio* la rente qui peut être due en vertu d'un accident du travail, mais la réduction qu'il peut y avoir lieu de faire subir à la rente, au moyen de la réduction autorisée pendant trois ans par l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898 (D. P. 98, 4, 49) ? Faut-il nécessairement, pour que la demande en révision soit recevable, qu'il y ait une atténuation de l'infirmité du blessé, ou ne suffira-t-il pas qu'il y ait atténuation de son incapacité et de son inaptitude au salaire, par le fait qu'il aura su s'adapter aux conditions nouvelles de travail résultant de sa lésion et qu'il aura ainsi reconquis en tout ou en partie les facultés de salaire qu'il avait perdues ? C'est ce qu'on appelle, dans la pratique, le problème de l'accoutumance ou de l'accommodation (V. sur ce point l'étude de M. G. Saintelette sur « l'accoutumance considérée comme atténuation de l'infirmité et cause légale de révision dans les accidents du travail », publiée dans le *Recueil périodique des assurances*, 1910, page 266). Les premiers arrêts qui ont eu à statuer sur la question (Amiens, 16 octobre 1907; Toulouse, 25 mai 1908; Grenoble, 12 août 1908; *infra* 5^e partie) subordonneraient rigoureusement la recevabilité de la demande en révision à la constatation d'une « atténuation de l'infirmité »; tels sont, en effet, les mots textuellement écrits dans l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898. Mais les arrêts ici analysés, qui sont de date plus récente, montrent que les cours d'appel ont renoncé à cet argument de texte, à mesure que se formait la jurisprudence suivant laquelle les infirmités, dont tient compte la loi du 9 avril 1898, sont uniquement les infirmités considérées au point de vue de leur répercussion sur le salaire (V. req., 20 février 1911, D. P. 1911, 1, 412; Civ., 20 mars et 12 mai 1912, D. P. 1912, 1, 361. V. en outre Nancy, 3 octobre 1911, et Lyon, 16 février 1912, *supra*, page 14). Telle est, en effet, l'interprétation donnée à la loi, même en matière de révision, par la Cour de Cassation qui pose en principe que « la révision ne peut résulter que d'une appréciation nouvelle de la réduction du salaire normal » (Civ., 27 avril 1911, D. P. 1911, 5, 54).

Dalloz, 1925, 238.

ARRÊT XLIII

Travail. — Accident. — Révision. — Augmentation de salaire. — Non-lieu.

Le simple fait d'une augmentation de salaire ne saurait, indépendamment d'une atténuation de l'infirmité de la victime, donner lieu, au profit du patron, à révision de l'infirmité précédemment fixée pour un accident du travail.

Compagnie La Zurich c/ Chambaz.

Pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour d'Appel de Grenoble du 9 octobre 1923.

... Mais attendu que l'arrêt attaqué, s'appuyant sur les documents et certificats médicaux versés au débat, constate que l'état physiologique de Chambaz ne s'est pas modifié, qu'il est toujours incapable, sans aide, de se nourrir et d'accomplir presque tous les actes nécessaires à la vie; que la Cour d'Appel déclare que s'il est parvenu à s'assurer un salaire supérieur, c'est par un effort remarquable de volonté et d'intelligence;

Attendu que l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898 ne donne ouverture à révision au profit du patron qu'en cas d'atténuation de l'infirmité de la victime, et qu'on ne saurait trouver la preuve de cette atténuation dans le simple fait d'une augmentation de salaires qui, dans l'espèce, est due à des circonstances très différentes...

... Rejette...

Revue Générale des Assurances Terrestres, 1932, 144.

ARRÊT XLIV

COUR DE CASSATION (Ch. des Req.)

4 janvier 1932

Révision. — Infirmité atténuée. — Réadaptation. — Incapacité de travail non diminuée. — Salaire non accru. — Rejet.

Une demande en révision est à bon droit rejetée quand il est constaté que si, « au sens médical », l'infirmité s'est atténuée, la victime a réussi à se rééduquer, sans que la réduction de son incapacité de travail eût diminué, et sans que son salaire se soit accru depuis l'accident.

C^{ie} des Travailleurs Français c/ Demoiselle Fillardet.

ARRÊT

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 3 et 19 de la loi du 9 avril 1898 et 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et contradiction, manque de base légale, excès de pouvoir et dénaturation de pièces :

Attendu que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué d'avoir rejeté l'action en révision, intentée par l'assureur, de l'indemnité allouée à la demoiselle Fillardet, victime d'un accident du travail pendant qu'elle était cuisinière au service de la dame Boussin, alors que le médecin-expert avait conclu à une diminution d'invalidité de 17 % au lieu de 28 %;

Mais attendu que l'arrêt attaqué constate que si, au « sens médical », l'infirmité de la demoiselle Fillardet, amputée de l'index droit, s'était atténuée, en fait elle avait réussi à adapter sa main atrophiée à son travail,

sans que la réduction de capacité eût diminuée, et que loin de voir s'accroître son salaire depuis l'allocation de la rente viagère, elle continuait de gagner moins qu'avant l'accident; que, dès lors, abstraction faite de motifs surabondants critiqués par le pourvoi, l'arrêt qui est motivé et ne contient aucune dénaturation a décidé, à bon droit, que la demande en révision était sans fondement.

Par ces motifs,

Rejette la requête et condamne le demandeur à l'amende.

NOTE

La jurisprudence a évolué au sujet des faits justifiant une demande en révision de la part du chef d'entreprise ou de son assureur. Les premières décisions s'en tenaient à la lettre de l'article 19 et subordonnaient la demande en révision à la constatation d'une atténuation de l'infirmité au sens médical du mot (Amiens, 16 octobre 1907; Toulouse, 25 mars 1908; Grenoble, 13 août 1908. D. P. 1913, 5, 31). Mais bientôt la jurisprudence appliqua à la révision le principe fondamental en matière de rentes d'accidents du travail, aux termes duquel l'importance de la rente est basée sur la réduction de salaire de la victime et non sur la gravité de son état physique. *La révision*, dit un arrêt de la Cour de Cassation (Civ., 27 avril 1911, D. 1911, 5, 54), *ne peut résulter que d'une appréciation nouvelle de la réduction du salaire normal*.

Cette jurisprudence donna lieu à la théorie de l'accommodation de la victime, aux termes de laquelle l'accoutumance à la blessure et la réadaptation de la victime au travail doivent avoir pour effet de réduire l'incapacité de travail et par suite de justifier une révision. (V. en ce sens : Paris, 13 juill. 1919; *Rev. pér. des Assur.*, 1910, 259; Douai, 23 janv. 1911, D. 13, 4, 23, et l'article signé G. S., *Rev. pér.*, 1910, 266.)

On peut douter que cette théorie ait été acceptée par la Cour de Cassation, car un arrêt de la Chambre des Requêtes du 11 mars 1925 (D. H. 25, 238) décide qu'une augmentation de salaire de la victime par un effort d'intelligence de celle-ci ne peut justifier une révision si, par ailleurs, l'état physiologique ne s'est pas modifié.

Le présent arrêt complète cette décision en décidant que la diminution médicale de l'incapacité et la réadaptation au travail ne suffisent pas davantage à justifier la demande en révision. Pour que celle-ci soit admise, il faut donc, à la fois, une augmentation de salaire résultant d'une réadaptation et une diminution de l'incapacité physiologique.

Gazette du Palais, 2^e sem. 1930, 484.

ARRÊT XLV

COUR DE CASSATION (Ch. Civ.)

28 juillet 1930

Responsabilité civile. — Accidents du travail. — Révision. — Modifications successives de l'état de la victime. — Rentes correspondant à

l'incapacité de chacune des périodes. — Incapacité absolue momentanée. — Demande du demi-salaire. — Obligation pour le juge de redresser la demande.

Les rentes allouées en vertu de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 aux victimes d'accidents du travail atteintes d'incapacité permanente sont basées sur la diminution de capacité que l'accident fait subir à la victime et varient avec cette incapacité, et l'article 19 de ladite loi admet que, pendant trois ans, l'état des victimes peut demeurer incertain et être soumis à des révisions successives, susceptibles d'autoriser, pour la détermination du taux de la rente, des décisions différentes correspondant à des situations différentes; il s'ensuit que si la demande en révision formée par la victime, en raison des modifications diverses subies par son état, est générale et vise ces états successifs, le juge doit allouer les rentes correspondant, pendant les différentes périodes, au taux d'incapacité reconnu.

Il importe peu que, pour obtenir une majoration correspondant à une période pendant laquelle le demandeur a dû cesser complètement son travail, il ait à tort conclu dans son assignation au paiement du demi-salaire pendant les journées de cette période; il appartient aux juges du fond, en cette matière d'ordre public, de redresser une qualification erronée et, par suite, doit être cassé de ce chef leur arrêt qui, sans contester l'incapacité absolue dont l'ouvrier a été frappé pendant cette période, n'a admis aucune majoration de rente correspondant à cette aggravation, sous prétexte qu'en matière de révision la loi de 1898 n'a pas admis le paiement d'indemnités temporaires.

NOTE

Il est de jurisprudence bien établie que l'état des victimes d'accidents du travail est soumis à des révisions successives, susceptibles d'entraîner, pour la détermination du taux de la rente, des décisions différentes répondant à des situations différentes. (V. Cass. req., 4 fév. 1908 [Gaz. Pal., 1908, 1, 323; S. 1910, 1, 305; D. 1910, 1, 500] et les renvois : Cass. civ., 4 janvier 1926 [Gaz. Pal., 1926, 1, 332].) La Cour de Cassation y apporte cette seule réserve que ces demandes successives ne peuvent avoir pour effet de prolonger le délai de trois ans dans lequel la révision peut être poursuivie d'après l'article 19 de la loi du 9 avril 1898. (V. Cass. civ., 24 juillet 1929 [Gaz. Pal., 1929, 2, 800] et les renvois.)

La Cour de Cassation a encore admis que, si l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité se produit au cours d'une instance en révision déjà formée, les parties ne sont pas tenues d'introduire une instance nouvelle pour obtenir l'augmentation ou la réduction de rente correspondante. (V. Cass. civ., 27 février 1905 [Gaz. Palais, 1905, 1, 449. D. 1906, 1, 17]. Cass. req., 9 janvier 1906 [Gaz. Pal., 1906, 1, 366. D. 1907, 1, 181].)

Il faut bien admettre avec l'arrêt ci-dessus que si, au cours de l'instance en révision et dans le délai de trois années, l'état de la victime vient à subir des modifications successives, il y a lieu d'en tenir compte pour la

détermination de la rente exigible, et d'en faire varier le montant de telle façon que, pour chaque période, le chiffre de la rente corresponde à la diminution de capacité du travail.

Gazette du Palais, 2^e sem. 1931, 112.

ARRÊT XLVI

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

21 avril 1931

Responsabilité civile. — Accidents du travail. — Révision (loi du 9 avril 1898, art. 19). — Aggravation de l'état de la victime. — Indemnité temporaire. — Incapacité permanente faisant suite. — Rente due depuis la consolidation aux taux successifs de l'infirmité. — Prescription de l'action en indemnité. — Prescription de l'action en révision.

L'article 19, paragraphe 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, ouvre à la victime d'un accident du travail le droit à l'action en révision pour cause d'aggravation de l'infirmité, aussi bien en cas d'allocation d'indemnité temporaire qu'au cas d'attribution de rente.

Ce droit existe au profit du bénéficiaire de l'indemnité journalière, à quelque époque que, depuis l'accident, son incapacité temporaire soit devenue permanente; le juge, saisi d'une demande en révision de l'indemnité temporaire, a toute liberté pour constater l'état de la victime au jour où il statue et lui accorder la rente déterminée par la loi, si son incapacité est devenue permanente.

Et lorsque, après la période d'incapacité temporaire, l'incapacité permanente a présenté des phases successives, plus légères au début, aggravées plus tard, le chiffre de la rente pour chaque période sera adéquat au degré d'incapacité constaté.

Il importe peu, d'ailleurs, que l'action en indemnité, fondée sur l'article 3 de la loi, soit prescrite au moment de l'introduction de la demande en révision; les deux actions, quoique tendant l'une et l'autre à l'allocation d'une rente viagère, sont juridiquement distinctes et soumises à des règles propres.

Dès lors, lorsqu'à la suite d'un accident du travail survenu le 2 octobre 1922, la victime a perçu l'indemnité journalière jusqu'au 15 juin 1923 si, atteinte d'une incapacité permanente, elle a cité le 20 novembre 1925 le chef d'entreprise en révision de l'indemnité journalière qui lui avait été payée et par suite en allocation de la rente déterminée par la loi, le juge qui constate au vu de l'expertise que l'incapacité permanente a été, à l'époque de la consolidation (15 juin 1923), de 50 %, puis s'est aggravée postérieurement pour devenir du 60 %, méconnaît la nature et la portée de l'action en révision en liquidant la rente seulement sur le

taux de l'aggravation à partir de la demande (10 %), au lieu de la calculer sur la totalité de l'incapacité constatée.

NOTE

Lorsque l'incapacité de l'ouvrier qui n'a été indemnisé que par l'allocation du demi-salaire se révèle permanente, le juge de la révision se trouve dans l'obligation de constater son état au jour où il statuera et de lui accorder la rente correspondant à l'incapacité permanente qu'il constate; en décider autrement et ne tenir compte que de l'aggravation survenue depuis la consolidation, comme l'avait fait dans l'espèce l'arrêt attaqué, c'est ne lui donner qu'une réparation inadéquate : ce n'est donc pas seulement une indemnité couvrant un supplément d'invalidité qui lui est due, c'est une indemnisation de la totalité de cette invalidité. Cette solution donnée par l'arrêt ci-dessus avait déjà été consacrée par la Cour de Cassation. (V. Cass. civ., 14 mai 1912 [*Gaz. Pal.*, 1912, 2, 246] et la note D. 1917, 1, 1, 2^e espèce; note de M. Sarrut.)

Il est d'ailleurs admis que si la demande en révision formée en raison de modifications diverses subies par son état est générale et vise ses états successifs, le juge doit allouer les rentes correspondant pendant les différentes périodes aux taux d'incapacité reconnus. (Cass. civ., 28 juillet 1930 [*Gaz. Pal.*, 1930, 2, 484] et la note.)

Sur le principe que l'action en révision est ouverte pour cause d'aggravation de l'infirmité aussi bien en cas d'allocation d'indemnité temporaire qu'en cas d'attribution de rente : Cass. req., 5 novembre 1929 [*Gaz. Pal.*, 1929, 2, 886, S. 1930, 1, 88] et la note.

Gazette du Palais, 1905, 1, 449.

ARRÊT XLVII

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

27 février 1905

Le juge peut réviser, par suite de l'atténuation de l'infirmité survenue au cours du procès, la rente qu'il a d'abord allouée à l'ouvrier victime de l'accident.

Il peut notamment décider que la rente fixée d'abord à une certaine somme à partir du jour de la consolidation sera réduite à une somme inférieure à partir d'une date ultérieure où la diminution de la valeur professionnelle n'a plus été aussi élevée.

NOTE

D'après l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier a droit, en cas d'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident fait subir au salaire. D'après la jurisprudence de

la Cour de Cassation, il appartient au juge du fait de constater la nature du préjudice souffert et d'en assurer la réparation forfaitaire à l'aide de calculs dont les données lui sont imposées. (Cass., 23 juillet 1902 [Gaz. Pal., 1902, 2, 226. S. 1903, 1, 271. D. 1903, 1, 14].) Un autre arrêt leur reconnaît le pouvoir de rechercher dans quelle proportion la capacité professionnelle de l'ouvrier a été diminuée par suite de l'accident et quel abaissement correspondant du salaire doit normalement s'en suivre. (Cass., 19 janvier 1903 [Gaz. Pal., 1903, 1, 210. D. 1903, 1, 335. D. 1903, 1, 108].)

Si la diminution de la faculté de travail varie, même après la consolidation de la blessure, au cours du procès en fixation de la rente, on ne voit pas au nom de quel principe on interdirait au juge du fait de proportionner à la diminution de la capacité professionnelle de l'ouvrier l'abaissement correspondant du salaire. La question se posait d'ailleurs pour la première fois devant la Cour de Cassation.

Vainement invoquerait-on en sens contraire l'article 19 de la loi du 9 avril 1898. Cet article s'applique au cas où la base fixée définitivement cesse d'être exacte.

Gazette des Tribunaux, 21-22 septembre 1934.

ARRÊT XLVIII

COUR D'APPEL DE PARIS (7^e Ch.)

19 février 1934

Accidents du travail. — Révision. — Expertise. — Refus par l'ouvrier de se présenter devant l'expert. — Suspension de rente. — Mesure faisant grief à l'assureur. — Suppression de rente.

Le refus d'un ouvrier de se présenter devant l'expert commis au cours d'une procédure de révision paralyse le droit de l'assureur du patron de faire jouer la révision et fait présumer qu'il ne conserve de l'accident du travail aucune infirmité.

Par suite, une simple suspension de rente fait grief à l'assureur en ce qu'elle maintient l'aliénation du capital constitué à la Caisse des Retraites pour le service de cette rente.

En conséquence, c'est la suppression de la rente qui doit sanctionner l'attitude de l'ouvrier.

Ces solutions résultent de l'arrêt suivant :

Compagnie Winterthur c/ Demurtaz.

LA COUR,

Statuant sur l'appel d'un jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine, le 13 octobre 1933;

Considérant que, suivant le procès-verbal de conciliation du 14 mars

1929, Demurtaz a obtenu une rente annuelle et viagère de 250 francs, calculée sur une incapacité permanente de travail de 6 % et sur un salaire annuel de 9.028 fr. 35, à la suite d'un accident dont il a été victime au service du sieur Beauvils, lequel avait pour assureur la Société appelante; que cette Société, substituant le patron, a versé à la Caisse Nationale des Retraites le montant du capital nécessaire au service de la rente, puis dans les délais légaux a introduit une instance en révision et a demandé la suppression de la rente en alléguant la disparition de toute incapacité chez le blessé;

Considérant qu'elle a été dûment autorisée à faire examiner ce dernier par le Président du Tribunal; qu'à cette audience de conciliation, les parties ont accepté la désignation du D^r Maréchal comme expert; que le sieur Demurtaz ne s'est pas présenté devant l'expert qui, de ce fait, a été empêché de remplir sa mission; que, depuis, il a été constamment défaillant, tant qu'à l'audience du Président du 28 juillet 1933, que devant les premiers juges et cause d'appel; qu'il paralyse le droit de la Société appelante de faire jouer la révision; que les présomptions sont en faveur de la prétention qu'il ne conserve plus de l'accident susvisé aucune infirmité; que les premiers juges se sont bornés à suspendre la rente; que cette décision fait grief à l'assureur, en ce qu'elle maintient l'aliénation du capital constitué à la Caisse des Retraites pour le service de cette rente; que la juste mesure que comportent les faits ci-dessus exposés est l'exonération complète, pour l'assureur, de ses obligations et, par suite, la suppression de la rente.

Par ces motifs,

Donne défaut contre le sieur Demurtaz, faute d'avoir constitué avoué, bien que régulièrement assigné.

Réforme le jugement;

Ordonne, à partir du 2 juin 1932, la suppression de la rente allouée au sieur Demurtaz par l'ordonnance de conciliation du 14 mars 1929;

Condamne le sieur Demurtaz aux dépens de première instance et d'appel.

OBSERVATIONS. — En cas de refus de l'ouvrier de se présenter devant l'expert commis au cours d'une procédure de révision, les tribunaux ordonnent généralement la suspension de la rente. (Trib. Civ., Narbonne, 21 janvier 1904 [*Rec. Gaz. des Tribunaux*, 1904, 2^e sem. 2-208]; Sachet [*Accidents du Travail*, 6^e édit., t. II, n^o 1.380 bis].) L'arrêt rapporté prononce une sanction plus énergique, la suppression de la rente. Cette sanction est dictée par l'intérêt de l'assureur du patron : ne pas maintenir l'aliénation du capital constitué à la Caisse des Retraites.

Dalloz, 1930, 1, 47. Note sous Civ., 4 déc. 1928 et 27 fév. 1929.

NOTE SOUS

ARRÊT XLIX

L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 (D. P. 98, 4, 49) sur les accidents du travail maintient expressément à la victime de l'accident ou à ses représentants l'action en responsabilité que donne le droit commun contre le tiers qui a causé l'accident par sa faute, prouvée ou présumée, conformément aux articles 1382 et suiv., C. civ. Mais la victime ou ses ayants droit ne perdent pas pour autant l'action que la loi leur accorde contre le chef d'entreprise. Cette dualité d'actions a suscité des difficultés. Il est admis par presque tout le monde qu'elles peuvent être exercées **cumulativement, sans que cependant le demandeur puisse cumuler sur sa tête les deux indemnités**, parce qu'un même accident ne peut être réparé plusieurs fois et qu'il ne saurait devenir pour la victime une cause d'enrichissement. Ces deux actions, qui tendent au même but, qui sont souvent intentées en même temps, dont peut se trouver saisie la même juridiction, sont ainsi rapprochées l'une de l'autre. Elles le sont encore par la règle **posée par l'article 7 d'après laquelle, en cas d'accident ayant entraîné une incapacité permanente, ou la mort, le tiers responsable paye ce qu'il doit sous forme d'une rente servie par la Caisse Nationale des Retraites**; le juge est ainsi dans l'obligation de vérifier s'il s'agit d'un accident du travail avant de condamner le tiers, de même que le juge saisi de l'action contre le patron doit également statuer sur la nature de l'accident. Ce serait pourtant une erreur de croire que les deux actions peuvent être jointes dans une même instance. Elles sont indépendantes. L'article 7 évoque cette indépendance par le mot « **indépendamment** », inscrit en tête de son texte. La jurisprudence l'a reconnue plus ou moins expressément à plusieurs reprises. (Paris, 26 mai 1901. *Rec. Gaz. Pal.*, 1901, 1, 765. Trib. cor. Seine, 30 déc. 1904. D. P. 05, 5, 4. Trib. civ. Seine, 22 avr. 1912. *Gaz. Pal.*, 1912, 2, 34. Bourges, 4 juin 1919. *Gaz. Trib.* du 13 août 1919. Nancy, 1^{er} juin 1921. *Gaz. Pal.*, 1921, 2, 173). La doctrine s'est prononcée en ce sens [SACHET, *Tr. de la Législ. sur les Acc. du Trav.*, 7^e édit., T. I. N. 778. LOUBAR, *Tr. sur le Risque professionnel*, 3^e édit., N. 1.695. P. PARRAUD, *La Responsabilité du tiers auteur d'un accident du travail* (Thèse, Lyon, 1914, 37)]. La Cour de Cassation n'avait pas eu encore à notre connaissance l'occasion de proclamer cette indépendance. Les deux arrêts rapportés en mettent désormais le principe en pleine lumière en y attachant d'importantes conséquences.

La justification du principe de l'indépendance des deux actions est aisée. Si elles tendent l'une et l'autre à la réparation du préjudice résultant de l'accident, elles procèdent de causes juridiques différentes, elles comportent des procédures dont la réglementation n'est pas la même, et elles n'aboutissent pas tout à fait au même résultat. Il est à peine besoin d'insister sur tous ces points.

L'action intentée contre le tiers est une action en réparation d'un délit civil, fondée sur la faute ou la présomption de faute du tiers; l'action intentée contre le chef d'entreprise est une action créée par la loi, comme conséquence du contrat de travail indépendamment de toute faute du patron. La procédure de l'instance engagée contre le tiers est celle du droit commun, la procédure de l'instance engagée contre le patron est réglementée d'une manière très particulière par la loi du 9 avril 1898. Enfin, l'action fondée sur les articles 1382 et suiv., C. civ., tend à faire obtenir à la victime une réparation intégrale du dommage causé par l'accident, tandis que l'action de la loi de 1898 a un caractère forfaitaire et n'aboutit, en règle générale, qu'à l'attribution d'une rente représentant la moitié ou, au plus, les deux tiers de l'invalidité consécutive à la blessure.

Cette indépendance des deux actions entraîne une séparation absolue des deux procès. Les parties en cause ne sont pas les mêmes. L'instance fondée sur la loi de 1898 est dirigée contre le patron ou son assureur substitué par la victime ou ses ayants droit. L'instance en réparation du délit civil est dirigée contre le tiers responsable et, en principe, par la victime ou ses ayants droit. Sans doute, l'article 7 prévoit que le patron peut intervenir dans ce procès et même l'intenter à la place de la victime si elle néglige de le faire. Mais en agissant ainsi, le patron défend ses propres intérêts, il cherche à obtenir l'exonération des obligations mises à sa charge par la loi de 1898, exonération que prononce l'article 7 lorsque l'indemnité due par le tiers est au moins égale à celle qu'il doit lui-même. Il n'y a de ce chef aucune atteinte au principe de l'indépendance des deux actions, et la réciproque ne serait pas possible; le tiers responsable ne pourrait intervenir dans le procès intenté par la victime au chef d'entreprise, faute d'un intérêt à y défendre (Bourges, 4 juin 1919, précité).

La Cour de Cassation décide donc très justement, dans la première espèce rapportée, que le patron poursuivi en vertu de la loi de 1898 ne peut appeler en cause le tiers responsable, même simplement, afin de contribuer à éclairer le juge sur les causes de l'accident. Cette mise en cause est impossible parce que l'action est engagée en vertu de la loi de 1898 et que c'est une action très particulière, fondée sur le contrat de travail qui existe entre le chef d'entreprise et la victime, et qui ne peut être dirigée que contre le patron seul. Le tiers responsable peut être entendu en tant que témoin dans l'enquête, il ne peut être partie dans l'instance. Il faudrait décider de même que, si la victime attaquait d'abord le tiers responsable par l'action de droit commun, il ne serait pas possible d'appeler en cause le patron. Celui-ci peut y intervenir, mais pour son compte personnel contre le tiers; il ne saurait y être appelé par la victime qui ne peut agir contre lui que suivant la procédure particulière prévue par la loi de 1898.

Le second arrêt rapporté tire une deuxième conséquence du principe de l'indépendance des deux actions, qui concerne l'utilisation, dans une des actions, des preuves apportées dans l'autre.

Le fait à prouver étant le même, si le caractère d'accident du travail devant être vérifié dans les deux instances, il peut sembler assez normal que les deux actions utilisent les mêmes preuves. Malgré la réglementation différente des deux procédures, il y a des preuves identiques qui pourront être apportées de part et d'autre; ainsi en est-il de l'enquête et de l'expertise. Lorsque les faits ont été précisés et que le degré d'invalidité a été établi dans une des instances, n'est-il pas possible d'en tenir compte dans l'autre, ou faudra-t-il recommencer l'enquête et l'expertise pour aboutir exactement au même résultat ? Dans un précédent arrêt (Req., 29 déc. 1925. D. P. 1927, I, 139), la Cour de Cassation a très sagement écarté cette conséquence exagérée de la dualité des actions; elle a admis que les juges d'une action peuvent chercher les éléments de leur conviction dans l'expertise et l'enquête relatives à l'autre action. Comme le fait justement remarquer la note sous cet arrêt, l'enquête et l'expertise ne sont pas alors utilisées comme preuves directes, mais comme de simples présomptions de fait destinées à éclairer les juges sans s'imposer à leur conviction. Le principe de l'indépendance des deux actions n'était en rien compromis par cette décision.

Le principe s'oppose, au contraire, à ce que les juges de l'instance engagée contre le tiers décident de surseoir à statuer jusqu'à ce qu'aboutisse l'enquête à intervenir dans la procédure de la loi de 1898. Une pareille décision équivaldrait à subordonner le jugement sur l'action délictuelle à une preuve à fournir dans l'action à engager contre le chef d'entreprise. Cette subordination est inacceptable. Elle tend à mélanger les procédures et à utiliser comme preuve directe et décisive dans l'une d'elles un moyen de preuve à intervenir dans l'autre.

Nous croyons d'ailleurs que la portée de l'arrêt doit être limitée à cette condamnation du sursis à statuer en vue d'une enquête à intervenir dans la procédure de la loi de 1898. Si la Cour fait allusion ensuite à l'amputation qui avait été faite d'une provision à la victime sur son demi-salaire, c'est seulement pour préciser que la cassation du fait de la décision de sursis entraîne la disparition de cette provision. Mais la Chambre civile n'a pu vouloir critiquer le fait, par le tribunal saisi de l'action de droit commun, d'allouer une provision imputable sur le demi-salaire. L'allocation d'une provision est licite dans cette action sans aucun doute. Il y a seulement lieu d'observer qu'elle ne peut porter sur le principal de l'indemnité qui sera accordée pour compenser le préjudice causé par l'invalidité définitive. Cette indemnité doit, en effet, être fournie sous forme d'une rente servie par la Caisse des Retraites; il est donc impossible d'imputer sur elle une provision. Mais l'art. 7 prévoit qu'en plus de cette indemnité, le tiers pourra être condamné au paiement des autres indemnités et frais prévus aux art. 3 et 4, c'est-à-dire au remboursement des frais de médecin, de pharmacien, d'hôpital, des frais funéraires s'il y a lieu, et au paiement d'une indemnité de demi-salaire. Aucune règle n'est prévue pour la manière dont ces indemnités complémentaires seront versées; elles peuvent donc l'être en capital, et rien n'empêche d'en payer le montant en deux fois, en commençant par allouer une provision imputable sur ce capital

(V. en ce sens : Dijon, 12 mars 1929, *Rev. Gén. des Assur. terr.*, 1930, 175).

André ROUAST,

Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Annales de Médecine légale, I, janvier 1936.

ARRÊT L
COUR D'APPEL DE BOURGES
18 décembre 1934

Lebas c/ M...

« LA COUR,

« Attendu que la C^{ie} La M... a régulièrement interjeté appel d'un jugement du Tribunal civil de Nevers, en date du 31 juillet 1934, qui a décidé que l'incapacité de 10 % dont l'ouvrier Lebas est atteint, à la suite de l'accident dont il a été victime le 3 novembre 1927, n'a subi aucune modification et a, en conséquence, rejeté la demande en révision formée par cette Compagnie d'assurances.

« Attendu que la C^{ie} La M... soutient l'expertise à laquelle ont procédé les docteurs D..., M... et P..., et sur laquelle les premiers juges se sont basés pour rejeter la demande en révision, ne peut être retenue; qu'elle a été faite d'une façon singulière, aucune pièce du dossier primitif n'ayant été mise à la disposition des experts, qui n'ont pas été à même de dire, par comparaison avec l'état antérieur de Lebas, si une amélioration était survenue.

« Attendu qu'elle prétend également que des erreurs ont été commises par les experts, notamment en ce qui concerne le degré de l'atrophie de la jambe.

« Attendu qu'aucune disposition légale n'exige pour la validité d'une expertise en matière d'accident du travail la communication aux experts des pièces du dossier relatif à l'accident qui a fait l'objet d'une demande en révision.

« Attendu que la seule question qui se pose est celle de savoir si les premiers juges ont pu trouver dans l'expertise des docteurs D..., M... et P... les éléments suffisants pour fonder leur conviction.

« Attendu que la comparaison des deux expertises, la première faite par le docteur H..., en 1929, et la deuxième par les docteurs D..., M... et P..., le 14 octobre 1933, révèle que les conclusions de ces expertises sont identiques et que les constatations sont exactement les mêmes.

« Attendu que les trois experts de 1933 ont constaté, comme le docteur H..., en 1929, une atrophie qui a entraîné les mêmes phénomènes : marche difficile, jambe droite froide, et qu'ils ont apprécié de la même façon la gêne qui en résultait en fixant le taux de l'incapacité à 10 %.

« Attendu que, contrairement aux allégations de la C^{ie} La M..., les trois experts ont précisé dans leur rapport que l'atrophie de la cuisse droite était de 2 centimètres et non de 6, comme elle l'a indiqué dans ses conclusions.

« Attendu qu'ainsi les premiers juges, qui avaient des éléments suffisants pour se prononcer en toute connaissance de cause, ont, avec raison, en présence de la concordance sur tous les points essentiels des deux rapports médicaux, décidé que l'incapacité de Lebas n'avait subi aucune modification.

« Attendu que la nouvelle expertise serait absolument inutile et superflue.

« Adoptant, en outre, les motifs des premiers juges non contraires au présent arrêt :

« Par ces motifs :

« Reçoit la C^{ie} La M... en son appel. Au fond, le déclare non justifié. Confirme le jugement entrepris, dit qu'il sortira son plein et entier effet. »

Revue générale des Assurances terrestres, 1935, I, 151.

ARRÊT LI

Taux de la rente. — Calcul de l'incapacité. — Coefficient professionnel.

Pour fixer la rente en fonction de l'incapacité, il y a lieu de tenir compte de la profession exercée par la victime lorsque l'accident ne permet plus à la victime d'exercer cette profession.

1^o COUR D'APPEL DE LYON (3^e Ch.)

24 octobre 1935

De Grenier de Monner c/ Société de Stéréotopographie
et C^{ie} La Paix.

ARRÊT

LA COUR,

Attendu que Grenier de Monner a régulièrement interjeté appel d'un jugement du Tribunal civil de Gex, en date du 6 avril 1935, qui, adoptant les conclusions de l'expert, a fixé à 16 % le taux de l'incapacité résultant de l'accident de travail du 30 mai 1934, à 41.548 fr. 35 le salaire de base, et au 1^{er} septembre la date de la consolidation de sa blessure, et a donné acte à la Société de Stéréotopographie et à la C^{ie} La Paix de leur offre d'une rente de 1.080 fr. 48, correspondant aux chiffres et dates ci-dessus;

Attendu que l'appelant reproche à l'expert et au Tribunal de n'avoir pas tenu compte de l'incidence sur sa capacité de travail;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3, parag. 2 de la loi du 9 avril 1898, la victime d'un accident du travail a droit, en cas d'incapacité partielle permanente, à la moitié de la réduction que l'accident aurait fait subir à son salaire; que cette réduction résulte de la comparaison de ces deux éléments, le salaire que gagnait l'accidenté lors de l'accident, d'une part; l'incapacité de travail que lui laisse l'accident, d'autre part;

Attendu que le salaire que gagnait Monner lors de l'accident était très élevé, en raison de sa profession d'ingénieur topographe, exigeant non seulement des connaissances, dessins et la topographie, mais aussi une aptitude toute particulière à la marche en pays accidenté; attendu qu'il a perdu cette aptitude par suite de la fatigabilité rapide à la marche résultant de l'augmentation de volume du genou, de l'atrophie de la cuisse et la limitation des mouvements de la jambe constatées par l'expert, comme résultant de l'accident;

Attendu qu'ensuite de sa blessure, il a perdu son emploi; qu'il est désormais dans l'incapacité de remplir ainsi tout autre emploi similaire; que, d'autre part, diplômé comme ingénieur des Mines, Monner ne pourra pas davantage, à raison de son état physique, exercer cette profession, qui exige des déplacements pénibles dans les galeries souterraines;

Que dans un emploi plus sédentaire, où il pourrait seulement utiliser les facultés générales de travail qui lui restent, et auquel il devrait s'adapter, son salaire se trouvera notablement inférieur à celui qu'il gagnait lors de l'accident;

Attendu, dans ces conditions, que l'expert et après lui le Tribunal n'ont pas apprécié à un taux suffisant l'incapacité de travail résultant de l'accident, qui paraît devoir être fixé à 25 %, le taux de 35 % proposé par les médecins, dont les certificats ont été versés aux débats, était dans une certaine mesure exagéré;

Attendu que ni le salaire de base ni la date de consolidation ne sont contestés;

Par ces motifs,

Accueillant l'appel et y faisant droit;

Ayant tels égards que de droit au rapport de l'expert et attestations médicales fournies, fixe à 25 % l'incapacité partielle de travail dont de Monner demeure atteint des suites de l'accident du 30 mai 1934;

Condamne la Société Française de Stéréotopographie et pour elle son assurance substituée, la C^{ie} La Paix, à lui payer une rente de 1.688 fr. 25, calculée sur un salaire de 41.548, ramené à 13.156 fr. 64, et une incapacité partielle permanente de 25 % à compter du 1^{er} septembre 1934, date de la consolidation de la blessure;

Dit n'y avoir lieu à amende d'appel;

Condamne la Société Française de Stéréotopographie et la C^{ie} La Paix, son assureur substitué, aux dépens tant de première instance que d'appel, lesquels seront recouvrés selon les règles prescrites en matière d'assistance judiciaire.

ARRÊT LII

2° TRIBUNAL CIVIL DE PAMIEERS

4 avril 1935

Monterde c/ Grasset et Bigeyre.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL,

Attendu que le 21 mars 1934, Monterde, en sa qualité de maçon, et étant au service de Grasset et Bigeyre, a été victime d'un accident de travail alors qu'il procédait à la démolition d'une fenêtre; qu'un grain de ciment, sous l'effet du burin, vint frapper Monterde à l'œil gauche, ce qui, malgré les traitements qu'il subit de la part de son médecin et d'un spécialiste, lui occasionna une incapacité totale de deux mois environ;

Attendu que cet accident a eu pour conséquence pour Monterde la perte totale de la vision de son œil gauche; que M. le Dr Dourles, qui a soigné le blessé et délivré à ce dernier un certificat constatant qu'il était atteint d'une incapacité permanente et partielle de 33 %;

Attendu qu'en conciliation, le Président du Tribunal désigna M. le Dr Frenckel à titre d'expert pour examiner le blessé et évaluer son invalidité, le taux de 33 %, proposé par le Dr Dourles, n'ayant pas été accepté par le patron; que l'expert, dans son rapport déposé le 1^{er} octobre 1934, après avoir constaté la perte de la vision totale de l'œil gauche, conclut à une réduction de capacité de 25 %.

Attendu que lors de la tentative de conciliation consécutive à ce rapport, le blessé refusa l'offre du règlement qui était proposée par ses patrons, et qui consistait en une rente annuelle et viagère de 1.028 fr. 56, calculée sur un salaire de 8.914 francs, et une réduction de capacité de travail de 25 %, la consolidation étant fixée au 19 mai 1934; qu'après cette tentative de conciliation infructueuse, la cause a été renvoyée devant le Tribunal;

Attendu qu'avant tout débat, les parties demandent acte au Tribunal de leur accord sur le montant du salaire de base et la date de la consolidation de la blessure; que le seul différend qui les divise porte sur l'évaluation de l'invalidité;

Attendu que le blessé prétend que le taux de 25 %, fixé par le Dr Frenckel, est insuffisant et qu'il doit être porté à 33 %;

Attendu que le Tribunal n'est pas tenu par les conclusions du rapport de l'expert et conserve toute la liberté pour apprécier l'incapacité du blessé;

Attendu qu'il est constant, ainsi qu'il résulte de l'opinion d'ophtalmologistes notoires et d'une jurisprudence très nombreuse que la perte de la vision complète d'un œil sans énucléation doit être évaluée à 30 % plus un coefficient professionnel;

Attendu que, contrairement aux prétentions soutenues par les Compagnies d'assurances, depuis la réunion de l'Alsace-Lorraine à la France,

et tendant à fixer uniformément à 25 % le taux de l'incapacité pour la perte totale d'un œil, *il ne doit pas exister de taux uniforme d'incapacité, et que les dommages pouvant résulter de deux lésions identiques diffèrent presque toujours suivant la profession, l'âge, le sexe et l'état de santé général de la victime, et que le juge doit tenir compte de ces différences;*

Attendu, dans l'espèce, que le blessé est âgé de 58 ans, âge auquel il lui est difficile d'apprendre un nouveau métier auquel il puisse accommoder sa vision; que l'infirmité dont il est atteint ne lui permet plus, avec son œil unique, de discerner le relief, ni d'apprécier les distances, et rend le nouveau travail auquel il pourrait se livrer plus dangereux;

Attendu qu'il ne devra plus songer à reprendre sa profession de maçon, ni à compter pouvoir monter sur des échelles ou des échafaudages;

Attendu, dès lors, que le taux de son invalidité doit être fixé à 30 % pour la perte de la vision totale de son œil gauche et à 3 % pour coefficient de profession, au total 33 %;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Donne acte aux parties de leur accord sur le salaire de base fixé à 8.914 francs et sur la date de la consolidation de la blessure fixée au 19 mai 1934;

Dit que l'offre de Grasset et Bigeyre est insuffisante et la déclare non satisfaisante;

Fixe à 33 % l'incapacité de Monterde;

Condamne en conséquence Grasset et Bigeyre à lui servir une rente annuelle et viagère de 1.357 fr. 70, calculée sur un salaire de base de 8.914 francs, ramené, en vertu de la loi, à la somme de 8.228 fr. 40, et une réduction de capacité de 33 % et ce, à partir du 19 mai 1934;

Condamne Grasset et Bigeyre aux dépens.

NOTE SOUS LI ET LII

La question du rôle que doit jouer le coefficient professionnel dans le calcul du taux d'incapacité de la victime d'un accident du travail n'a pas toujours été aperçue. Un peu rapidement, certaines décisions ont calculé ce taux uniformément pour une invalidité donnée, et le barème d'invalidité des mutilés de guerre a joué un rôle pour unifier les pourcentages accordés. Cependant, l'incapacité que prend en considération la loi de 1898 n'est pas l'incapacité physique générale considérée abstraitement, mais l'incapacité de travail. Or, cette incapacité varie suivant la profession de la victime. Sans doute, il y aurait exagération à ne tenir compte que de cette profession, et à donner 10 % à l'ouvrier qui est dans l'impossibilité d'exercer son métier antérieur, si cet ouvrier peut travailler à autre chose, car la loi ne répare pas l'incapacité professionnelle, mais l'incapacité de travail en général. Mais, du moins, doit-on en tenir compte du fait que l'ouvrier devra changer de métier, qu'il perdra ainsi tout le bénéfice de

la spécialisation qu'il avait acquise, et qu'il aura peut-être beaucoup de peine à se reclasser. *Le coefficient professionnel doit donc servir à corriger le taux que donnerait l'application de la loi à un ouvrier non spécialisé ou à un ouvrier qui peut rester dans son métier.* (Cf. Rouast et Givord, n° 189.)

Cette solution admise par plusieurs décisions (Req., 8 mai 1929; *Cette rev.*, 1930, 163; Dijon, 26 juillet 1932; *Rec. des Accidents du trav. et des Assur. soc.*, 1934, 58) a inspiré celles qui sont ci-dessus reproduites. On notera que la Cour de Lyon revient sur sa propre jurisprudence. (V. l'arrêt contraire du 19 mai 1932. *Mon. jud.*, Lyon, 1933, 1308.)

TEXTES LÉGISLATIFS

I. — FRANCE

Loi du 9 avril 1898

Concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (D. P. 98. 4. 49; — N. C. civ. ann., t. 4, p. 944 et suiv.; — **Petit Code des accidents du travail**; — **Rép. prat.**, v^o *Accidents du travail*, l. s.; **Suppl. au Rép. prat.**, cod, v^o, l. s.).

TITRE I. — INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS.

ART. 1^{er}. — Les accidents survenus *par le fait* du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption du travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

2. (L. 22 mars 1902.) « Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi. »

(L. 8 juillet 1926.) « Ceux dont le salaire annuel dépasse huit mille francs (8.000 fr.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, et jusqu'à dix-huit mille cinq cents francs (18.500 fr.), ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3; au delà de dix-huit mille cinq cents francs (18.500 fr.), ils n'ont droit qu'à un huitième, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. »

[Aux termes de l'article unique de la loi du 24 février 1928 « la présente loi (loi du 8 juillet 1926, qui modifie le paragraphe 2 de la loi

du 9 avril 1898) ne sera applicable aux chefs d'entreprise que le premier jour du septième mois qui en suivra la promulgation; ce délai sera calculé de quantième à quantième. »]

3. (L. 31 mars 1905.) Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire;

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident; toutefois, elle est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours. L'indemnité journalière est payable aux époques et lieux de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a) Une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessous; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

b) Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 10 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 % s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a trois et de 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée, pour chacun d'eux, à 20 % du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire, ni 60 % dans le second.

c) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes a et b, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe c est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si

elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu; toutefois, le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Loi du 16 mars 1928, supprimant les déchéances prévues aux alinéas 16, 17 et 18 de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en faveur des protégés français (D. P. 1928, 4, 276). — Article unique. Ne sont pas applicables aux protégés français les 16^e, 17^e et 18^e alinéas de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

4. (L. 12 avril 1922.) « Le chef de l'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de deux cents francs (200 fr.) au maximum. »

[La loi du 17 octobre 1919 avait modifié l'art. 4, § 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898 comme suit : « Quelle que soit la durée de l'interruption du travail occasionné par l'accident, le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques. Il supporte également les frais funéraires évalués à la somme de 100 francs au maximum. » — La loi du 12 avril 1922 a modifié le même paragraphe 1^{er} de l'art. 4, sans reproduire le premier membre de phrase relatif à la durée de l'interruption de travail. Il s'agit là, sans doute, d'une simple inadvertance du législateur; mais en présence des termes formels de la loi du 12 avril 1922, il ne nous a pas paru possible d'y apporter une modification, en rétablissant ce membre de phrase.]

(L. 31 mars 1905.) « La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du Ministre du Commerce, après avis d'une Commission spéciale comprenant des re-

présentants de syndicats de médecins et de pharmaciens, de syndicats professionnels ouvriers et patronaux, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie. (*L. 2 février 1927.*) L'arrêté fixe la durée d'application du tarif. »

(*L. 6 juillet 1920.*) « Le chef d'entreprise est seul tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893, majoré de 30 %. »

Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise.

Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Cette désignation, dûment visée par le juge de paix, donnera audit médecin accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu par décision du juge de paix, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Si le médecin certifie que la victime est en état de reprendre son travail et que celle-ci le conteste, le chef d'entreprise peut, lorsqu'il s'agit d'une incapacité temporaire, requérir du juge de paix une expertise médicale qui devra avoir lieu dans les cinq jours.

5. Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

6. Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le Ministre des Travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de

secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

7. (*L. 22 mars 1902.*) Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage.

8. Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra dépasser le montant de son salaire.

9. Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de révision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculée d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

10. (*L. 31 mars 1905.*) Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les

douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé, tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Si, pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages.

TITRE II. — DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET ENQUÊTE.

11. (*L. 22 mars 1902.*) Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat du médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

Avis de l'accident dans les formes réglées par décret est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

12. (*L. 22 mars 1902.*) Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix du canton où l'accident s'est produit la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation s'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque, d'après le certificat médical, produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident;

2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance;

3° La nature des lésions;

4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, et le lieu et la date de leur naissance;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes;

6° La société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier, en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1930, seront avancées par le Trésor.

13. L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition, affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement. — *Codifié par Décr. 28 déc. 1926* (Code enregistrement), art. 315, § 2, n° 1; (Code timbre) art. 188.

14. Sont punis d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article II.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III. — COMPÉTENCE, JURIDICTIONS, PROCÉDURE, RÉVISION

15. (*L. 31 mars 1905.*) « Sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les constatations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires.

« Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve, soit complètement guérie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente; elles continuent, dans ce dernier cas, à être servies jusqu'à la décision définitive prévue à l'article suivant, sous réserve des dispositions du quatrième alinéa dudit article.

« Si l'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet, dans les trois jours, l'expédition au président du tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière. »

(*Décr. 28 mars 1934, art. 13.*) « Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à quinze cents francs en dernier ressort et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel dans la quinzaine de la décision. »

(*L. 31 mars 1905.*) « Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

« Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'article 12 et du présent article, est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

« Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droit adressée, sous forme de lettre recommandée, au juge de paix du canton où l'accident s'est produit, avant qu'il n'ait été saisi dans les termes du présent article ou bien qu'il n'ait clos l'enquête prévue à l'article 13. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant par le greffe, qui avise, en même temps que le chef d'entreprise, le juge de paix devenu compétent et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties, conformément à l'article 13.

« Si, après transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du lieu de l'accident et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime. »

16. (*L. 31 mars 1905.*) En ce qui touche les autres indemnités pré-

vues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement, dans les cinq jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête, ou, dans le cas contraire, dans les cinq jours de la production par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité, ou bien de la réception de la décision du juge de paix visée au troisième alinéa de l'article précédent, ou enfin, s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces, dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 18, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoque la victime ou ses ayants droit, le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter et, s'il y a assurance, l'assureur. Il peut, du consentement des parties, commettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine.

En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile. Son jugement est exécutoire par provision.

En ce cas, le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

Dans les cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

S'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise.

17. (L. 22 mars 1902.) Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel, sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement n'aura été signifié à personne passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le juge de paix, soit par le tribunal ou par la cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

18. (*L. 22 mars 1902.*) L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi.

19. (*L. 31 mars 1905.*) La demande en révision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'article 21.

Dans tous les cas, sont applicables à la révision les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22. Le président du tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président, qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'article 16.

Au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en révision, le chef d'entreprise pourra désigner au président du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Cette désignation, dûment visée par le président, donnera audit médecin accès trimestriel auprès de la victime. Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérage sera

suspendu par décision du président, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en révision.

20. Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

(L. 22 mars 1902.) En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit.

21. (L. 31 mars 1905.) Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, déclarer que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 28.

22. (L. 22 mars 1902.) Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil et devant le tribunal.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphe 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901.

(L. 17 avril 1906.) « Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel et, le cas échéant, à l'acte par lequel est signifié le désistement de l'appel. Le premier président de la cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier. »

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer par le bureau d'assistance judiciaire de son domicile la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

TITRE IV. — GARANTIES.

23. La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

24. A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

25. Abrogé par L. 30 décembre 1922, art. 4.

26. La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

27. (L. 31 mars 1905.) Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance, et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

A toute époque, un arrêté du ministre du commerce peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi ou dont la situation financière ne donne pas des garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est pris après avis conforme du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations par écrit dans un délai de quinzaine. Le comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté au *Journal Officiel*, tous les contrats contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

(L. 7 avril 1926.) Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est divisé en deux sections. La première statue sur toutes les affaires d'assurances contre les accidents du travail, à l'exception de celles qui ont trait à l'application de la loi du 15 décembre 1922; la seconde connaît spécialement des questions relatives aux assurances contre les accidents dans l'agriculture. Elles se réunissent et délibèrent en assemblée plénière sur les questions communes d'application de la législation des accidents du travail.

Sont membres des deux sections : quatre sénateurs et six députés, élus par leurs collègues; le directeur du contrôle des assurances privées; le directeur du travail; le directeur de l'agriculture; le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations; trois membres agrégés de l'institut des actuaires français; un professeur de la faculté de droit de Paris.

Font, en outre, partie de la première section : le président du tribunal du commerce de la Seine ou un président de section désigné par lui; le président de la chambre de commerce de Paris ou un membre désigné par lui; deux ouvriers et deux patrons membres du conseil supérieur du travail et désignés par lui; deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie, élus par ces sociétés; deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances contre les accidents du travail; deux mutilés du travail désignés par la fédération nationale des mutilés du travail; quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail.

Font partie de la deuxième section : un inspecteur des associations agricoles, un délégué du conseil supérieur de l'agriculture; un délégué des chambres d'agriculture ou des offices régionaux agricoles désigné par le conseil supérieur de l'agriculture; deux exploitants et deux ouvriers agricoles désignés par le conseil supérieur de l'agriculture; quatre directeurs ou administrateurs de sociétés ou caisses mutuelles d'assurances agricoles constituées dans les termes de la loi du 4 juillet 1900, élus par ces

sociétés; deux directeurs ou administrateurs de sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie pratiquant l'assurance contre les accidents agricoles; deux mutilés du travail agricole désignés par la fédération nationale des mutilés; quatre personnes compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail dans l'agriculture.

(*L. 31 mars 1905.*) Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

(*L. 31 juillet 1920, art. 53.*) « Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des primes ou cotisations encaissées et fixées annuellement, pour chaque organisme, par arrêté du ministre du travail. La contribution des sociétés ou syndicats de garantie en liquidation sera déterminée d'après le montant total annuel des charges pour règlements de sinistres. »

28. Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

29. Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement. — *Codifié par Décr. 28 déc. 1926 (Code enregistrement), art. 315, § 2-1°; (Code timbre), art. 188.*

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités pour

l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquêtes sur place.

30. (L. 31 mars 1905.) Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. Cette nullité, comme la nullité prévue au deuxième alinéa de l'article 16 et au troisième alinéa de l'article 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

Toutefois, dans ce cas, l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions du droit commun.

La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la prescription, soit pour la révision.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 19.

Est passible d'une amende de 16 francs à 300 francs et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 francs à 2.000 francs, sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal :

1° Tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent;

2° Tout chef d'entreprise ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi;

3° Toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin;

4° Tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

31. Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.), de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution. — En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 fr.). — Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

32. Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre.

.....

34. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies. — V. Décr. 22 avr. 1920 (Algérie) (Bull. légial. Dalloz, 1920, p. 194; Journ. off. du 25 avr. 1920).

Loi du 30 juin 1899

Concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés (D. P. 99. 4. 92. — Rép. prat., v^o *Accidents du travail*, 29 s., 249 s.; Suppl. au Rép. prat., eod. v^o 29 s. — V. infra, L. 15 déc. 1922).

ARTICLE UNIQUE. Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

Loi du 12 avril 1906

Etendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (D. P. 1906. 4. 116; — Rép. prat., v^o *Accidents du travail*, 30 s.; Suppl. au Rép. prat., eod. v^o, 32-2^o s.)

ART. 1^{er}. La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue à toutes les entreprises commerciales.

6. Les syndicats de garantie prévus à l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 doivent, qu'il s'agisse d'entreprises industrielles ou commerciales, comprendre au moins cinq mille ouvriers assurés et dix chefs d'entreprises adhérents, dont cinq ayant au moins trois cents ouvriers, ou bien deux mille ouvriers assurés et trois cents chefs d'entreprise adhérents, dont trente ayant au moins chacun trois ouvriers. — Ces syndicats sont autorisés par décrets rendus en Conseil d'Etat, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Ils peuvent être autorisés par arrêtés ministériels, lorsque leurs statuts sont conformes à des statuts types approuvés par décret rendu en Conseil d'Etat, après avis du comité sus-

visé. V. *Décr.* 9 mai 1923 (D. P. 1923. 4. 209; — C. travail, à sa date; — Bull. législ. Dalloz, 1923, p. 320; — *Journ. off.* du 26 mai 1923).

7. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies. — V. *Décr.* 22 avr. 1920 (Algérie) (Bull. législ. Dalloz, 1920, p. 194; *Journ. off.* du 25 avr. 1920).

Loi du 18 Juillet 1907

Ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail (D. P. 1907. 4. 151; — Rép. prat., v^o Accidents du travail, 35 s.; Suppl. au Rép. prat., v^o 35-2^o s.).

ART. 1^{er}. Tout employeur non assujetti à la législation concernant les responsabilités des accidents du travail peut se placer sous le régime de ladite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Il dépose à cet effet à la mairie du siège de son exploitation ou, s'il n'y a pas exploitation, à la mairie de sa résidence personnelle, une déclaration dont il lui est remis gratuitement récépissé et qui est immédiatement transcrite sur un registre spécial tenu à la disposition des intéressés. Il doit présenter en même temps un carnet destiné à recevoir l'adhésion de ses salariés, sur lequel le maire appose son visa en faisant mention de la déclaration et de sa date.

Les formes de la déclaration et du carnet sont déterminées par décret. Le carnet doit être conservé par l'employeur pour être, le cas échéant, représenté en justice.

2. La législation sur les accidents du travail devient alors de plein droit applicable à tous ceux de ses ouvriers, employés ou domestiques qui auront donné leur adhésion, signée et datée en toutes lettres par eux, au carnet prévu par l'article précédent.

Si l'ouvrier, employé ou domestique, ne sait ou ne peut signer, son adhésion est reçue par le maire qui la mentionne sur le carnet. Il en est de même pour l'adhésion des mineurs et des femmes mariées, sans qu'ils aient besoin, à cet effet, de l'autorisation du père, tuteur ou mari.

3. L'employeur peut, pour l'avenir, faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail par une déclaration spéciale à la mairie. Cette déclaration, dont il lui est donné immédiatement récépissé, est transcrite sur le registre visé à l'article 1^{er}, à la suite de la déclaration primitive, ainsi que sur le carnet.

La cessation d'assujettissement n'a point effet vis-à-vis des ouvriers, employés ou domestiques qui ont accepté, dans les formes prévues à l'article précédent, d'être soumis à la législation sur les accidents du travail.

4. Si l'employeur n'est point par ailleurs obligatoirement assujéti à la législation sur les accidents du travail, il contribue au fonds de garantie dans les conditions spécifiées par l'article 5 de la loi du 5 avril 1906.

Loi du 13 décembre 1912

Faisant bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — V. le texte de cette loi, **D. P.** 1913. 4. 44; — et **Petit Code du travail Dalloz**.

Loi du 15 juillet 1914

Ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — V. le texte de cette loi, avec les décrets du 27 mai 1915 relatifs à son application, **D. P.** 1918. 4. 217; — et **Petit Code du travail Dalloz**.

Loi du 25 novembre 1916

Concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail. — V. le texte de cette loi, **D. P.** 1917. 4. 69; — et **Petit Code du travail Dalloz**. Abrogée dans son art. 1^{er}, dernier alinéa, par l'art. 4 de la loi du 30 décembre 1922, art. 4.

Loi du 25 septembre 1919

Concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie. — V. le texte de cette loi, **D. P.** 1921. 4. 317; — **Bull. législ. Dalloz**, 1919, p. 698; — et **Petit Code du travail Dalloz**. — Abrogée dans son art. 5 par l'art. 4 de la loi du 30 décembre 1922, art. 4.

V. les quatre décrets du 22 avril 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie de certains articles des lois des 9 avril 1898 et 15 juillet 1914, relatives aux accidents du travail (**Bull. législ. Dalloz**, 1920, p. 194-199), les deux décrets du 22 juillet 1920 pour l'application en Algérie des articles 3 et 13 de la loi du 25 septembre 1919 (**Bull. législ. Dalloz**, 1920, p. 372-373; *Journ. off.* du 30 juill. 1930).

Loi du 25 octobre 1919

Etendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (D. P. 1921. 4. 319; — Suppl. au Rép. prat., v^o Accidents du travail, 67-2^o s.).

ART. 1^{er}. La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelle sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

2. Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées aux tableaux annexés à la présente loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers habituellement occupés aux travaux industriels correspondants. — (L. 1^{er} janvier 1931.) « La nomenclature des maladies professionnelles, ainsi que les tableaux annexés à la présente loi pourront être révisés et complétés par des règlements d'administration publique, pris après avis de la commission d'hygiène et de la commission supérieure des maladies professionnelles instituée à l'article 10 ci-après. »

3. Lorsqu'un ouvrier quitte une des exploitations assujetties à la présente loi, son employeur demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à cette exploitation, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant le délai spécialement fixé aux tableaux mentionnés à l'article précédent pour chacune de ces affections. — Toutefois, cette responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient une incapacité de travail résultant de la maladie et comportant indemnité. — Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre entreprise également classée dans les exploitations correspondantes à ladite maladie, son nouvel employeur n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898. — Néanmoins, s'il est établi qu'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité. — Le dernier des employeurs responsables sera tenu, vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit, pour le tout de l'indemnité, sauf son recours contre les employeurs précédents.

4. Tout industriel ayant fait, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi, ne sera plus soumis aux obligations de cette loi. — Il demeure toutefois responsable, durant le délai de responsabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées à l'article précédent, des maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration. — Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue sciemment fautive entraînera à sa charge une condamnation à une amende de cent à cinq mille francs (100 à 5.000 fr.), et à un emprisonnement de trois jours à un mois. — V. *Décr.* 31 déc. 1920 (*C. travail*, à sa date; — *Bull. législ.* Dalloz, 1920, p. 751; — *Journ. off.* du 7 janv. 1921).

5. Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé. — (*L. 1^{er} janv. 1931.*) « Un certificat de médecin, rédigé en double exemplaire, indiquant la nature de la maladie et ses suites probables, doit compléter cette déclaration, dont la forme sera déterminée par décret. — Une copie de cette déclaration et un exemplaire du certificat médical sont transmis immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail, ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise. » — Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898. — *V. Décr. 8 juill. 1920 (C. travail, à sa date; — Bull. législ. Dalloz, 1920, p. 347; — Journ. off. du 14 juill. 1920).*

6. Les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux risques prévues par la présente loi, pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle. — Les tarifs correspondants seront établis dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi ou des lois ultérieures prévues à l'article 2, par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du travail et de la prévoyance sociale et du ministre des finances. — *V. Décr. 22 avr. 1920 (Bull. législ. Dalloz, 1920, p. 193; — Journ. off. du 24 avr. 1920).* — Ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la caisse soient entièrement couverts sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

7. Les débiteurs, qui désirent se libérer en une fois, pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement, suivant les résultats de l'expérience.

Toutefois, jusqu'à l'établissement de ce tarif, la détermination des capitaux à verser sera faite d'après les tarifs en usage pour les rentes régies par la loi du 20 juillet 1886. La période transitoire pendant laquelle il pourra être fait application de ces tarifs ne devra pas excéder un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi [*le délai prévu à ce paragraphe a été prorogé de cinq années, par L. du 25 juill. 1926*].

8. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles fonctionneront les syndicats de garantie qui, concurremment avec les sociétés d'assurances, pourront garantir les employés contre les risques visés par la présente loi. — *V. Décr. 12 janv. 1921 (C. travail, à sa date; — Bull. législ. Dalloz, 1921, p. 74; — Journ. off. du 19 janv. 1921).*

9. Les dispositions de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 4, § 2, de la loi du 12 avril 1906, modifiées par la loi du 29 mai 1909, sont étendues aux chefs d'entreprises assujetties à la présente loi.

11. Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois, quiconque, par menace, don, promesse d'argent, ristourne sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des syndicats ou associations, à des chefs d'entreprise, à des assureurs, ou à toute autre personne, aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail, ou des maladies professionnelles, dans une clinique ou cabinet médical, ou officine de pharmacie et aura ainsi porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien.

12. En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la commission supérieure, est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence. — Cette déclaration est adressée au ministre du travail, par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur ordinaire des mines, et indique la nature de la maladie et de la profession du malade; elle est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mis à la disposition des médecins. — V. *Décr.* 16 nov. 1929 (*Bull. légis. Dalloz*, 1929, p. 460; — *C. travail*, à sa date, — *Journ. off. du 29 nov. 1929*).

Loi du 15 juillet 1923

Instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories, de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (*D. P.* 1923, 4. 219).

Art. 3. (*L.* 30 juin 1924, art. 3.) « Les conjoints et les ascendants recevront une allocation égale au montant de leur rente s'ils justifient qu'ils sont ou infirmes, ou atteints d'une maladie incurable, ou âgés de plus de cinquante cinq ans, s'ils sont du sexe féminin, ou de soixante ans, s'ils sont du sexe masculin ». — V. *infra*, L. 15 août 1929; L. 30 avr. 1931.

Dans les deux premiers cas, la demande sera adressée au sous-préfet de l'arrondissement par l'intermédiaire du maire et soumise à la commission cantonale prévue par la loi du 14 juillet 1905 à laquelle il appartiendra de décider, sous réserve des appels et dans les conditions précisées par l'article 11 de ladite loi.

En cas de nouveau mariage, l'allocation cessera de plein droit.

Loi du 15 décembre 1922

Etendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (D. P. 1923. 4. 305 ; — Suppl. au Rép. prat., v^o Accidents du travail, 270-7^o s.).

ART. 1^{er}. (L. 30 avril 1926.) La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, aux ouvriers, aux employés et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne, occupés dans les exploitations agricoles, de quelque nature qu'elles soient, ainsi que dans les exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras, les entreprises de toute nature, les bureaux, les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles, lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement, les sociétés coopératives agricoles régies par la loi du 5 août 1920, les sociétés à caractère coopératif, dites fruitières, les caisses mutuelles d'assurance agricole constituées conformément à la loi du 4 juillet 1900, les caisses mutuelles de crédit agricole et les associations syndicales de propriétaires formées conformément à la loi du 21 juin 1865.

Les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille, ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré, ne sont assujettis à la présente loi que pour les collaborateurs salariés ou non qu'ils emploient.

2. Sont assimilés aux ouvriers agricoles, au point de vue de l'application de la présente loi, ceux qui, n'étant pas petits patrons, sont occupés, par des entrepreneurs ou par des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins.

3. Si une personne visée à l'article 1^{er} est employée, par un même exploitant assujetti à la loi, principalement à un travail visé aux articles précédents, mais occasionnellement à une autre occupation non visée par la législation des accidents du travail, la présente loi s'appliquera également aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre occupation.

4. (L. 30 avril 1926.) Les exploitants visés au deuxième alinéa de l'article 1^{er}, assujettis ou non, qui contracteront une assurance en faveur des membres de leur famille, auront la faculté d'adhérer à la législation sur les accidents du travail pour tous les accidents qui surviendraient à eux-ci par le fait ou à l'occasion du travail.

Les exploitants assujettis, ceux qui travaillent seuls et ceux qui auront usé de la faculté ouverte par le paragraphe précédent pourront également, sous la même condition de contracter une assurance, se placer eux-mêmes, pour les accidents dont ils seraient victimes, sous le bénéfice de ladite législation. Un décret réglera, en ce qui les concerne, les formalités à accomplir à cet effet.

La législation sur les accidents du travail devient alors aussitôt applicable dans les conditions déterminées par la loi du 18 juillet 1907 aux membres de leur famille travaillant avec eux ; eux-mêmes pourront pour-

suivre contre l'assureur l'allocation des indemnités fixées par la présente loi, conformément aux règles de compétence et de procédure établies par la loi du 9 avril 1898.

Les membres de leur famille bénéficieront à leur encontre, et eux-mêmes bénéficieront, à l'encontre de l'assureur, des dispositions de l'article 23 de ladite loi.

5. Si, dans les quatre jours qui suivent l'accident, la victime n'a pu reprendre son travail, et si le lieu de l'accident se trouve hors de la commune où l'exploitant a son domicile, l'accident doit être porté à la connaissance de l'exploitant, par lettre recommandée, avec accusé de réception, soit par la victime, soit par un représentant ou un ayant droit.

Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré par l'exploitant ou ses préposés à la mairie du lieu où il s'est produit, dans les conditions spécifiées par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

Le délai imparti par cette loi partira, dans le cas où l'exploitant n'est pas domicilié dans la commune où se trouve le lieu de l'accident, du jour de la réception, par lui, de la lettre recommandée.

A défaut par le déclarant d'avoir joint à l'avis d'accident un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître les conséquences définitives, l'exploitant doit, dans les quatre jours de la réception de l'avis d'accident et sous les peines prévues à l'article 14 de la loi du 9 avril 1898, provoquer l'établissement à sa charge d'un certificat médical et le déposer à la mairie du lieu de l'accident contre récépissé.

Si, toutefois, l'exploitant a eu, par lui-même ou ses préposés, connaissance d'un accident ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours, et s'il n'a pas reçu avis de cet accident fait par la victime, son représentant ou un ayant droit, il est tenu de faire la déclaration à la mairie du lieu de l'accident avec certificat à l'appui.

Les frais de poste de l'avis de l'accident et le coût du certificat médical incomberont à l'exploitant. Des formules imprimées d'avis aux exploitants seront tenues gratuitement à la disposition des intéressés. Un décret déterminera la teneur de ces formules dont l'emploi ne sera pas obligatoire et fixera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents devront être transmis au ministère du travail par les mairies.

Le délai, dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898, est porté à trois jours et le délai de clôture de ladite enquête est porté à quinze jours.

6. Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer, ou, en son lieu et place, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires.

Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur qui, nonobstant convention contraire, devra supporter la moitié au moins de la charge de la prime d'assurance.

Aucun recours ne pourra être non plus exercé contre le propriétaire si, le risque étant assuré comme il est dit au paragraphe 3, le métayer s'est adjoint des ouvriers supplémentaires non assurés, sans que le propriétaire ait été prévenu par lettre recommandée expédiée huit jours avant par le métayer.

7. Quand l'accident survient à une personne occupée soit à la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants, soit à toutes opérations ou tous travaux agricoles entrepris en commun, la responsabilité incombe solidairement aux exploitants propriétaires des animaux ou aux personnes ayant entrepris en commun les opérations ou travaux agricoles, sauf recours contre eux d'après les règles du droit commun.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

8. L'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire.

En cas de salaire variable, cette indemnité journalière est égale à la moitié du salaire que touchait la victime au moment de l'accident, et ce, pendant tout le temps qu'aurait duré dans l'exploitation le travail auquel elle était occupée.

A l'expiration de cette période, cette indemnité journalière est calculée sur le taux arrêté, tous les deux ans, pour chaque département, par le préfet, après avis de la commission départementale du travail ou, à son défaut, du conseil général et après enquête suivie, notamment, auprès des chambres d'agriculture, des offices départementaux agricoles et des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen annuel des travailleurs agricoles.

Le tableau dressé par le préfet, en exécution du paragraphe précédent, pourra l'être par région agricole et devra l'être par catégories de travailleurs.

S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté, comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière est calculée sur le taux prévu au troisième paragraphe du présent article.

Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 seront calculées d'après un salaire annuel moyen fixé comme il est dit au paragraphe 3 du présent article.

En ce qui concerne les exploitants non salariés, le calcul de l'indemnité journalière ou des rentes dues se fera sur la base du gain annuel par eux déclaré au moment où ils contracteront assurance.

9. En aucun cas, le salaire servant de base à la fixation des rentes ne pourra être inférieur à un salaire minimum fixé pour chaque département, conformément aux dispositions du paragraphe 3 du précédent article.

C'est sur ce salaire minimum que sera calculée la rente due à un ouvrier de moins de seize ans, s'il n'est établi que cet ouvrier gagnait davantage.

10. Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, ne recevront pas d'indemnité journalière, sauf clauses contraires des traités prévus par ledit article.

11. Les sociétés ou caisses d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles, constituées dans les termes de la loi du 4 juillet 1900, seront admises à couvrir les risques de mort et d'incapacité permanente résultant de l'application de la présente loi, à condition de se soumettre, dans leur fonctionnement, aux garanties édictées, en ce qui concerne les sociétés d'assurances mutuelles, par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, suivant les modalités déterminées par un règlement d'administration publique, contresigné par les Ministres du travail, de l'agriculture et des finances, lequel fixera notamment le nombre minimum d'adhérents et le minimum de risques assurés. — V. L. 10 févr. 1931, art. 3 (D.P. 1931, 4^e partie; *Bull. législ. Dalloz*, 1931, p. 38; *Journ. off.* du 11 fév. 1931; — et *Petit Code de Commerce Dalloz*).

(L. 30 avril 1926.) « Les sociétés mutuelles d'assurances régies par la loi du 4 juillet 1900, réassurées au moins à un degré pour les risques de toute nature par des caisses de réassurances mutuelles également régies par la loi du 4 juillet 1900, recevront seules, chaque année, de l'Etat, dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget du ministère de l'agriculture et dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, des subventions spéciales représentant la moitié, au maximum, des cotisations que devraient payer ceux de leurs adhérents visés au second paragraphe de l'article 1^{er} et à l'article 4. »

12. Pour les accidents régis par la présente loi, un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents visés au cinquième alinéa de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 devront être transmis par les maires à l'inspection du travail.

Le juge de paix est tenu de convoquer au moins quatre jours à l'avance le chef de l'exploitation ou son assureur.

13. Les exploitations régies par la présente loi contribueront au fonds spécial de garantie prévu à l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifié par la loi du 26 mars 1908.

14. Ne sont pas applicables aux exploitations régies par la présente loi les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898.

Mais la présente loi, ainsi que les règlements relatifs à son exécution

devront demeurer constamment affichés dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

15. Les médecins experts désignés par les tribunaux pour fournir un rapport concernant un accident de travail devront déposer leurs conclusions dans le délai maximum d'un mois.

16. ...(*L. 30 avril 1926.*) « Est nulle et non avenue la clause d'une police d'assurances souscrite à une compagnie à primes fixes donnant à l'assureur le droit de modifier à sa propre volonté les conditions de l'assurance sans réserver à l'assuré un droit de résiliation immédiate, sans indemnité à l'assureur.

« Les dispositions de la présente loi sont applicables aux petits artisans ruraux désignés par l'article 9 du décret du 9 février 1921, relatif à l'application de la loi du 5 août 1920. »

17. La présente loi est applicable à l'Algérie.

Loi du 2 août 1923

étendant le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques, concierges et serviteurs à gages (D. P. 1923. 4. 324; — Suppl. au Rép. prat., v^o Accidents du travail, 1 s.).

ART. 1^{er}. Dans le délai de six mois, à compter de la promulgation de la présente loi, la législation sur les accidents du travail résultant de la loi du 9 avril 1898 et des lois ultérieures qui l'ont complétée et modifiée, notamment des articles 2, 3 et 6 de la loi du 12 avril 1906, ainsi que des dispositions de la loi du 30 décembre 1922, est étendue aux domestiques, gens de maison, serviteurs à gages, concierges et salariés du même genre à un titre quelconque, attachés ou non à la personne. — V. L. 4 avr. 1926, art. 37, D. P. 1926. 4. 145.

2. Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend uniquement, à l'exclusion de tous autres profits en argent, de la rémunération et des prestations en nature directement allouées par le maître, en exécution du contrat de louage de services. — Toutefois, les rétributions accessoires et habituelles concourant à former la rémunération effective, notamment sous forme d'étrennes, devront être ajoutées au salaire de base pour le calcul de l'indemnité en cas d'incapacité permanente ou de mort.

3. La présente loi est applicable à l'Algérie sous réserve des modifications déjà apportées à la législation métropolitaine sur les accidents du travail par la loi du 25 septembre 1919.

Loi du 15 août 1929

Relative au rajustement des rentes des victimes d'accidents du travail
(D.P. 1930. 4. 12).

ART. 1^{er}. Bénéficient de la présente loi les victimes d'un accident du travail survenu avant le 9 janvier 1927, date d'application de la loi du 8 juillet 1926, ainsi que leurs ayants droit, et titulaires d'une rente au titre de la législation sur les accidents du travail applicable aux exploitations industrielles (lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899), aux exploitations commerciales (loi du 12 avril 1906), à la sécurité des ouvriers mineurs (loi du 13 décembre 1912), aux exploitations forestières (loi du 15 juillet 1914), à l'Algérie (loi du 25 septembre 1919), aux maladies professionnelles (loi du 25 octobre 1919) et aux gens de maison (loi du 2 août 1923).

Bénéficient également de la présente loi, les titulaires d'une allocation attribuée en vertu de la loi du 15 juillet 1926, ainsi que les mutilés du travail dont la rente aurait été remplacée en tout ou en partie par le paiement d'un capital.

A partir du 1^{er} janvier 1929, les allocations temporaires prévues à l'article 1^{er} de la loi du 24 mars 1928 sont remplacées par les allocations suivantes, sur la demande du mutilé :

300 francs par an, pour une invalidité de 20 à 24 % ;
600 francs par an, pour une invalidité de 25 à 29 % ;
1.065 francs par an, pour une invalidité de 30 à 34 % ;
1.245 francs par an, pour une invalidité de 35 à 39 % ;
1.420 francs par an, pour une invalidité de 40 à 44 % ;
1.600 francs par an, pour une invalidité de 45 à 49 % ;
1.775 francs par an, pour une invalidité de 50 à 54 % ;
1.955 francs par an, pour une invalidité de 55 à 59 % ;
2.130 francs par an, pour une invalidité de 60 à 64 % ;
2.310 francs par an, pour une invalidité de 65 à 69 % ;
2.485 francs par an, pour une invalidité de 70 à 74 % ;
2.665 francs par an, pour une invalidité de 75 à 79 % ;
2.840 francs par an, pour une invalidité de 80 à 84 % ;
3.020 francs par an, pour une invalidité de 85 à 89 % ;
3.195 francs par an, pour une invalidité de 90 à 94 % ;
3.375 francs par an, pour une invalidité de 95 à 99 % ;
4.735 francs par an, pour une invalidité de 100 %.

2. Les mutilés du travail borgnes, ayant perdu la visibilité entière d'un œil, recevront l'allocation prévue pour les invalides de 30 à 34 %, si le taux de l'invalidité qui leur est accordé est inférieur à 30 %.

Aux conjoints et aux ascendants sera servie une allocation égale au montant de leur rente, avec les minima établis par l'article 3 de la loi du 24 mars 1928. — V. *infra*, L. 30 avr. 1931.

Les orphelins recevront une allocation égale au montant de leur rente.

En aucun cas, la rente augmentée de la majoration ne pourra être supérieure à la rente calculée sur un salaire annuel de 8.000 francs.

Rente et allocation nouvelles ne pourront non plus être inférieures à celles actuellement servies.

Loi du 27 juillet 1930

Ayant pour objet de faire bénéficier les victimes d'un accident du travail agricole du régime des allocations institué par la loi du 15 août 1929 (D.P. 1931. 4. 51).

ART. 1^{er}. Le bénéfice de la loi du 15 août 1929 est étendu aux victimes d'un accident du travail de l'agriculture, ainsi qu'à leurs ayants droit.

.....

Loi du 30 avril 1931

Complétant la loi du 15 juillet 1922 et les lois postérieures relatives au rajustement des rentes des mutilés du travail (D.P. 1932. 4. 260).

ART. 1^{er}. Les veuves et ascendants des victimes d'un accident du travail bénéficieront d'une pension qui ne pourra être inférieure à 1.600 fr. par an.

2. Les mutilés ayant besoin de l'assistance d'une tierce personne recevront, en plus de la majoration qui leur est accordée par la loi du 15 août 1929 et par les lois subséquentes relatives au même objet, une bonification annuelle spéciale de 3.000 francs payable aux mêmes époques et dans les mêmes conditions que la majoration principale.

Le caractère obligatoire de l'assistance d'une tierce personne sera constaté par ordonnance du président du tribunal civil de la résidence du mutilé.

3. Les dispositions de la loi du 15 août 1929, portant rajustement des rentes des mutilés et invalides du travail et des lois subséquentes portant même objet, sont applicables aux colonies et pays de protectorat dans les conditions qui seront déterminées par règlement d'administration publique.

4. Les dispositions de la présente loi sont applicables à partir du 1^{er} juillet 1930.

Les majorations et bonifications en résultant seront liquidées et acquittées dans les conditions fixées par les articles 6 et 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1922 et par la loi du 15 juillet 1926.

5. Les dispositions des articles 1^{er}, 2, paragraphe 1^{er}, et 4, paragraphe 1^{er}, de la présente loi sont applicables aux bénéficiaires de rentes d'accidents du travail servies en vertu du livre III du Code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Toutefois, sera imputé sur la bonification prévue à l'article 2 le montant de la majoration de rente allouée par application de l'article 560 dudit Code des assurances sociales.

6. Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

II. — NOTE AU SUJET DES RÉVISIONS DANS LES TERRITOIRES D'ALSACE-LORRAINE

En vertu de la loi allemande de 1911, encore en vigueur dans les départements recouvrés, une indemnisation, sous forme de « rente révisable », fixée d'après le rapport du médecin traitant, doit être allouée à tout accidenté du travail soumis à ladite loi, lorsqu'il subsiste encore, après traitement, des conséquences entraînant une réduction de sa capacité de travail.

Le taux de cette rente est fixé provisoirement par le Comité Directeur de la Corporation, qui base sa décision sur le pourcentage d'invalidité reconnu par le médecin traitant. *Le médecin indique, en outre, le délai dans lequel il conviendra de procéder à une nouvelle visite.*

Le taux de la rente *est fixé à nouveau*, s'il y a lieu, d'après les évaluations du rapport médical de contre-visite relatant et justifiant, suivant les cas, l'amélioration ou l'aggravation constatée par rapport à la situation reconnue soit en fin de traitement, soit lors d'une précédente contre-visite médicale ayant donné lieu à une nouvelle évaluation du taux d'incapacité subsistant à ce moment. Le rapport doit mentionner l'époque à laquelle une nouvelle révision devra avoir lieu, ou préciser si l'état doit être considéré comme définitif, c'est-à-dire non susceptible de se modifier (consolidation).

Les Tribunaux spéciaux d'assurances sociales des trois départements n'interviennent aucunement dans la fixation du taux d'invalidité, ni pour la première fixation, ni pour celle consécutive à des révisions : la décision appartient exclusivement au Comité Directeur de la Corporation. Ces Tribunaux n'ont à connaître que des appels ou des recours. Ils font alors procéder à des rapports et à des expertises médicales spéciales aux révisions judiciaires en désignant eux-mêmes les médecins experts qui auront à leur fournir leurs rapports.

Remarques

1° Les intervalles d'une révision à l'autre peuvent être de quelques mois seulement, pendant les deux premières années qui suivent l'accident. Au bout de la deuxième année, la rente ne peut être révisée aux termes de la loi locale que dans un délai d'un an au moins : elle est dite alors permanente. *Ce qualificatif ne correspond pas à la même idée que dans l'expression « incapacité permanente en loi de 1898 ».* C'est seulement lorsque la situation est reconnue « définitive », au point de vue médical, que les rentes ne sont plus sujettes à révision systématique.

2° Au point de vue de l'évaluation du taux % d'invalidité subsistant au moment d'une contre-visite de révision, il y a lieu de remarquer qu'aux termes de la loi aucune rente n'est allouable pour un taux d'incapacité inférieur à 10 %.

Habituellement, dans la procédure régionale, les taux % de fixation varient de 5 en 5 à partir de 10 % ; toutefois, les taux de 33,33 % (un tiers) et de 66,66 % (deux tiers) peuvent être envisagés dans certains cas particuliers.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAM. — Le Médecin contrôleur (Thèse, Paris, 1925).
Annales de Médecine légale... (Baillière, édit.).
- BELLOM. — Les lois d'assistance ouvrière à l'étranger.
- BALTHAZARD, V. — Précis de médecine légale (Baillière, 1935).
- BARRAL, R. — L'état antérieur dans les A. du T. (Thèse, Lyon, 1909).
- BROUARDEL, G. — Acc. du Travail, 1908 (Référence Biblioth. de la Fac. de Méd. de Paris, n° 77.695).
- CABOUAT. — Traité des Acc. du Trav. (Paris, Larose, 1907).
- CORDIER, J. — La Révision après jugement ou transaction des indemnités (Thèse de Droit, Paris, 1933, Rousseau, édit.).
- DEBORDES. — Le médecin et la loi sur les A. T. (Thèse, Paris, 1908).
- DORÉ. — Thèse, Bordeaux, 1912.
- FLATRES. — Thèse, Montpellier, 1914.
- FORGUE. — Etude sur les A.T., 1914 (Réf. B. M. Paris, 151-564).
1924 (Réf. B. M. Paris, 82.711).
- GIRAUD, L. — De la révision en matière d'A. T. portant sur l'appareil de la vision (Thèse, Paris, 1906, n° 114. Michalon, édit.).
- GIVORD. — Voir ROUAST.
- GRIOLET. — De l'autorité de la chose jugée.
- LACOSTE, P. — De la chose jugée en matière civile, criminelle, disciplinaire et administrative (2^e édit., Paris, Larose, 1904).
- LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel (2^e édit., Paris, Chevalier-Maresq, 1899).
- MAZEAUD, H. et L. — Traité théorique et pratique sur la responsabilité civile délictuelle et contractuelle (Lib. du Recueil, Sirey, 1934).

- MILNE, Ed. — La révision dans la législation sur les A. T. (Thèse de Droit, Paris, 1906).
- OLLIVE, G. et LE MEIGNEN. — Traité médico-légal des A. T. (Baillière, 1914).
- PETITJEAN, sénateur. — Médecins et A. T. (extraits de *L'Aide Sociale*, revue, Paris, 1908).
- PLANIOL, M. — Traité élémentaire de Droit civil, T. II.
- QUILLEN, T. — Notes sur A. T., 1907 (réf. B. M. Paris, 1907, 77.606).
- Rapport sur la responsabilité des ouvriers* (Alf. GIRARD, MARTIN-NAUD), n° 2.634. (Annexe au procès-verbal du 16-2-1884. Travaux préparatoires de la loi de 1898.)
- Recueil spécial des A.T. (R.S.A.T.). Sous la direction de Villetard de Prunières.
- Revue Générale des Assurances Terrestres (R.G.A.T.).
- Revue Judiciaire des A. T. (R.J.A.T.).
- ROSENMARK, R. — Les A.T. et réformes à introduire (Paris, 1910).
- ROUAST, A. et GIVORD, M. — Traité du droit des A. T. et des maladies professionnelles (Paris, Libr. Dalloz, 1934).
- ROUAST, A. — Nombreuses notes sous arrêts in R.G.A.T.
- SACHET, A. — Législation des A. T., 7^e édit., 1927 (Libr. du Recueil, Sirey); 8^e édit., 1934 (T. I. seulement), revue et mise à jour par le Conseiller F. Casteil.
- SAINCTELETTE. — Responsabilité et garantie (Bruxelles, 1884).
- SARRUT. — Notes sous Cass. Civ., 27 octobre 1903, et nombreux autres arrêts.
- SAUZET. — Responsabilité des patrons, in *Revue Critique*, 1883, p. 596-608.
- SERRE, E. — Notes sur les A. T., 1906 (réf. B. M. Paris, n° 57.091).
- THOINOT. — Traité de Médecine légale.

TIRLEMONT. — De la révision de l'indemnité. Etude de la législation française des A. T. (Thèse de Droit, Paris, 1909).

VANDAL. — Le médecin devant les A. T. (Thèse de Droit, Paris, 1909).

WAGNER. — Première pratique médicale de la loi sur les A. T. (1901, Bibliogr. historique importante).

En ce qui concerne les arrêts, on consultera :

La Gazette du Palais et *La Gazette des Tribunaux*, le *Dalloz périodique* et le *Dalloz hebdomadaire*, le *Recueil Sirey*.

En ce qui concerne les textes législatifs, consulter le *Journal Officiel* et les petits *Codes Dalloz*.

Les références soulignées sont les plus importantes.

Thèse Paris = Thèse Médecine.

Réf. B. M. Paris = Référence à la Bibliothèque de Médecine de Paris.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — ETUDE GÉNÉRALE DE LA LOI DU 9-4-98	
<i>Paragraphe 1</i> : Généralités	3
<i>Paragraphe 2</i> : Caractères fondamentaux de la loi	5
1° Le risque professionnel	5
2° Le forfait	6
3° Les garanties	7
4° Procédure	7
<i>Paragraphe 3</i> : Rôle du médecin dans cette loi	7
<i>Paragraphe 4</i> : Législation internationale	8
<i>Paragraphe 5</i> : Textes législatifs	13
<i>Paragraphe 6</i> : Premiers textes de jurisprudence antérieurs à la loi	13
CHAPITRE II. — DE LA RÉVISION	
<i>Paragraphe 1</i> : Fondements juridiques	17
<i>Paragraphe 2</i> : De la révision en général	18
a) Variation du préjudice	18
a) Distinction entre révision et recours	18
Autorité de la chose jugée	18
β) L'état antérieur	20
b) Révision après jugement	22
c) Révision après transaction	24
d) Variation de la réparation accordée	24
<i>Paragraphe 3</i> : Résumé	25
CHAPITRE III. — RÉVISION EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL	
<i>Paragraphe 1</i> : Jurisprudence avant 1898	26
<i>Paragraphe 2</i> : La révision dans la loi de 1898	27

	Pages
<i>Paragraphe 3 : Conditions générales pour introduire l'instance...</i>	27
<i>Paragraphe 4 : Le délai de révision.....</i>	28
<i>Paragraphe 5 : Mission de l'expert</i>	31

CHAPITRE IV. — LES RÉVISIONS EN AGGRAVATION

Généralités	34
-------------------	----

1^{re} Section. — Révision sur rente déjà allouée :

<i>Paragraphe 1 : Preuve de l'aggravation.....</i>	36
<i>a) A la charge du demandeur.....</i>	36
<i>b) Filiation</i>	37
<i>c) Incapacité supplémentaire</i>	38
<i>d) Date de l'aggravation</i>	38
<i>e) Remarques</i>	39
<i>Paragraphe 2 : L'action doit tendre à l'obtention de rente.....</i>	40

2^e Section. — Révision sur I. T. :

<i>Paragraphe 1 : Examen général, historique.....</i>	41
<i>Paragraphe 2 : Discussion, exemples</i>	44
<i>Paragraphe 3 : A propos de quelques arrêts récents sur I.T...</i>	46
<i>3^e Section. — Révision en cas de décès.....</i>	48

CHAPITRE V. — LA RÉVISION EN ATTÉNUATION

<i>Paragraphe 1 : Révision en atténuation</i>	52
<i>Paragraphe 2 : La question de la rééducation professionnelle....</i>	53

CHAPITRE VI

<i>Paragraphe 1 : Effets de l'action en révision.....</i>	55
<i>Paragraphe 2 : Recours contre le tiers responsable.....</i>	56
<i>Paragraphe 3 : Cas où il n'y a pas lieu à révision.....</i>	57
<i>Paragraphe 4 : Limites de la révision</i>	58
<i>Paragraphe 5 : Remarques en ce qui concerne les rechutes.....</i>	59

	Pages
CHAPITRE VII	
<i>Paragraphe 1 : Compétence</i>	60
<i>Paragraphe 2 : Procédure. Recours</i>	60
<i>Paragraphe 3 : Extension aux maladies professionnelles</i>	61
CHAPITRE VIII. — LA RÉVISION ET LE MÉDECIN-EXPERT ...	62
CHAPITRE IX. — STATISTIQUES	66
CHAPITRE X. — CONCLUSION	69

ANNEXES

PREMIÈRE PARTIE :

1° Liste des arrêts et jugements dans leur ordre de citation dans le texte	73
2° Liste des arrêts et jugements par ordre chronologique	76
3° Reproduction des principales décisions	81

DEUXIÈME PARTIE : Textes législatifs :

I. France	160
II. Alsace-Lorraine	189
Bibliographie	191

ROUEN — IMPRIMERIE WOLF
